



ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2015

INCLUANT LE RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers (ci-après, l'« **AMF** ») le 18 janvier 2017 sous le numéro D.16-0083.A01 conformément à l'article 212-13-IV de son règlement général. Elle complète le document de référence enregistré auprès de l'AMF le 13 avril 2016 sous le numéro R.16-019 (ci-après, le « **Document de Référence** »).

Le Document de Référence et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du Document de Référence et de la présente actualisation sont disponibles sans frais au siège social d'Elis, au 5, boulevard Louis Loucheur – Saint-Cloud (92210), France, ainsi que sur le site internet d'Elis (www.elis.com) et sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org).

SOMMAIRE

<u>Présentation du Groupe et de ses activités</u>	8
1.1 Principales activités du Groupe et stratégie	9
1.1.1 Activités du Groupe	9
1.1.2 Stratégie du Groupe	9
1.2 Faits marquants depuis le 13 avril 2016	11
1.2.1 Résultats financiers.....	11
1.2.2 Acquisitions	17
1.3 Propriétés immobilières, usines et équipements	19
1.4 Investissements	20
1.5 Contrats importants	20
1.5.1 Contrat de Crédit-Relais	20
1.5.2 Contrat de Crédit Syndiqué Senior	21
1.6 Acquisitions d'Indusal et Lavebras	22
1.6.1 Présentation d'Indusal.....	27
1.6.2 Présentation de Lavebras.....	31
1.6.3 Modalités de financement des acquisitions.....	35
1.6.4 Notations	36
<u>Facteurs de risques</u>	37
2.1 Risques liés aux acquisitions d'Indusal et de Lavebras	38
2.1.1 Risques liés à la non-réalisation de l'acquisition de Lavebras.....	38
2.1.2 Risques liés au financement des acquisitions	38
2.1.3 Risques liés à l'intégration d'Indusal et de Lavebras.....	38
2.1.4 Risques liés aux travaux de <i>due diligence</i>	39
2.1.5 Risques liés aux contentieux et litiges des sociétés acquises	40
2.1.6 Risques liés aux écarts d'acquisition et impôts différés actifs.....	42
2.2 Risques financiers	43
2.2.1 Risque de liquidité.....	43
2.2.2 Risque de change	43
2.2.3 Risque de taux.....	44
2.3 Risques juridiques, réglementaires, fiscaux et d'assurances.....	44
<u>Gouvernement d'entreprise</u>	45
3.1 Organes de direction et de surveillance	46
3.1.1 Informations et renseignements personnels sur les membres du directoire	46
3.1.2 Le conseil de surveillance.....	48

3.2	Rémunération et avantages des membres du directoire et du conseil de surveillance.....	49
3.3	Éléments de rémunération en capital	49
	<u>Informations financières et comptables.....</u>	<u>51</u>
4.1	Informations financières sélectionnées	52
4.1.1	Données financières estimées non auditées pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.....	52
4.1.2	Rapport des commissaires aux comptes sur les estimations de bénéfice 53	
4.1.3	Perspectives pour l'exercice 2017	54
4.2	Rapport financier semestriel au 30 juin 2016	54
4.2.1	Attestation de la personne responsable	54
4.2.2	Presentation du groupe	55
4.2.2.1	Profil de la Société et chiffres clés du 1er semestre 2016.....	55
4.2.2.2	Facteurs de risques et transactions avec les parties liées.....	57
4.2.3	Rapport d'activité du premier semestre	58
4.2.3.1	Éléments significatifs du 1er semestre 2016	58
4.2.3.2	Analyse de l'activité du 1er semestre 2016.....	58
4.2.3.3	Évènements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels	64
4.2.4	Gouvernement d'entreprise	64
4.2.4.1	Composition du conseil de surveillance au 30 juin 2016.....	65
4.2.4.2	Composition des comités du conseil de surveillance au 30 juin 2016..	66
4.2.4.3	Composition du directoire au 30 juin 2016.....	66
4.2.4.4	Rémunération des membres du directoire	66
4.2.5	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016.....	67
4.2.6	Comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2016.....	69
4.2.6.1	État du résultat consolidé intermédiaire	69
4.2.6.2	État du résultat global consolidé intermédiaire.....	70
4.2.6.3	État de la situation financière consolidée intermédiaire actif	71
4.2.6.4	État de la situation financière consolidée intermédiaire - passif et capitaux propres.....	72
4.2.6.5	Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	73
4.2.6.6	Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2016	74
4.2.6.7	Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2015	75
4.2.6.8	Notes explicatives	76
4.2.7	Informations concernant le capital social	101

4.2.7.1	Composition du capital social.....	101
4.2.7.2	Répartition du capital social et actionariat.....	101
4.2.7.3	Franchissements de seuils de participation	102
4.2.7.4	Opérations effectuées par Elis sur ses propres actions.....	103
4.2.7.5	Capital autorisé non émis.....	103
4.2.7.6	Actions potentielles	105
4.2.7.7	Pacte d'actionnaires et accords	105
4.3.	Informations complémentaires - Procédures judiciaires	106
<u>Informations sur la Société et son capital.....</u>		<u>107</u>
5.1	Renseignements concernant la Société	108
5.2	Statuts.....	108
5.3	Informations relatives au capital de la société.....	108
5.3.1	Auto-contrôle, auto-détention et acquisition par la Société de ses propres actions.....	108
5.3.2	Informations relatives à la dilution potentielle du capital social.....	108
5.4	Informations relatives à l'actionariat.....	109
5.4.1	Répartition du capital et des droits de vote	109
5.4.2	Droit de vote double	110
5.4.3	Opérations réalisées sur les titres de la Société par les dirigeants et les personnes assimilées.....	110
5.4.4	Franchissement de seuils légaux depuis le 30 juin 2016	110
5.4.5	Évènements susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (article L. 225-100-3 du Code de commerce)	111
5.5	Politique de distribution de dividendes.....	111
5.6	Organigramme simplifié.....	112
5.7	Liste des principales filiales.....	113
<u>Informations complémentaires</u>		<u>115</u>
6.1	Personnes responsables	116
6.1.1	Identité de la personne responsable de l'Actualisation du document de référence contenant le rapport financier semestriel.....	116
6.1.2	Attestation du responsable de l'Actualisation du document de référence.....	116
6.2	Responsables du contrôle des comptes	116
6.2.1	Commissaires aux comptes titulaires	116
6.2.2	Commissaires aux comptes suppléants	117
6.3	Contacts et informations financières disponibles.....	117
<u>Table de concordance</u>		<u>118</u>

Remarques générales

Dans la présente actualisation du Document de Référence (l'« **Actualisation du Document de Référence** »), sauf indication contraire :

- le terme « **Société** » ou « **Elis** » désigne Elis, société anonyme dont le siège social est situé au 5, boulevard Louis Loucheur – Saint Cloud (92210), et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 499 668 440 ;
- le terme « **Groupe** » désigne ensemble la Société et ses filiales consolidées ;
- le terme « **Indusal** » désigne ensemble Compañía Navarra de Servicios Integrales SL, société de droit espagnol, et ses filiales;
- le terme « **Lavebras** » désigne ensemble Lavebras Gestão de Têxteis S.A., société de droit brésilien, et ses filiales.

Déclarations prospectives

L'Actualisation du Document de Référence contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement du Groupe, prenant notamment en compte la réalisation des acquisitions d'Indusal en Espagne et de Lavebras au Brésil. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif, tels que « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entend », « devrait », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaite », « pourrait », etc. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment aux aléas de toute activité et à l'environnement économique, financier, concurrentiel, réglementaire et climatique. La Société ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou réviser les objectifs, perspectives et informations à caractère prospectif contenus dans l'Actualisation du Document de Référence, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable. En outre, la concrétisation de certains risques décrits au chapitre 2 – « Facteurs de risques et politique d'assurance » du Document de Référence, tel que complété et modifié par l'Actualisation du Document de Référence, est susceptible d'avoir un impact sur les activités du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs. Par ailleurs, la réalisation des objectifs suppose, entre autres, le succès de la stratégie présentée à la section 1.5.2 « Stratégie du Groupe » du Document de Référence et la réussite de l'intégration d'Indusal et Lavebras. La Société ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie quant à la réalisation des objectifs figurant dans l'Actualisation du Document de Référence.

Informations sur le marché et la concurrence

L'Actualisation du Document de Référence contient, notamment au chapitre 1 – « Présentation du Groupe et de ses activités », des informations relatives aux marchés du Groupe et à sa position concurrentielle. Certaines de ces informations proviennent d'études réalisées par des sources externes. Ces informations publiquement disponibles, que la Société considère comme fiables, n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant et la Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés aboutirait aux mêmes résultats. Sauf indication contraire, les informations figurant dans l'Actualisation du Document de Référence relatives aux parts de marché et à la taille des marchés pertinents du Groupe sont des estimations du Groupe et ne sont fournies qu'à titre indicatif.

Facteurs de risque

Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au chapitre 2 – « Facteurs de risques et politique d'assurance » du Document de Référence, tel que complété et modifié par l'Actualisation du Document de Référence, avant de prendre leur décision d'investissement. La concrétisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation, les résultats financiers du Groupe ou sur ses objectifs. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société à la date de l'Actualisation du Document de Référence, pourraient avoir le même effet négatif et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

Données estimées

Les données chiffrées historiques relatives à Indusal et à Lavebras incluses dans l'Actualisation du Document de Référence sont issues des informations fournies à la Société par Indusal et Lavebras, respectivement, dans le cadre des processus d'acquisition de ces sociétés, et notamment des états financiers consolidés d'Indusal et de Lavebras pour l'exercice 2015, ayant fait l'objet d'un audit par Hevia Chávarri y Asociados S.L. et KPMG Assurance Services Ltda., respectivement. Les données chiffrées estimées relatives à Indusal et à Lavebras sont fondées sur les informations mises à disposition de la Société par Indusal et Lavebras, respectivement, telles qu'ajustées sur la base de certaines hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Les données chiffrées relatives à Indusal et Lavebras ainsi que les données financières estimées relatives au Groupe présentées dans l'Actualisation du Document de Référence n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité par les commissaires aux comptes de la Société.

L'Actualisation du Document de Référence présente également des informations financières estimées combinées pour l'exercice 2016 obtenues en additionnant les informations financières estimées relatives à Indusal et aux activités du Groupe en Espagne en 2016, d'une part, et les informations financières estimées relatives à Lavebras et aux activités du Groupe au Brésil en 2016, d'autre part. Ces informations financières sont présentées à titre purement illustratif et ne constituent pas une indication des résultats des activités opérationnelles ou de la situation financière du Groupe qui auraient été obtenus pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 si les acquisitions d'Indusal et Lavebras étaient intervenues au 1^{er} janvier 2016.

Arrondis

Certaines données chiffrées (y compris les données exprimées en milliers ou millions) et pourcentages présentés dans l'Actualisation du Document de Référence ont fait l'objet d'arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans l'Actualisation du Document de Référence peuvent légèrement différer de ceux qui auraient été obtenus en additionnant les valeurs exactes (non arrondies) de ces données chiffrées.

Conversion

Sauf indication contraire, les montants exprimés en réal brésilien présentés dans l'Actualisation du Document de Référence ont été convertis en euro, à titre d'illustration, sur la base d'un taux de change de référence de 3,6 réaux pour 1 euro.

1

Présentation du Groupe et de ses activités



Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits au chapitre 1 du Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de l'Actualisation du Document de référence, exacts, sous réserve des mises à jour et compléments figurant ci-dessous.

1.1 PRINCIPALES ACTIVITÉS DU GROUPE ET STRATÉGIE

1.1.1 ACTIVITÉS DU GROUPE

À la date de l'Actualisation du Document de Référence, le groupe Elis est un groupe multi-services, leader de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine. Avec plus de 21 500 collaborateurs répartis dans 13 pays, Elis a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires consolidé de 1 415 millions d'euros et un EBITDA consolidé de 446 millions d'euros. Bénéficiant de plus d'un siècle d'expertise, Elis livre aujourd'hui plus de 240 000 clients de toutes tailles dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, de la santé, de l'industrie, du commerce et des services, grâce à son réseau de plus de 300 centres de production et de distribution et 13 salles blanches (environnements à atmosphère contrôlée où sont nettoyés les vêtements de travaux utilisés, par exemple, par les industries pharmaceutiques et microélectroniques), ce qui lui garantit une proximité inégalée avec ses clients.

1.1.2 STRATÉGIE DU GROUPE

Chaque jour, Elis fournit des prestations multi-services à plus de 240 000 clients appartenant à divers segments de clientèle, en s'appuyant notamment sur la densité de son réseau et sur son savoir-faire industriel. L'objectif du Groupe est de continuer à renforcer son réseau et son offre afin de poursuivre sa croissance et d'augmenter sa rentabilité qui est déjà l'une des meilleures du secteur.

Pour atteindre cet objectif, la stratégie du Groupe s'articule autour de quatre piliers stratégiques :

- la consolidation des positions du Groupe par croissance organique et externe ;
- le développement des activités du Groupe en Amérique latine ;
- la poursuite de l'amélioration de l'excellence opérationnelle du Groupe ;
- l'introduction de nouveaux produits et services à un coût marginal limité.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les acquisitions d'Indusal en Espagne et de Lavebras au Brésil annoncées le 21 décembre 2016, telles que décrites à la section 1.6 « Acquisitions d'Indusal et de Lavebras » de l'Actualisation du Document de Référence.

Indusal, un des leaders du secteur de la location textile et de la blanchisserie en Espagne¹, a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires net de 83 millions d'euros, et devrait atteindre en 2016, selon les informations communiquées par Indusal à la Société dans le cadre de l'acquisition, un chiffre d'affaires net estimé d'environ 90 millions d'euros*, avec une marge d'EBITDA estimée d'environ 27%*. L'acquisition d'Indusal permet au Groupe de doubler son chiffre d'affaires en Espagne, avec un chiffre d'affaires estimé combiné d'Indusal et du Groupe en Espagne (avant acquisition d'Indusal) s'élevant à

¹ Sur la base d'une taille de marché estimée par la Société à partir des données pour l'année 2014 figurant dans l'étude KPMG (août 2014) citée à la section 1.6.1 « Environnement concurrentiel — Présentation générale » du Document de Référence.

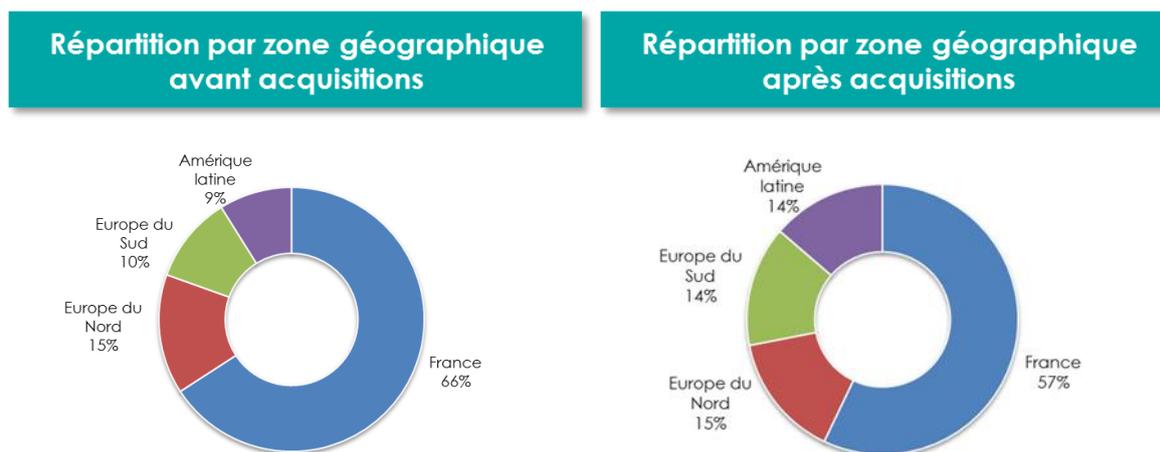
* Voir ci-avant « Remarques générales – Données estimées ».

environ 180 millions d'euros en 2016*. Fort de cette acquisition, le Groupe consolide ainsi sa position au sein d'un marché fragmenté et à fort potentiel, et devient, avec plus de 25% de part de marché, le leader du secteur en Espagne².

Lavebras, l'un des principaux acteurs de la blanchisserie au Brésil², implanté dans 17 États brésiliens, a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires net de 276 millions de réaux (77 millions d'euros) et devrait atteindre en 2016, selon les informations communiquées par Lavebras à la Société dans le cadre de l'acquisition, un chiffre d'affaires net estimé d'environ 370 millions de réaux (103 millions d'euros)*, avec une marge d'EBITDA estimée supérieure à 30%* et une marge d'EBIT estimée de l'ordre de 19%*. L'acquisition de Lavebras s'inscrit dans la volonté du Groupe de développer ses activités en Amérique latine, et notamment au Brésil où le Groupe est présent depuis 2014. Avec l'acquisition de Lavebras, le Groupe consolidera sa position parmi les principaux acteurs au Brésil avec une part de marché qui devrait s'élever à plus de 25% dès 2017².

À l'issue de ces opérations, la part des activités internationales dans le chiffre d'affaires du Groupe devrait représenter plus de 40%, sur la base des données financières estimées pour l'exercice 2016³ (contre 25% en 2014). Sans tenir compte des acquisitions d'Indusal et Lavebras, à la date de l'Actualisation du Document de Référence, le Groupe estime ainsi être le premier acteur du secteur en France (avec environ 40% à 50% de part de marché), en Suisse (avec environ 30% à 40% de part de marché), au Portugal (avec environ 35% à 45% de part de marché) et au Chili (avec environ 25% à 35% de part de marché). Le Groupe estime en outre être le sixième acteur du secteur en Allemagne (avec moins de 10% de part de marché) et le troisième acteur de la région Belgique-Luxembourg (avec moins de 10% de part de marché)².

Les graphiques ci-dessous présentent une indication de la répartition du chiffre d'affaires estimé du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 avant réalisation des acquisitions d'Indusal, Lavebras et Puschendorf (décrite à la section 1.2.2 « Acquisitions » de l'Actualisation du Document de Référence) et après réalisation de ces acquisitions (sur la base des données estimées pour l'exercice 2016 et en prenant pour hypothèse une consolidation au 1^{er} janvier 2016)⁴ :



² Sur la base d'une taille de marché estimée par la Société à partir des données pour l'année 2014 figurant dans l'étude KPMG précitée.

* Voir ci-avant « Remarques générales – Données estimées ».

³ Les données financières estimées du Groupe pour l'exercice 2016 sont présentées ci-après dans la section 4.1.1 « Données financières estimées non auditées pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ».

⁴ Hors entités manufacturières. L'Amérique latine inclut le Brésil et le Chili. L'Europe du Nord inclut la Suisse, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la République Tchèque. L'Europe du Sud inclut l'Espagne, le Portugal et l'Italie.

1.2 FAITS MARQUANTS DEPUIS LE 13 AVRIL 2016

Les communiqués de presse significatifs du Groupe publiés depuis le 13 avril 2016, date d'enregistrement du Document de Référence, sont repris ci-après, à l'exception du communiqué relatif aux acquisitions d'Indusal et de Lavebras qui figure à la section 1.6 « Acquisitions d'Indusal et de Lavebras » de l'Actualisation du Document de Référence. Les acquisitions réalisées par le Groupe au cours du 1^{er} semestre 2016 sont décrites à la note 2.1 « Acquisitions réalisées au 1^{er} semestre 2016 » des états financiers pour le semestre clos le 30 juin 2016, incluse à la section 4.2.6.8 « Notes explicatives » de l'Actualisation du Document de Référence.

1.2.1 RÉSULTATS FINANCIERS

Les définitions des principaux termes financiers utilisés dans les communiqués ci-dessous figurent au paragraphe « Définitions financières » de la section 4.2.3.2 – « Analyse de l'activité du 1^{er} semestre 2016 » de l'Actualisation du Document de Référence.

- **27 octobre 2016 - Résultats du troisième trimestre 2016**

**Chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre en croissance de +5,7% dont +1,5% en organique
Sur les 9 premiers mois, croissance du chiffre d'affaires de +6,5% dont +2,5% en organique**

- **Très bons chiffres en Europe et en Amérique latine, illustrant la pertinence de la stratégie de développement d'Elis à l'international, dans un contexte difficile en France**
 - +4,5% en Europe, tirée par l'Europe du Sud
 - +18,5% en Amérique latine, tirée par les Jeux Olympiques et notre bonne dynamique commerciale au Brésil
 - -1,2% en France avec l'impact de l'attentat de Nice sur l'hôtellerie à Paris et sur la Côte d'Azur
- **Les acquisitions récentes continuent de contribuer à la croissance : impact de +4,0% sur le trimestre**
- **Perspectives 2016 :**
 - Confirmation d'un chiffre d'affaires supérieur à 1,5md€, en croissance de +6,5% (dont croissance organique proche de +3%, croissance externe d'environ +4% et effet change de -0,5%)
 - Taux de marge d'EBITDA : entre -60pb et -30pb en France selon l'activité de l'hôtellerie à Paris au 4^{ème} trimestre ; confirmation de l'amélioration en Europe et en Amérique latine

Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre (M€)	2016	2015	Croissance publiée	Croissance organique
Commerce & Services	87,1	86,7	+0,5%	+0,5%
Hôtellerie – Restauration	91,8	93,5	-1,8%	-1,8%
Industrie	46,8	47,8	-2,2%	-2,2%
Santé	40,4	39,8	+1,6%	+1,6%
France^a	257,9	261,1	-1,2%	-1,2%
Europe du Nord	57,4	51,6	+11,1%	-0,7%
Europe du Sud	46,9	42,3	+10,9%	+10,9%
Europe	104,3	93,9	+11,0%	+4,5%
Amérique latine	36,1	22,0	+64,1%	+18,5%
Entités manufacturières	4,6	4,3	+7,0%	+14,7%
Total	402,8	381,2	+5,7%	+1,5%

° : Après Autres dont Réductions sur ventes
 Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

Chiffre d'affaires des 9 premiers mois (M€)	2016	2015	Croissance publiée	Croissance organique
Commerce & Services	257,7	255,3	+1,0%	+1,0%
Hôtellerie – Restauration	241,5	239,0	+1,1%	+1,1%
Industrie	140,9	141,8	-0,7%	-0,7%
Santé	122,9	119,1	+3,2%	+3,2%
France [°]	742,6	739,7	+0,4%	+0,4%
Europe du Nord	159,8	135,9	+17,6%	+1,3%
Europe du Sud	120,7	108,2	+11,5%	+10,2%
Europe	280,6	244,1	+14,9%	+5,3%
Amérique latine	95,9	67,1	+42,9%	+14,1%
Entités manufacturières	14,0	12,7	+10,3%	+14,7%
Total	1 133,1	1 063,6	+6,5%	+2,5%

° : Après Autres dont Réductions sur ventes
 Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

France

Au troisième trimestre, le chiffre d'affaires en France est en baisse de -1,2%, cette évolution étant intégralement organique. Le chiffre d'affaires en Hôtellerie–Restauration est en repli de -1,8%. L'attentat du 14 Juillet à Nice a fortement impacté les marchés de Paris et de la Côte d'Azur ; en outre, le troisième trimestre 2015, très dynamique, présentait une base de comparaison défavorable. Au total, les Commerces & Services, l'Industrie et la Santé affichent un chiffre d'affaire au même niveau que celui de l'année précédente.

Europe

Au troisième trimestre, le chiffre d'affaires en Europe du Nord (+11,1%) est fortement tiré par les acquisitions réalisées au premier semestre 2016. La croissance organique est en baisse de -0,7%. Hors éléments exceptionnels de 2015, la croissance est d'environ +2% (pour mémoire, la Belgique a vendu 1,5m€ de vêtements professionnels ultra-propres au troisième trimestre 2015). La Suisse et l'Allemagne, nos principaux marchés de la zone, sont en légère croissance, malgré un été en demi-teinte dans l'hôtellerie.

Dans un contexte favorable, l'Europe du Sud poursuit sa forte dynamique avec une croissance du chiffre d'affaires intégralement organique de +10,9%. Cette performance est à nouveau tirée par l'Espagne et le Portugal, qui affichent une croissance organique à deux chiffres. Au-delà des bons chiffres du tourisme dans la péninsule ibérique, cette performance reflète le dynamisme commercial du Groupe, qui profite du rebond de la région pour ouvrir de nouveaux marchés.

Amérique latine

Au troisième trimestre, le chiffre d'affaires est en croissance de +64,1%, tirée par les acquisitions au Brésil de juillet 2015 et janvier 2016, ainsi que par l'acquisition d'Albia, au Chili, consolidé depuis le 1^{er} octobre 2015. La croissance organique est de +18,5% au troisième trimestre, en très forte amélioration. Ceci est tiré par 3 effets principaux : (i) des augmentations de prix, (ii) plusieurs contrats en lien avec les Jeux Olympiques pour un chiffre d'affaires total d'environ 1,5m€ au troisième trimestre et (iii) le gain de quelques nouveaux contrats avec des grands comptes. Nous enregistrons par ailleurs un effet change positif sur le trimestre de +6,8%.

• 26 juillet 2016 – Résultats semestriels 2016

Solide croissance de +7,0% du chiffre d'affaires, marge d'EBITDA en ligne avec les objectifs annuels et confirmation des perspectives 2016

- **Une croissance de chiffre d'affaires et une marge d'EBITDA conformes aux attentes malgré l'environnement difficile en France et au Brésil**
 - Chiffre d'affaires : 730,2m€ (+7,0% dont +3,1% de croissance organique)
 - EBITDA : 216,1m€ (29,6% du chiffre d'affaires)
 - Légère diminution de la marge d'EBITDA en France (-27pb), en ligne avec nos attentes
 - Progression de +71pb de la marge d'EBITDA en Europe (hors France) et de +176pb en Amérique latine
- **Poursuite de la croissance externe**
 - Deux acquisitions significatives réalisées au premier semestre en Allemagne et au Brésil
 - Une autre acquisition significative finalisée en juillet en Suisse
 - Intégration réussie de la filiale chilienne
- **Confirmation des perspectives 2016**
 - Chiffre d'affaires : 1,5Md€ avec +3% de croissance organique et +4% de croissance externe
 - Marge d'EBITDA : -30pb en France, augmentation en Europe et en Amérique latine

(millions EUR)	S1 2016	S1 2015	Variation
Chiffre d'affaires	730,2	682,4	+7,0%
EBITDA	216,1	204,6	+5,6%
EBIT	92,5	87,7	+5,5%
Résultat net	23,1	(80,6)	n/a
Résultat net courant*	38,9	15,7	+148,5%
Free cash-flow courant**	6,7	(22,9)	n/a
Endettement financier net ajusté (fin de période)***	1 506,4	1 440,7	

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après élimination de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions et des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015 (nets de l'effet impôt)

** Après élimination des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015

*** La base de comparaison est au 31 décembre 2015

Les notions de croissance organique du chiffre d'affaires, d'EBITDA, marge d'EBITDA, d'EBIT, de free cash-flow courant et d'endettement financier net ajusté sont définies dans la partie « Définitions financières » de ce communiqué.

Leader multi-services de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine, Elis publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2016.

Les comptes ont été arrêtés par le Directoire et examinés par le Conseil de Surveillance le 25 juillet 2016. Ils ont par ailleurs fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

Chiffre d'affaires

Croissance du chiffre d'affaires (données publiées)

(millions EUR)	<u>2016</u>			<u>2015</u>			<u>Var.</u>		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Commerce & Services	84,8	85,8	170,6	83,1	85,5	168,6	+2,1%	+0,4%	+1,2%
Hôtellerie – Restauration	66,9	82,9	149,7	62,2	83,3	145,5	+7,4%	-0,5%	+2,9%
Industrie	47,1	46,9	94,1	46,7	47,2	94,0	+0,9%	-0,6%	+0,1%
Santé	41,3	41,2	82,5	39,4	39,9	79,3	+4,8%	+3,3%	+4,0%
France*	234,0	250,7	484,7	228,2	250,5	478,6	+2,6%	+0,1%	+1,3%
Europe du Nord	50,3	52,2	102,5	38,2	46,1	84,2	+31,7%	+13,3%	+21,6%

Europe du Sud	33,5	40,3	73,8	28,9	37,1	66,0	+16,0%	+8,7%	+11,9%
Europe**	83,8	92,5	176,3	67,0	83,2	150,2	+25,0%	+11,3%	+17,4%
Amérique latine	28,1	31,7	59,8	22,3	22,8	45,1	+26,1%	+38,9%	+32,6%
Entités manufacturières	4,7	4,8	9,5	4,5	3,9	8,5	+4,2%	+20,9%	+12,0%
Total	350,6	379,7	730,2	322,0	360,4	682,4	+8,9%	+5,4%	+7,0%

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après Autres, dont Réductions sur ventes

** Europe hors France

Croissance organique du chiffre d'affaires

(millions EUR)	Croissance organique T1	Croissance organique T2	Croissance organique S1
Commerce & Services	+2,1%	+0,4%	+1,2%
Hôtellerie – Restauration	+7,4%	-0,5%	+2,9%
Industrie	+0,9%	-0,6%	+0,1%
Santé	+4,8%	+3,3%	+4,0%
France*	+2,6%	+0,1%	+1,3%
Europe du Nord	+2,6%	+2,6%	+2,6%
Europe du Sud	+11,0%	+8,7%	+9,7%
Europe**	+6,2%	+5,3%	+5,7%
Amérique latine	+13,9%	+10,0%	+11,9%
Entités manufacturières	+5,6%	+25,4%	+14,8%
Total	+4,1%	+2,2%	+3,1%

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après Autres, dont Réductions sur ventes

** Europe hors France

Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires du Groupe est en hausse de 7,0% à 730,2m€. La croissance organique (+3,1%) et l'impact des acquisitions réalisées (+5,6%) ont partiellement été compensés par un effet de change négatif (-1,7%).

France

Au premier semestre 2016, la croissance du chiffre d'affaires de +1,3% en France est intégralement organique. Les effets de calendrier très favorables et non récurrents du premier trimestre (semaine de Pâques en mars alors qu'elle était en avril en 2015 et impact d'une journée supplémentaire en février du fait de l'année bissextile) entraînent un ralentissement mécanique de la croissance au deuxième trimestre (+0,1% contre +2,6% au premier trimestre). De plus :

Le chiffre d'affaires des Commerce & Services augmente de 1,2%. Le contexte économique reste difficile et la croissance reste limitée malgré une bonne dynamique commerciale dans les services au premier trimestre.

Le chiffre d'affaires en Hôtellerie–Restauration est en croissance de 2,9%. En plus des éléments mentionnés précédemment, le deuxième trimestre est impacté négativement par une mauvaise météo, ainsi que par les diverses grèves et manifestations qui ont eu lieu dans le pays. Le déploiement des grands contrats hôteliers se déroule néanmoins de manière conforme aux attentes.

Le chiffre d'affaires dans l'Industrie est à l'équilibre. L'activité est restée globalement faible chez nos clients et le contexte difficile a pesé au deuxième trimestre.

Le chiffre d'affaires dans la Santé augmente de 4,0%, porté par le déploiement des grands contrats en court et en long séjour.

Europe (hors France)

Au premier semestre, la croissance du chiffre d'affaires en Europe du Nord (+21,6%) est fortement tirée par les acquisitions réalisées en avril 2015, juillet 2015 et janvier 2016. La

croissance organique est de +2,6%, la Suisse et l'Allemagne, nos principaux marchés de la zone, étant bien orientés.

Le chiffre d'affaires en Europe du Sud poursuit sa dynamique de croissance (+11,9%) dans un contexte économique favorable, avec une croissance organique proche de 10%. Cette performance est à nouveau tirée par l'Espagne ; la croissance intrinsèque du marché et notre très bonne dynamique commerciale dans tous les secteurs confirment le fort potentiel du pays, dans lequel nous continuons de gagner des parts de marché.

Amérique latine

La croissance du chiffre d'affaires en Amérique latine est de 32,6%, en grande partie tirée par les acquisitions au Brésil de juillet 2015 et janvier 2016, ainsi que par l'acquisition d'Albia, au Chili (consolidé depuis le 1er octobre 2015). La croissance organique est de 11,9% au premier semestre et provient uniquement du Brésil. Ceci est le résultat de 3 effets principaux : (i) des augmentations de prix, (ii) une forte activité des hôpitaux, laboratoires et cabinets médicaux en raison des épidémies qui ont marqué l'été brésilien au premier trimestre et (iii) le gain de quelques nouveaux contrats avec des grands comptes qui adoptent pour la première fois notre modèle de location-entretien. Dans un contexte difficile au Brésil, cette bonne performance organique confirme le fort potentiel du marché. Par ailleurs, la dépréciation du real brésilien a fortement pesé au premier semestre (impact de -22,4% sur la croissance en Amérique latine). L'effet devise devrait néanmoins s'inverser au deuxième semestre.

EBITDA

(millions EUR)	S1 2016	S1 2015	Variation
France	163,3	162,7	+0,4%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	33,7%	33,9%	-27pb
Europe*	40,7	33,6	+21,2%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	23,1%	22,3%	+71pb
Amérique latine	12,5	8,6	+44,8%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	20,8%	19,1%	+176pb
Entités manufacturières	1,7	1,4	+21,0%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	12,1%	10,1%	+196pb
Holdings	(2,1)	(1,6)	n/a
Total	216,1	204,6	+5,6%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	29,6%	30,0%	-39pb

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes
* Europe hors France

Au premier semestre 2016, l'EBITDA du Groupe est en augmentation de 5,6% à 216,1m€. La marge d'EBITDA est en baisse de 39pb, en lien, d'une part, avec la baisse de la marge d'EBITDA en France (-27pb) et, d'autre part, avec l'effet mix négatif : l'Europe et l'Amérique latine, zones aux marges plus faibles, affichent un taux de croissance du chiffre d'affaires supérieur à celui de la France.

En France, l'EBITDA en pourcentage du chiffre d'affaires est, comme attendu, en baisse de près de 30pb, principalement en raison de conditions de marchés qui restent difficiles, bien que partiellement compensées par les initiatives d'amélioration de la productivité que nous avons mises en place.

En Europe (hors France), la consolidation des positions et le transfert des savoir-faire continuent de porter leurs fruits, avec une marge d'EBITDA en augmentation de 71pb.

En Amérique latine, le transfert des savoir-faire et le succès de l'intégration de la filiale chilienne permettent d'améliorer la marge d'EBITDA de 176pb.

De l'EBITDA au Résultat net

(millions EUR)	S1 2016	S1 2015
EBITDA	216,1	204,6
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	29,6%	30,0%
Dotations aux amortissements	(123,6)	(116,9)
EBIT	92,5	87,7
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	12,7%	12,9%
Frais bancaires	(0,7)	(0,8)
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(22,0)	(21,8)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(2,5)	(4,8)
Résultat opérationnel	67,3	60,4
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	9,2%	8,8%
Résultat financier	(27,0)	(42,5)
Frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement	-	(123,3)
Résultat avant impôts	40,2	(105,4)
Charge d'impôt	(17,1)	24,8
Résultat net publié	23,1	(80,6)
Résultat net courant*	38,9	15,7

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après élimination de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions et des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015

EBIT

En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBIT est en baisse de 19 points de base au premier semestre. La baisse de la marge d'EBITDA est partiellement compensée par des dotations aux amortissements (en pourcentage du chiffre d'affaires) moins élevées qu'au premier semestre 2015, traduisant une plus grande discipline dans les achats de linge.

Résultat opérationnel

Le Résultat opérationnel est en hausse en valeur ainsi qu'en pourcentage du chiffre d'affaires.

Les dotations aux amortissements des incorporels relèvent pour l'essentiel d'actifs reconnus en 2007, dont l'amortissement s'achèvera en octobre 2018.

Résultat financier

Le Résultat financier est en nette amélioration. Pour mémoire, la nouvelle structure de dette a été mise en place en février puis avril 2015. Le résultat financier n'était donc pas normatif au premier semestre 2015, mais il l'est au premier semestre 2016.

Résultat net

Le Résultat net ressort à 23,1m€. Au premier semestre 2015, il comprenait 123,3 m€ de frais non récurrents liés à l'introduction en bourse et aux différentes opérations de refinancement.

Résultat net courant

Après élimination des dotations aux amortissements des incorporels (nets de l'effet impôt), le Résultat net courant du premier semestre 2016 ressort à 38,9m€, en forte augmentation par rapport au premier semestre 2015.

Autres éléments financiers

Investissements

Au premier semestre 2016, les investissements nets du Groupe ressortent à 133,9€ (18,3% du chiffre d'affaires), contre 141,1m€ (20,7% du chiffre d'affaires) sur la même période l'année dernière. Pour mémoire, le premier semestre 2015 avait été impacté par les achats de linge et les investissements industriels nécessaires à absorber les volumes liés aux grands contrats signés fin 2014.

Free cash-flow courant

Le Free cash-flow courant ressort à 6,7m€, contre -22,9m€ au premier semestre 2015. Cette amélioration est due à la hausse des flux opérationnels et à la baisse des intérêts payés. Pour mémoire, la saisonnalité de l'activité est telle que la quasi-totalité du Free cash-flow courant est générée au deuxième semestre.

Endettement financier net ajusté

L'endettement financier net ajusté du Groupe au 30 juin 2016 est de 1 506,4m€ soit 3,2x l'EBITDA des douze derniers mois (proforma des acquisitions réalisées).

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, l'endettement financier net est impacté par les acquisitions réalisées en début d'année et par la distribution aux actionnaires de 39,9m€ au titre de l'exercice 2015.

Distribution au titre de l'exercice 2015

L'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 27 mai 2016 a approuvé la distribution de 0,35€ par action au titre de l'exercice 2015. Cette distribution a été effectuée le 7 juin 2016 pour un montant total de 39,9m€. En 2015, la distribution a été effectuée le 2 juillet 2015.

1.2.2 ACQUISITIONS⁵

- **29 décembre 2016 - Elis poursuit sa stratégie de développement en Amérique latine et entre sur le marché colombien avec l'acquisition de SIL**

Elis, le leader multiservice de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine, a finalisé l'acquisition de SIL en Colombie et entre ainsi dans un troisième pays de la région, après le Brésil et le Chili. Elis rachète 100% des titres de Servicios Industriales de Lavado SIL S.A.S à son propriétaire, qui continuera d'accompagner le Groupe dans son développement en Colombie, avec l'objectif affiché de rapidement devenir le numéro un du marché.

SIL, qui exploite deux blanchisseries à Bogota et à Cali, dispose de l'un des plus beaux outils industriels du secteur. L'entreprise sert essentiellement des acteurs privés du secteur de la santé. Le chiffre d'affaires total estimé de SIL en 2016 sera de 10 milliards de pesos colombiens soit environ 3 millions d'euros. La société sera consolidée dans les comptes du Groupe à partir du 1^{er} janvier 2017.

⁵ Le communiqué relatif aux acquisitions d'Indusal et de Lavebras figure à la section 1.6 « Acquisitions d'Indusal et de Lavebras » de l'Actualisation du Document de Référence.

La Colombie, qui affiche depuis 2010 une croissance annuelle moyenne de son PIB de plus de 4%, est la 4^{ème} économie d'Amérique latine avec une inflation et un chômage maîtrisés. Le marché adressable colombien est un marché en devenir, avec un taux d'externalisation très faible et donc un fort potentiel de croissance. Il est encore peu structuré, uniquement constitué d'acteurs locaux et sans leader clair. Elis sera donc le seul acteur international présent sur un marché offrant de nombreuses opportunités de consolidation. Grâce notamment à l'essor du tourisme, le secteur de l'hôtellerie y est en mutation, et la Colombie dispose par ailleurs du système de santé le plus développé d'Amérique latine avec un réseau très dense d'hôpitaux publics et privés.

Après avoir nettement renforcé sa position de leader au Brésil avec l'acquisition de Lavebras, le Groupe affiche, avec cette nouvelle opération de croissance externe, son intention de poursuivre son développement en Amérique latine.

- **8 décembre 2016 – Elis a finalisé l'acquisition de Puschendorf**

Suite à son annonce du 10 novembre 2016 (voir ci-après), Elis, le leader multi-services de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine, a annoncé le 8 décembre 2016 avoir finalisé l'acquisition de 100 % du groupe Puschendorf Textilservice en Allemagne.

Puschendorf est une entreprise familiale disposant de 5 blanchisseries en Allemagne, qui réalisera en 2016 un chiffre d'affaires d'environ 40 millions d'euros.

Elis, qui compte poursuivre son développement industriel et commercial en Allemagne, dispose désormais de 16 blanchisseries dans le pays.

- **10 novembre 2016 - Elis poursuit sa stratégie de développement en Allemagne avec la signature d'un accord pour l'acquisition de Puschendorf**

Elis, le leader multi-services de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine, poursuit sa stratégie de consolidation de ses marchés clés et annonce avoir signé un accord portant sur l'acquisition de 100 % de *Puschendorf Textilservice* en Allemagne. La finalisation de la transaction est soumise aux conditions réglementaires classiques ; celle-ci devrait avoir lieu avant la fin de l'année.

Puschendorf est une entreprise familiale disposant de 5 blanchisseries en Allemagne, qui réalisera en 2016 un chiffre d'affaires d'environ 40 millions d'euros. Son dirigeant actuel, Carsten Puschendorf, restera aux côtés d'Elis et apportera au Groupe son savoir-faire et sa connaissance du marché allemand, notamment dans le domaine de la Santé.

Avec cette opération, Elis renforcera ses positions dans des *Länders* allemands où le groupe est pour le moment peu présent, notamment sur un axe reliant la Basse-Saxe (Hanovre, Wolfsburg), la Saxe-Anhalt (Magdebourg) et la Saxe (Leipzig). Puschendorf est, dans ces régions, le leader incontesté sur le marché de la Santé (hôpitaux et maisons de retraite) et a notamment mis en place un système innovant de traçabilité pour le linge plat.

Elis, qui compte poursuivre son développement industriel et commercial en Allemagne, disposera alors de 16 blanchisseries dans le pays.

- **8 juillet 2016 – Elis poursuit sa stratégie de développement avec une nouvelle acquisition en Suisse**

Elis, le leader multi-services de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine, poursuit sa stratégie de consolidation de ses marchés clés par croissance externe avec la finalisation d'une opération en Suisse.

Le Groupe a fait l'acquisition d'une blanchisserie servant principalement des clients de la Restauration à Zürich et dans sa région. Cette acquisition représente un chiffre d'affaires total en base annuelle d'environ 5 millions d'euros. Elle est consolidée dans les comptes du Groupe à compter du 1er juillet 2016.

Avec cette opération, Elis poursuit sa stratégie d'acquisitions ciblées et créatrices de valeur. Le Groupe dispose désormais de 17 sites de production en Suisse, ce qui constitue un réseau inégalé pour traiter les clients historiques de l'Hôtellerie, Restauration et de la Santé, mais aussi de l'Industrie avec l'offre de vêtements professionnels.

- **20 juin 2016 – Elis annonce l'acquisition de la start-up suisse On My Way et élargit sa base de clients en offrant dorénavant des services aux particuliers**

« Elis, leader multi-services de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine, annonce l'acquisition de *On My Way*, start-up suisse offrant des solutions pressing innovantes aux particuliers (www.on-my-way.ch) ».

On My Way propose aux particuliers un service de nettoyage, en récupérant leur linge dans des points de collecte placés sur leurs trajets quotidiens (stations-service, supermarchés) ainsi qu'au sein de leurs entreprises.

Cette activité constitue le prolongement naturel des services du Groupe, dont le savoir-faire industriel est incontestable et qui bénéficie d'une proximité inégalée avec ses clients grâce à son réseau de plus de 300 centres de production dans le monde.

La plupart des clients du Groupe, hôtels ou grandes entreprises, ont eux-mêmes des résidents et collaborateurs demandeurs d'un service de nettoyage de linge, demande à laquelle Elis souhaite répondre. En activité depuis 2014, *On My Way* a déjà noué des partenariats forts avec des grandes entreprises comme *Philip Morris International*, ou des institutions prestigieuses comme *l'Ecole Hôtelière de Lausanne*.

On My Way sera piloté depuis la France par la Direction Marketing & Innovation du Groupe, avec notamment comme objectif de développer activement l'offre de services et l'expansion géographique.

1.3 PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS

Les propriétés immobilières, usines et équipements du Groupe sont décrits au chapitre 1, section 1.10 « Propriétés immobilières, usines et équipements » du Document de Référence.

Depuis le 28 novembre 2016, le siège social d'Elis, auparavant situé à Puteaux, a été déplacé à Saint-Cloud (92). Le nouveau siège social, pour lequel une filiale de la Société

est titulaire d'un bail commercial d'une durée de 9 ans, accueille 400 collaborateurs d'Elis et permet le regroupement de plusieurs directions centrales et opérationnelles du Groupe, jusqu'alors réparties sur plusieurs sites de la région francilienne.

Le site de Puteaux a été cédé le 30 décembre 2016, pour un prix total final de 50,4 millions d'euros (le prix total initial de 54 millions d'euros – voir note 3.6 « Faits caractéristiques de l'exercice — Promesse de vente » aux comptes consolidés au 31 décembre 2015 figurant au chapitre 6 « États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2015 » du Document de Référence – ayant été diminué, conformément aux stipulations de la promesse de vente, sur la base de la différence entre les surfaces résultant du permis de construire et les surfaces de plancher visées à la promesse de vente).

1.4 INVESTISSEMENTS

Les principaux investissements réalisés par le Groupe sont décrits au chapitre 1, section 1.11 « Politique d'investissement » du Document de Référence ainsi qu'au paragraphe « Acquisitions » de la section 4.2.3.1 « Éléments significatifs du premier semestre 2016 » de l'Actualisation du Document de Référence.

A la date de l'Actualisation du Document de Référence, les principaux investissements en cours comprennent, d'une part, des investissements relatifs à l'activité courante du Groupe tels que les investissements industriels pour maintenir et améliorer son architecture (usines, machines, véhicules de service, informatique et appareils sanitaires en location) et les opérations de croissance externe, en particulier, les acquisitions d'Indusal et de Lavebras décrites ci-après à la section 1.6 de l'Actualisation du Document de Référence.

1.5 CONTRATS IMPORTANTS

Le Groupe a conclu les contrats de financement décrits aux notes 3.6 « Faits caractéristiques de l'exercice — Refinancement » et 8.3 « Endettement financier brut » aux comptes consolidés au 31 décembre 2015 figurant au chapitre 6 « États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2015 », du Document de Référence et à la note 8.2 « Endettement financier brut » des états financiers pour le semestre clos le 30 juin 2016, incluse à la section 4.2.6.8 « Notes explicatives » de l'Actualisation du Document de Référence.

À la date de l'Actualisation du Document de Référence, outre ces contrats, et notamment afin d'assurer le financement des acquisitions d'Indusal et Lavebras, la Société a conclu les contrats de crédits suivants :

1.5.1 CONTRAT DE CRÉDIT-RELAIS

La Société a conclu un contrat de crédit-relais (*bridge loan*) (ci-après, le « **Contrat de Crédit-Relais** ») le 10 novembre 2016 avec un syndicat bancaire composé de BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA-CIB), Deutsche Bank Luxembourg S.A., HSBC France et Société Générale, pour un montant total en principal de 550 millions d'euros, ayant pour objet notamment (x) le financement du prix d'acquisition d'Indusal et Lavebras, ainsi que le paiement des coûts et dépenses afférents et (y) le paiement de tout montant dû en vertu du refinancement de l'endettement existant de Indusal et de Lavebras. Ce contrat est divisé en deux tranches :

- une tranche 1, « *bridge to equity* », d'un montant de 325 millions d'euros ;
- une tranche 2, « *bridge to debt* », d'un montant de 225 millions d'euros.

La tranche 1 a une maturité de 6 mois assortie d'une possibilité d'extension de 3 mois à l'option d'Elis, et la tranche 2 a une maturité de 12 mois avec une possibilité d'extension de 6 mois à l'option d'Elis. Le Contrat de Crédit-Relais prévoit que la période de disponibilité de la tranche 1 prendra fin le 21 juillet 2017 au plus tard et que la période de disponibilité de la tranche 2 prendra fin le 21 avril 2017 au plus tard. Le Contrat de Crédit-Relais est en outre assorti d'une garantie de disponibilité des fonds usuelle pour ce type de financement et comporte des clauses usuelles de remboursement anticipé (notamment en cas de changement de contrôle résultant de l'acquisition par une ou plusieurs personnes agissant de concert de plus de 50% des droits de vote de la Société). Le Contrat de Crédit-Relais prévoit les mêmes covenants financiers que le contrat de crédit senior conclu par la Société le 2 septembre 2014 et décrit à la note 8.3 des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 inclus au chapitre 6 « États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2015 » du Document de Référence.

La Société a l'intention de refinancer la tranche 1 du Contrat de Crédit-Relais au moyen d'une augmentation de capital selon les modalités décrites à la section 1.6.3 « Modalités de financement des acquisitions » de l'Actualisation du Document de Référence et la tranche 2 du Contrat de Crédit-Relais au moyen du Contrat de Crédit Syndiqué Senior décrit à la section 1.5.2 « Contrat de Crédit Syndiqué Senior » de l'Actualisation du Document de Référence.

1.5.2 CONTRAT DE CRÉDIT SYNDIQUÉ SENIOR

Le 17 janvier 2017, la Société a conclu un contrat de crédit syndiqué senior (ci-après, le « **Contrat de Crédit Syndiqué Senior** ») avec un syndicat bancaire comprenant les banques parties au Contrat de Crédit-Relais ainsi qu'Amundi, Aviva, BBVA, CM-CIC, ING, KBC, La Banque Postale, Mediobanca, MontePaschi di Siena et Banco Sabadell (les « **Prêteurs Seniors** »). Le Contrat de Crédit Syndiqué Senior a été conclu pour une durée de 5 ans et un montant en principal de 1 150 millions d'euros, notamment aux fins de refinancer l'encours en principal, intérêts et autres frais au titre du contrat de crédit senior de la Société conclu le 2 septembre 2014 pour un montant en principal de 850 millions d'euros décrit à la note 8.3 des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 inclus au chapitre 6 « États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2015 » du Document de Référence. Au titre du Contrat de Crédit Syndiqué Senior, les Prêteurs Seniors ont mis à disposition de la Société :

- une ligne de crédits à terme d'un montant en principal de 450 millions d'euros;
- une ligne de financement de dépenses de capital et d'acquisition d'un montant de 200 millions d'euros dont l'objet est de financer en partie les acquisitions d'Indusal et de Lavebras et la croissance externe du Groupe; et
- une ligne de crédit *revolving* d'un montant de 500 millions d'euros dont l'objet est notamment le financement de l'activité générale du Groupe, cette ligne assurant en outre la couverture du programme de billets de trésorerie du Groupe d'un montant maximum de 400 millions d'euros.

Le Contrat de Crédit Syndiqué Senior prévoit notamment (i) une grille de marges applicables dont les pourcentages sont inférieurs de 50 bps à ceux du contrat de crédit senior conclu en 2014 et (ii) le respect par Elis, chaque semestre, d'un covenant financier dette nette / EBITDA inférieur à 4 jusqu'au 31 décembre 2017 inclus et inférieur à 3,75 au-delà (le contrat de crédit senior conclu le 2 septembre 2014 prévoyait le respect d'un covenant dette nette / EBITDA inférieur à 4). Le Contrat de Crédit Syndiqué Senior ne prévoit pas d'autre covenant financier.

Le Contrat de Crédit Syndiqué Senior ne comporte pas de clause spécifique d'exigibilité anticipée liée à des notations de crédit minimales.

Le Contrat de Crédit Syndiqué Senior comporte des clauses imposant à Elis de donner aux organismes prêteurs certaines garanties en ligne avec les standards du marché, notamment :

- « *negative pledge* » par laquelle la société emprunteuse s'engage à ne pas conférer de sûretés réelles à des tiers, sous réserve de certaines exceptions ;
- défauts croisés qui stipulent qu'un cas de défaut avéré sur un autre emprunt impliquerait également l'exigibilité du crédit syndiqué senior ;
- obligation d'informations périodiques ;
- respect de la législation en vigueur ; et
- absence de changement de contrôle (résultant de l'acquisition par une ou plusieurs personnes agissant de concert, de plus de 50% des droits de vote de la Société).

1.6 ACQUISITIONS D'INDUSAL ET LAVEBRAS

Le 21 décembre 2016, la Société a conclu un accord en vue de l'acquisition d'Indusal en Espagne, dont la réalisation est intervenue le même jour. Le 5 janvier 2017, faisant suite à un protocole d'accord conclu le 21 décembre 2016, la Société a également conclu des accords en vue de l'acquisition de Lavebras au Brésil, dont la réalisation reste soumise à la levée de conditions suspensives usuelles ainsi qu'à l'accord de l'autorité de la concurrence brésilienne. Les acquisitions impliquent certains risques pour le Groupe qui sont décrits à la section 2.1 « Risques liés aux acquisitions d'Indusal et de Lavebras » de l'Actualisation du Document de Référence.

Le 21 décembre 2016, la Société a publié le communiqué de presse suivant :

Elis annonce deux acquisitions stratégiques en Espagne et au Brésil

Avec Indusal en Espagne et Lavebras au Brésil, Elis poursuit la mise en œuvre de sa stratégie sur deux marchés clés et renforce la part de son chiffre d'affaires international à plus de 40%

- **Deux pays à fort potentiel**
 - Avec des parts de marché de plus de 25%, Elis devient le leader du secteur en Espagne et renforce sa position de numéro 1 au Brésil¹
 - Des marchés fragmentés avec des taux d'externalisation encore faibles

¹ Après signature des accords définitifs la réalisation de l'acquisition de Lavebras restera soumise à l'autorisation de l'autorité brésilienne de la concurrence.

- Excellent historique de croissance d'Elis sur ces géographies (chiffre d'affaires et taux de marge)
- **Investissements liés à ces acquisitions d'un montant total de 510 millions d'euros**
 - Indusal : investissement de 170m€ pour 100% du capital, équivalent à un multiple de 5x l'EBITDA 2016 estimé post synergies
 - Lavebras : investissement de 1 230mBRL (environ 340m€²) pour 100% du capital, équivalent à un multiple de 8x l'EBIT 2016 estimé post synergies³
- **Financement optimisé et augmentation de capital**
 - Crédit-relais de 550m€
 - Augmentation de capital de 325m€ avec maintien du droit préférentiel de souscription, soutenue par Eurazeo et Crédit Agricole Assurances
 - Refinancement du crédit senior, porté de 850m€ à 1 150m€, avec une échéance reportée à 2022 et une réduction de la grille de marge d'environ 50pb
- **Opérations fortement créatrices de valeur**
 - Entre 25m€ et 30m€ de synergies créées d'ici 2019, hors crédit d'impôt⁴
 - Marge d'EBITDA-cible de 30% à horizon 2019 dans les 2 pays⁵
 - Relution du BPA ajusté de l'ordre de 7% pour l'exercice 2017⁶

Elis, le leader multiservice de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine, annonce le renforcement de ses positions dans deux de ses géographies clés avec la réalisation de l'acquisition de Compañia Navarra de Servicios Integrales SL (« Indusal ») en Espagne et la signature d'un protocole d'accord en vue de l'acquisition de Lavebras Gestão de Têxteis S.A. (« Lavebras ») au Brésil.

Rationnel des acquisitions

- Elis devient le leader du secteur en Espagne et renforce sa position de leader au Brésil
- Accélération du profil de croissance du Groupe sur deux marchés stratégiques
 - Excellent historique de croissance d'Elis sur ces marchés :
 - Croissance organique à 2 chiffres pour Elis en Espagne depuis 2014 (en particulier, +14% sur les 9 premiers mois 2016)
 - Croissance organique à 2 chiffres pour Elis au Brésil depuis 2015, en dépit de conditions macroéconomiques difficiles (en particulier, +14% sur les 9 premiers mois 2016)
 - Deux marchés à fort potentiel de croissance :
 - Développement organique car l'externalisation y est encore limitée
 - Marché espagnol estimé à seulement 600 millions d'euros en 2014 contre 2 milliards d'euros en France⁷
 - Marché brésilien estimé en 2014 à seulement 900 millions d'euros⁷
 - Développement externe : opportunités de bolt-ons supplémentaires
- Amélioration des marges :
 - Aujourd'hui, marges en progrès mais en dessous de la moyenne du Groupe
 - La densification des réseaux générera des gains de productivité significatifs

² Taux de change de référence de 3,60 réaux pour 1,0 euro

³ En retraitant de la valeur d'entreprise (1 300 millions de réaux) l'amortissement fiscal actualisé du goodwill

⁴ Synergies détaillées ci-après au paragraphe « Création de valeur »

⁵ Le taux de marge d'EBITDA du Groupe en 2015 était de 31,5%

⁶ Le bénéfice par action ajusté pour l'exercice 2015 était de 0,67 euro

⁷ Source : KPMG, août 2014

Présentation des cibles

Indusal (Espagne)

Société familiale fondée en 1981, Indusal est le deuxième acteur du secteur en Espagne (légèrement devant Elis). Indusal intervient sur le secteur de location textile et de blanchisserie et est positionné sur les segments de l'hôtellerie/restauration, de la santé et de l'industrie. Indusal dispose de 24 sites de production et emploie environ 1 450 employés⁸. Le chiffre d'affaires d'Indusal devrait s'élever à environ 90 millions d'euros en 2016 et la marge d'EBITDA à environ 27%.

Cette acquisition permet à Elis de doubler son chiffre d'affaires en Espagne et de devenir, avec plus de 25% de part de marché, le leader d'un marché porteur présentant un paysage concurrentiel fragmenté.

Lavebras (Brésil)

Lavebras, numéro deux du marché brésilien derrière Elis, est implanté dans 17 États au Brésil et emploie environ 4 000 salariés⁹ répartis sur 76 sites industriels. Société familiale créée en 1997, Lavebras dispose du complexe industriel de blanchisseries le plus dense du Brésil. Le Groupe Lavebras est présent sur les segments de la santé, de l'industrie (notamment agroalimentaire) et de l'hôtellerie/restauration.

Le chiffre d'affaires de Lavebras devrait dépasser 370 millions de réaux (103 millions d'euros) en 2016, avec une marge d'EBITDA supérieure à 30% et une marge d'EBIT de l'ordre de 19%. L'activité de Lavebras est en forte croissance à la fois organique et externe avec 12 acquisitions réalisées depuis 2015.

Particularité du marché brésilien, la part de linge non loué (« linge blanchi ») représente la moitié du chiffre d'affaires de Lavebras (contre moins de 10% pour Elis au niveau du groupe). Le niveau des dépenses d'investissement dans les activités de « linge blanchi », plus faible que dans les activités de linge loué¹⁰, confère à Lavebras une bien moindre intensité capitalistique.

Avec Lavebras, Elis consolidera sa position de leader au Brésil, avec une part de marché qui devrait s'élever à plus de 25%.

Montant investi

Le montant total des investissements liés à ces acquisitions s'élève à environ 510 millions d'euros :

- 170 millions d'euros pour l'acquisition de 100% du capital d'**Indusal**, équivalent à un multiple de 7x l'EBITDA 2016 estimé avant synergies et 5x l'EBITDA 2016 estimé post synergies.
- 1 230 millions de réaux (environ 340¹¹ millions d'euros) pour l'acquisition de 100% de **Lavebras**, net du réinvestissement de DNA Capital dans le nouvel ensemble brésilien (70 millions de réaux, soit environ 20 millions d'euros). DNA Capital, actionnaire historique de Lavebras et holding d'investissement de la famille Bueno (détenteur de participations dans des sociétés du secteur de la santé telles que DASA et Amil), traduit ainsi sa confiance dans la nouvelle structure.

⁸ En date du 30 juin 2016

⁹ En date de juillet 2016

¹⁰ Le niveau des dépenses d'investissement dans les activités de "linge blanchi" représente environ 13% du chiffre d'affaires de Lavebras contre environ 18% pour Elis au niveau groupe

¹¹ Taux de change de référence de 3,60 réaux pour 1,0 euro

Ce montant valorise la société Lavebras sur un multiple induit de 18x l'EBIT 2016 estimé avant synergies et à 8x l'EBIT 2016 estimé post synergies¹².

Financement des acquisitions

- Le financement de ces acquisitions est sécurisé par un contrat de crédit-relais (*bridge loan*) d'un montant de 550 millions d'euros conclu début novembre 2016 avec un syndicat de banques internationales.
- Le refinancement de ce crédit-relais combinera :
 - **Une augmentation de capital** avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires pour un montant d'environ 325 millions d'euros, afin de ramener le niveau du levier financier autour de 3,0x l'EBITDA à l'issue de ces opérations. Eurazeo et Crédit Agricole Assurances, principaux actionnaires d'Elis à hauteur de 16,9%¹³ et 10% du capital respectivement, ont d'ores et déjà confirmé leur intention de souscrire à l'opération à hauteur de leur quote-part dans le capital social d'Elis, soit un montant combiné d'environ 87 millions d'euros. Cette opération devrait intervenir au cours du premier semestre 2017, sous réserve de conditions de marché favorables, et fera, le cas échéant, l'objet d'un prospectus soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers.
 - **Un nouveau crédit syndiqué** pour un montant de 1 150 millions d'euros qui refinancera le précédent crédit senior d'Elis ainsi que le solde du contrat de crédit-relais : Elis a obtenu l'accord de 15 établissements financiers de premier plan représentatifs des pays d'implantation du Groupe pour refinancer le crédit senior d'Elis, avec une extension de la maturité (janvier 2022 contre février 2020 pour l'actuel crédit senior), un accroissement du montant (1 150 millions d'euros contre 850 millions d'euros pour l'actuel crédit senior) et une réduction de la grille de marge d'environ 50 points de base. La signature de la documentation de ce nouveau crédit syndiqué devrait intervenir courant janvier 2017.

Création de valeur

Ces deux acquisitions devraient générer des synergies importantes, permettant d'améliorer les marges opérationnelles :

- Synergies estimées (en effet plein annuel[†] à partir de 2019) :
 - Près de 10 millions d'euros en Espagne, soit 90% de synergies de coûts (notamment dues à la centralisation des achats de linge et consommables et l'optimisation industrielle) et 10% de synergies de revenus.
 - Environ 60 millions de réaux (17 millions d'euros) au Brésil, soit 67% de synergies de coûts (centralisation des achats de linge et consommables, optimisation industrielle) et 33% de synergies de revenus (notamment dues à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle).
 - Au Brésil s'ajoutera un crédit d'impôt attendu d'environ 300 millions de réaux (environ 83 millions d'euros), correspondant au goodwill fiscal qui sera amorti sur une période estimée de 5 ans.
- Marge d'EBITDA-cible de 30% à horizon 2019 dans les 2 pays.¹⁴

¹² En retraçant de la valeur d'entreprise (1 300 millions de réaux) l'amortissement fiscal actualisé du goodwill

¹³ Dont 16,1% par l'intermédiaire de la société Legendre Holding 27, société contrôlée par Eurazeo

[†] Pour les besoins de l'Actualisation du Document de Référence, il est précisé que la notion d'effet plein annuel telle que figurant dans le communiqué reproduit ci-avant vise à indiquer que, compte tenu de la mise en œuvre progressive des plans d'intégration, les synergies attendues des acquisitions devraient être pleinement réalisées dès 2019.

¹⁴ Le taux de marge d'EBITDA du Groupe en 2015 était de 31,5%

Deux acquisitions stratégiques relatives sur le bénéfice par action ajusté dès l'exercice 2017

Les acquisitions d'Indusal et de Lavebras améliorent significativement le profil de croissance et de rentabilité du Groupe sous l'effet (i) de la croissance organique embarquée des deux acquisitions, (ii) des synergies escomptées avec le Groupe et (iii) de la dynamique d'appréciation des marges qu'offre un accroissement de la taille critique du Groupe sur ces deux zones géographiques. La part des activités internationales dans le chiffre d'affaires du Groupe devrait représenter plus de 40% à l'issue de ces opérations¹⁵ (contre 25% en 2014).

Après prise en compte du refinancement, ces deux opérations seront relatives sur le bénéfice par action ajusté à hauteur d'environ 7% pour l'exercice 2017.¹⁶

Finalisation des acquisitions

La finalisation de l'acquisition d'Indusal est intervenue concomitamment à la signature de l'accord.

Aux termes du protocole d'accord conclu par la Société, la signature des accords définitifs en vue de l'acquisition de Lavebras interviendra début janvier 2017. La réalisation de l'acquisition de Lavebras sera soumise à l'accord de l'autorité de la concurrence brésilienne et devrait intervenir au cours du premier semestre 2017.

Définitions financières

- La croissance organique du chiffre d'affaires du Groupe est calculée en excluant (i) les effets des changements de périmètre de consolidation des « acquisitions importantes » et des « cessions importantes » réalisées pendant chacune des périodes comparées ainsi que (ii) l'effet de la variation des taux de change.
- L'EBITDA est défini comme l'EBIT, avant dotations aux amortissements net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat. L'EBITDA est un indicateur directement issu des états financiers consolidés du Groupe.
- Le taux de marge d'EBITDA est définie comme l'EBITDA divisé par le chiffre d'affaires.
- L'EBIT est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des relations clientèle, pertes de valeur sur écarts d'acquisition, autres produits et charges opérationnels et frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel).
- Le bénéfice par action ajusté pour l'exercice 2015 désigne le résultat attribuable aux actionnaires d'Elis, ajusté des pertes de valeur, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions et des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement (nets de l'effet impôt), divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires. Le bénéfice par action ajusté pour l'exercice 2017 désigne le résultat attribuable aux actionnaires d'Elis, ajusté des éléments exceptionnels, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation post-augmentation de capital. Pour les besoins de ce communiqué, ce bénéfice net ajusté est calculé sur la base d'une intégration de Lavebras et d'Indusal au 1er janvier 2017 et des synergies attendues en 2017.

¹⁵ Pourcentage calculé sur la base des chiffres d'affaires estimés du Groupe, d'Indusal et de Lavebras pour l'exercice 2016

¹⁶ Le bénéfice par action ajusté pour l'exercice 2015 était de 0,67 euro

1.6.1 PRÉSENTATION D'INDUSAL

Les données chiffrées historiques relatives à Indusal incluses dans l'Actualisation du Document de Référence ont été fournies à la Société par Indusal dans le cadre du processus d'acquisition d'Indusal. Les données chiffrées estimées relatives à Indusal sont fondées sur les informations mises à disposition de la Société par Indusal, telles qu'ajustées sur la base de certaines données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société, et n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité par les commissaires aux comptes de la Société.

Indusal est l'un des leaders du secteur de la location textile et de la blanchisserie en Espagne⁶. Indusal a été créé par la famille Erburu en 1981 et fournit des prestations de location et entretien de linge plat et de vêtements de travail dans plusieurs secteurs d'activités, dont les secteurs de la santé, de l'hôtellerie et de l'industrie. La capacité de production d'Indusal est d'environ 120 000 tonnes de linge par an.

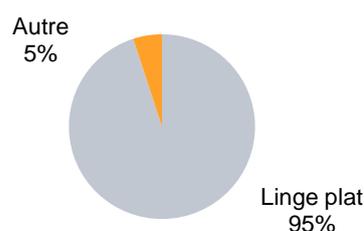
Basé à Pampelune en Espagne, Indusal est présent sur tout le territoire espagnol, plus particulièrement dans la région de Bilbao, et dessert une clientèle diversifiée de plus de 3 000 clients. Le réseau d'Indusal comprend 24 sites de production, dont 13 sites d'une capacité de production inférieure à 100 tonnes par semaine, 7 sites d'une capacité comprise entre 100 et 150 tonnes par semaine et 4 sites d'une capacité comprise entre 150 et 270 tonnes par semaine.

Indusal a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires net de 83 millions d'euros, et devrait atteindre en 2016, selon les informations communiquées par Indusal à la Société dans le cadre de l'acquisition, un chiffre d'affaires net estimé d'environ 90 millions d'euros*, avec une marge d'EBITDA estimée d'environ 27%*.

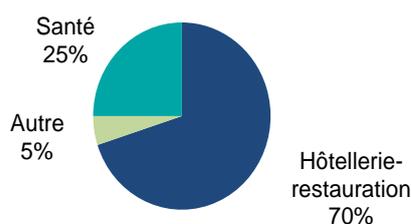
L'effectif salarié d'Indusal était d'environ 1 450 personnes au 30 juin 2016.

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition du chiffre d'affaires d'Indusal par activité et segment de clientèle en pourcentage du chiffre d'affaires net consolidé pour l'exercice 2015 :

Répartition par activité (chiffre d'affaires 2015)



Répartition par marché (chiffre d'affaires 2015)



⁶ Sur la base d'une taille de marché estimée par la Société à partir des données pour l'année 2014 figurant dans l'étude KPMG précitée.

* Voir ci-avant « Remarques générales – Données estimées ».

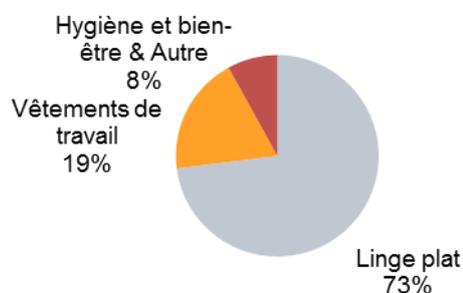
1.6.1.1. Logique stratégique

L'acquisition d'Indusal constitue une étape déterminante dans le développement du Groupe en Espagne.

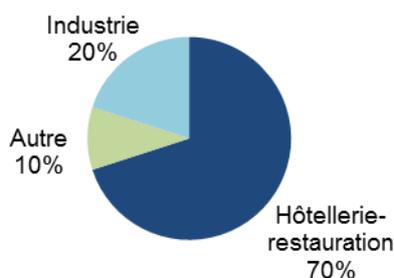
Le Groupe, qui affiche depuis 2014 une croissance à 2 chiffres de son chiffre d'affaires organique en Espagne (taux de croissance annuel moyen de 21% entre 2014 et 2016), détient une part de marché estimée par le Groupe à près de 15% en 2016⁷. Le Groupe a réalisé en Espagne⁸ un chiffre d'affaires de 60,9 millions d'euros en 2014 et de 75,6 millions d'euros en 2015 et devrait atteindre en 2016 un chiffre d'affaires estimé à environ 90 millions d'euros. L'effectif salarié moyen du Groupe en Espagne sur l'ensemble de l'exercice 2015 était d'environ 1 100 personnes.

Le graphique ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires du Groupe en Espagne par activité et segment de clientèle en pourcentage du chiffre d'affaires net consolidé pour l'exercice 2015 :

Répartition par activité (chiffre d'affaires 2015)



Répartition par marché (chiffre d'affaires 2015)



Avec cette acquisition, le Groupe devient, avec plus de 25% de part de marché, sur la base des estimations du Groupe, le leader⁹ d'un marché en forte croissance et au potentiel de développement intact, porté notamment par la croissance de l'activité touristique et du secteur hospitalier. À titre d'illustration, en 2014, le marché espagnol était estimé à environ 600 millions d'euros seulement contre environ 2 milliards d'euros en France¹⁰.

⁷ Sur la base d'une taille de marché estimée par la Société à partir des données pour l'année 2014 figurant dans l'étude KPMG précitée.

⁸ Incluant Andorre.

⁹ Sur la base d'une taille de marché estimée par la Société à partir des données pour l'année 2014 figurant dans l'étude KPMG précitée.

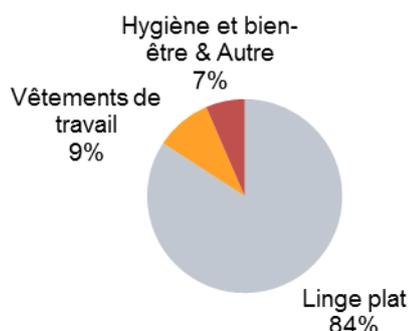
¹⁰ Étude KPMG précitée.

Dans un paysage concurrentiel espagnol fragmenté, le Groupe bénéficiera du fait de l'acquisition d'Indusal d'un réseau plus dense qui couvrira toutes les régions clés du pays ; le Groupe renforcera sa présence en Navarre et dans le Nord de l'Espagne, s'implantera en Andalousie, où il n'était pas présent jusqu'alors, et renforcera également son réseau dans des régions à forte activité comme Madrid ou Valence.

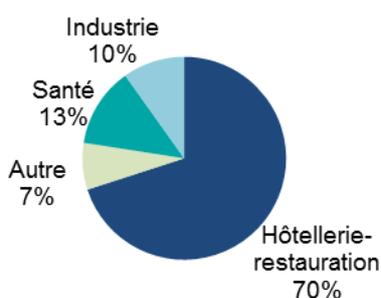
L'acquisition d'Indusal permet au Groupe de doubler son chiffre d'affaires en Espagne, avec un chiffre d'affaires estimé combiné d'Indusal et du Groupe en Espagne¹¹ s'élevant à environ 180 millions d'euros en 2016* (contre un chiffre d'affaires compris entre 120 et 140 millions d'euros pour Ilunion et environ 20 millions d'euros pour la société Bugaderia l'Empordà, respectivement nouveaux numéro deux et numéro trois du marché espagnol selon les estimations de la Société). Le Groupe bénéficie également d'un potentiel d'appréciation de sa rentabilité opérationnelle, principalement soutenue par la densification des réseaux et le levier concurrentiel du Groupe.

Le graphique ci-dessous présente, à titre d'illustration, la répartition du chiffre d'affaires combiné d'Indusal et du Groupe en Espagne par activité et segment de clientèle en pourcentage du chiffre d'affaires net consolidé pour l'exercice 2015 :

Répartition par activité (chiffre d'affaires 2015)



Répartition par marché (chiffre d'affaires 2015)



1.6.1.2. Création de valeur, synergies

Les synergies anticipées dans le cadre de l'acquisition d'Indusal sont estimées par la Société à environ 3 millions d'euros pour l'année 2017 et environ 8 millions pour l'année 2018, pour atteindre en effet plein (lorsque leur mise en œuvre devrait être pleinement réalisée) près de 10 millions d'euros pour l'année 2019 (sur la base de données de référence pré-acquisition).

¹¹ Avant acquisition d'Indusal.

* Voir ci-avant « Remarques générales – Données estimées ».

Mise en œuvre graduelle des synergies (millions d'euros)



Les synergies attendues sont composées :

- à 90% de synergies de coûts : optimisation des sites industriels et réorganisation logistique, centralisation des équipes supports, administratives et commerciales, et économies d'échelle grâce à la centralisation des achats tels que linge, lessive et autres consommables, et
- à 10% de synergies de revenus: effet positif attendu sur le levier concurrentiel, amélioration de la couverture territoriale et vente croisée des produits de la gamme Elis aux clients d'Indusal.



En outre, le Groupe anticipe que cette acquisition devrait permettre de porter la marge d'EBITDA du Groupe en Espagne à plus de 30% à horizon 2019.

1.6.1.3. Intégration d'Indusal dans le Groupe

Le Groupe a déjà démontré par le passé sa capacité à réaliser des acquisitions de taille significative et à intégrer avec succès les entreprises acquises, notamment grâce à ses équipes centrales assurant les fonctions supports.

En particulier, en Espagne, le Groupe dispose d'une plateforme structurée et d'une équipe de direction complète qui, depuis 2013, ont permis d'intégrer avec succès les acquisitions d'une partie des activités du groupe Reig Marti et de la société Explotadora de Lavanderias sous l'enseigne « Lavanderias Diana », ainsi que le groupe Lavalía.

Le plan d'intégration relatif à l'acquisition d'Indusal prévoit ainsi une intégration rapide des équipes dirigeantes existantes d'Indusal au sein du Groupe en Espagne.

1.6.1.4. Date de réalisation

La réalisation de l'acquisition d'Indusal est intervenue au jour de la signature de l'accord d'acquisition, soit le 21 décembre 2016. La consolidation d'Indusal dans les comptes consolidés du Groupe est effective au 31 décembre 2016. Au résultat de cette consolidation, le passif consolidé du Groupe comprend l'endettement net d'Indusal, principalement constitué d'un crédit syndiqué dont l'encours était estimé à environ 40 millions d'euros au 31 décembre 2016.

1.6.1.5. Prix d'acquisition

Le prix d'acquisition pour 100% du capital d'Indusal a été déterminé sur la base d'une valeur d'entreprise de 170 millions d'euros.

1.6.2 PRÉSENTATION DE LAVEBRAS

Les données chiffrées historiques relatives à Lavebras incluses dans l'Actualisation du Document de Référence ont été fournies à la Société par Lavebras dans le cadre du processus d'acquisition de Lavebras. Les données chiffrées estimées relatives à Lavebras sont fondées sur les informations mises à disposition de la Société par Lavebras, telles qu'ajustées sur la base de certaines données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société, et n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité par les commissaires aux comptes de la Société.

Lavebras est l'un des principaux acteurs de la blanchisserie au Brésil¹² avec une position de premier plan sur le secteur hospitalier. Lavebras est également présent sur les segments de la santé, de l'industrie (notamment agro-alimentaire) et de l'hôtellerie/restauration.

Société familiale fondée en 1997, et basée à Videira dans l'État de Santa Catarina, Lavebras est implantée dans 17 États brésiliens. Son réseau de 76 sites industriels est l'un des réseaux d'usines de blanchisserie les vastes et les plus denses au Brésil, et comprend notamment un réseau de blanchisseries *in situ* au sein d'entreprises des secteurs agro-alimentaire et hospitalier. Le réseau de Lavebras comprend ainsi 43 sites d'une capacité de production inférieure à 20 tonnes par semaine, 27 sites d'une capacité comprise entre 20 et 100 tonnes par semaine et 6 sites d'une capacité comprise entre 100 et 320 tonnes par semaine.

Lavebras a connu une croissance remarquable depuis sa création, grâce, d'une part, à sa croissance organique, et d'autre part, à un développement rapide depuis 2015 avec la réalisation de 12 acquisitions tout en maintenant un niveau de rentabilité élevé.

Lavebras a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires net de 276 millions de réaux (77 millions d'euros) et devrait atteindre en 2016, selon les informations communiquées par Lavebras à la Société dans le cadre de l'acquisition, un chiffre d'affaires net estimé d'environ 370 millions de réaux (103 millions d'euros)*, avec une marge d'EBITDA estimée supérieure à 30%* et une marge d'EBIT estimée de l'ordre de 19%*. Particularité du marché brésilien, la part de linge non loué (« blanchi ») représente la moitié du chiffre d'affaires de Lavebras (contre moins de 10% du chiffre d'affaires du Groupe). Dans les activités de linge « blanchi », les dépenses d'investissement sont plus faibles que dans les activités de linge « loué » (environ 13% du chiffre d'affaires net de Lavebras contre environ 18% pour le Groupe). Lavebras a par conséquent une activité à moindre intensité capitalistique que le Groupe.

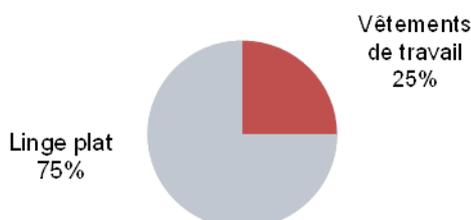
L'effectif salarié de Lavebras était de plus de 4 000 personnes en juillet 2016.

¹² Étude KPMG précitée.

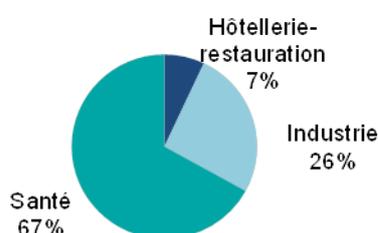
* Voir ci-avant « Remarques générales – Données estimées ».

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition du chiffre d'affaires de Lavebras par activité et segment de clientèle en pourcentage du chiffre d'affaires net consolidé pour l'exercice 2015 :

Répartition par activité (chiffre d'affaires 2015)



Répartition par marché (chiffre d'affaires 2015)



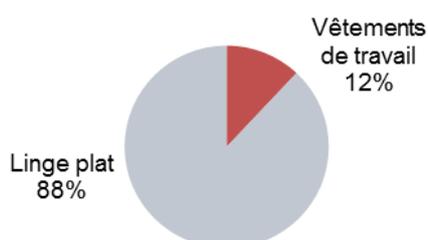
1.6.2.1. Logique stratégique

L'acquisition de Lavebras constitue une étape importante dans le développement du Groupe au Brésil.

En dépit de conditions macroéconomiques difficiles, le Groupe affiche depuis 2014 une croissance à 2 chiffres de son chiffre d'affaires organique au Brésil (taux de croissance annuel moyen de 27% entre 2014 et 2016) et détient une part de marché estimée par le Groupe à près de 15% en 2016¹³. Le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 266 millions de réaux en 2014 (85,3 millions d'euros¹⁴) et de 325 millions de réaux (87,4 millions d'euros¹⁵) en 2015 et devrait réaliser un chiffre d'affaires estimé à environ 430 millions de réaux (119 millions d'euros) en 2016. L'effectif salarié moyen du Groupe au Brésil sur l'ensemble de l'exercice 2015 était d'environ 3 700 personnes.

Le graphique ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires du Groupe au Brésil par activité et segment de clientèle en pourcentage du chiffre d'affaires net consolidé pour l'exercice 2015 :

Répartition par activité (chiffre d'affaires 2015)

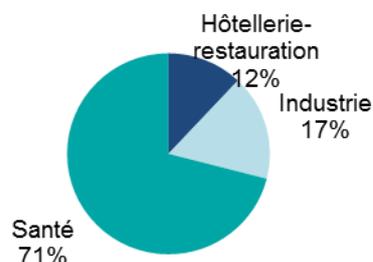


¹³ Sur la base d'une taille de marché estimée par la Société à partir des données 2014 figurant dans l'étude KPMG précitée.

¹⁴ Au taux de change de 3,12 réaux pour 1 euro.

¹⁵ Au taux de change de 3,72 réaux pour 1 euro.

Répartition par marché (chiffre d'affaires 2015)



Avec l'acquisition de Lavebras, le Groupe consolidera sa position parmi les principaux acteurs du secteur au Brésil avec une part de marché qui devrait, sur la base des estimations du Groupe, s'élever à plus de 25% dès 2017¹⁶. En outre, cette opération permettra au Groupe de capitaliser sur la croissance exceptionnelle de Lavebras (plus de 20% par an depuis 3 ans en croissance organique et externe avec notamment 12 acquisitions réalisées depuis 2015), qui génère une rentabilité élevée, appuyée sur un savoir-faire reconnu.

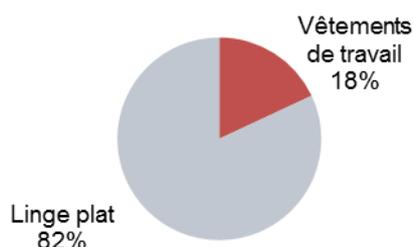
Depuis l'acquisition d'Atmosfera en 2014, le Brésil constitue un pilier stratégique du Groupe en raison de son fort potentiel de croissance ; le marché brésilien était estimé en 2014 à seulement 900 millions d'euros environ contre 2 milliards d'euros environ en France¹⁷.

Les réseaux existants du Groupe au Brésil et ceux de Lavebras sont en outre très complémentaires et le Groupe bénéficiera grâce à l'acquisition de Lavebras d'une vaste couverture géographique. Lavebras est en effet l'un des principaux acteurs du secteur dans le sud du Brésil et très présent dans la région de Brasilia. L'acquisition de Lavebras permet également au Groupe d'accroître sa présence dans le secteur agro-alimentaire.

Le chiffre d'affaires estimé combiné de Lavebras et du Groupe au Brésil (avant acquisition de Lavebras) devrait s'élever en 2016 à environ 800 millions de réaux (222 millions d'euros)*, contre environ 200 millions de réaux (56 millions d'euros) pour AlSCO et environ 120 millions de réaux (33 millions d'euros) pour Servizi Italia, respectivement nouveaux numéro deux et numéro trois du marché brésilien selon les estimations de la Société. Le Groupe bénéficiera également d'un potentiel d'appréciation de sa profitabilité opérationnelle, principalement soutenue par la densification des réseaux.

Le graphique ci-dessous présente, à titre d'illustration, la répartition du chiffre d'affaires combiné de Lavebras et du Groupe au Brésil par activité et segment de clientèle en pourcentage du chiffre d'affaires net consolidé pour l'exercice 2015 :

Répartition par activité (chiffre d'affaires 2015)

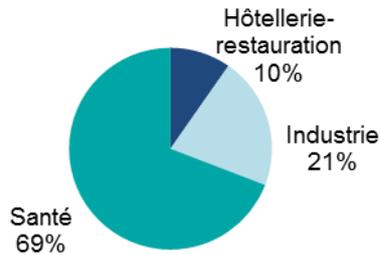


¹⁶ Sur la base d'une taille de marché estimée par la Société à partir des données pour l'année 2014 figurant dans l'étude KPMG précitée.

¹⁷ Étude KPMG précitée.

* Voir ci-avant « Remarques générales – Données estimées ».

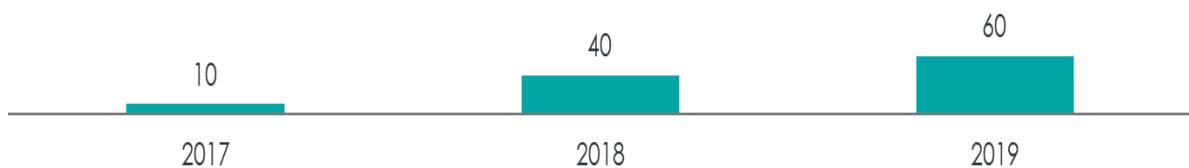
Répartition par marché (chiffre d'affaires 2015)



1.6.2.2. Création de valeur, synergies

Les synergies anticipées dans le cadre de l'acquisition de Lavebras sont estimées par la Société à 10 millions de réaux (3 millions d'euros) pour l'année 2017 et 40 millions de réaux (11 millions d'euros) pour l'année 2018, pour atteindre en effet plein (lorsque leur mise en œuvre devrait être pleinement réalisée) environ 60 millions de réaux (17 millions d'euros) pour l'année 2019 (sur la base de données de référence pré-acquisition).

Mise en œuvre graduelle des synergies (millions de réaux)



Les synergies attendues sont composées :

- à 67% de synergies de coûts : optimisation des sites industriels et réorganisation logistique, centralisation des équipes supports, administratives et commerciales, économies d'échelle grâce à la centralisation des achats tels que linge, lessive et autres consommables, et
- à 33% de synergies de revenus : effet positif attendu sur le levier concurrentiel et l'efficacité opérationnelle dans un marché actuellement très concurrentiel.

A ces synergies devrait s'ajouter un crédit d'impôt attendu d'environ 300 millions de réaux (83 millions d'euros), correspondant au goodwill fiscal (sur la base d'une assiette totale de 900 millions de réaux, soit 250 millions d'euros, et d'un taux d'impôt sur les sociétés brésilien de 34%), qui devrait être amorti sur une période estimée de 5 ans.



Le Groupe vise en outre une appréciation de la marge d'EBITDA du Groupe au Brésil à plus de 30% à horizon 2019.

1.6.2.3. Intégration de Lavebras dans le Groupe

Le Groupe a déjà démontré par le passé sa capacité à réaliser des acquisitions de taille significative et à intégrer avec succès les entreprises acquises, notamment grâce à ses équipes centrales assurant les fonctions supports.

En particulier, au Brésil, le Groupe dispose d'une plateforme structurée et d'une équipe de direction complète, qui depuis l'acquisition d'Atmosfera en 2014 ont permis d'intégrer 4 acquisitions importantes avec succès (L'Acqua et Santa Clara en 2014, Teclav en 2015 et Martins e Lococo en 2016).

Le plan d'intégration relatif à l'acquisition de Lavebras prévoit ainsi une intégration rapide des équipes dirigeantes existantes de Lavebras au sein du Groupe au Brésil.

1.6.2.4. Calendrier indicatif de l'opération / date de réalisation envisagée

Sous réserve de l'obtention de l'autorisation de l'autorité de la concurrence brésilienne et de la levée des conditions suspensives usuelles pour ce type d'opération prévues par l'accord d'acquisition, la réalisation de l'acquisition de Lavebras devrait intervenir au cours du premier semestre 2017. La consolidation de Lavebras dans les comptes consolidés du Groupe sera effective à la date de réalisation de l'acquisition.

1.6.2.5. Prix d'acquisition

Le prix d'acquisition de 1 230 millions de réaux (340 millions d'euros) pour 100% du capital de Lavebras, net du réinvestissement de DNA Capital décrit ci-dessous, a été déterminé sur la base d'une valeur d'entreprise de Lavebras de 1 300 millions de réaux (360 millions d'euros). L'accord d'acquisition prévoit une clause usuelle d'ajustement de prix en fonction du montant de la dette nette réelle de Lavebras à la date de réalisation de l'acquisition, par comparaison au montant de la dette nette estimée au moment de la signature de l'accord d'acquisition.

DNA Capital, *holding* d'investissement de la famille Bueno qui détenait 30% du capital de Lavebras avant l'acquisition, s'est engagé à réinvestir, via l'un de ses fonds d'investissement, une partie des fonds perçus au titre de la vente de sa participation dans Lavebras (environ 70 millions de réaux, soit environ 20 millions d'euros) dans le nouvel ensemble issu du rapprochement de Lavebras avec les activités du Groupe au Brésil. La société Atmosfera portera ce nouvel ensemble. Dans le cadre de l'acquisition de Lavebras par Atmosfera, M.A.J., actionnaire existant d'Atmosfera, et DNA Capital ont notamment conclu une promesse de vente permettant à M.A.J. d'acquérir la participation de DNA Capital dans Atmosfera au cours d'une période d'option s'achevant le 31 mai 2019 et une promesse d'achat permettant à DNA Capital de céder à M.A.J. sa participation dans Atmosfera au cours d'une période d'option s'achevant également le 31 mai 2019.

1.6.3 MODALITÉS DE FINANCEMENT DES ACQUISITIONS

La totalité du prix d'acquisition d'Indusal et de Lavebras sera payée par le Groupe aux actionnaires respectifs de ces sociétés en numéraire.

Afin de sécuriser le financement de ces acquisitions, Elis a conclu le 10 novembre 2016 le Contrat de Crédit-Relais dont les principaux termes sont décrits à la section 1.5 « Contrats importants » de l'Actualisation du Document de Référence.

La Société a l'intention de refinancer la tranche 1 du Contrat de Crédit-Relais au moyen d'une augmentation de capital en numéraire d'un montant d'environ 325 millions d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

La Tranche 2 du Contrat de Crédit-Relais sera refinancée par le Contrat de Crédit Syndiqué Senior conclu le 17 janvier 2017, dont les principaux termes sont décrits à la section 1.5 « Contrats importants » de l'Actualisation du Document de Référence.

L'objectif du Groupe est de maintenir le niveau du levier financier (dette nette / EBITDA) autour de 3 fois l'EBITDA après réalisation des acquisitions et des opérations de refinancement.

Ces opérations ont vocation à renforcer les capitaux propres et la structure financière du Groupe et à lui permettre de conserver une structure de bilan solide tout en préservant sa marge de manœuvre financière. Les opérations de refinancement décrites ci-dessus, y compris l'augmentation de capital, représentent une enveloppe de nouvelles ressources financières pour le Groupe d'environ 613 millions d'euros (sur la base d'un montant du nouveau crédit syndiqué senior représentant une augmentation de 300 millions d'euros par rapport au montant du précédent crédit senior et d'un produit net de l'augmentation de capital d'environ 313 millions d'euros). Si le paiement du prix d'acquisition d'Indusal et de Lavebras¹⁸ (si celle-ci est réalisée) était fait uniquement au moyen de ces nouvelles ressources financières, le solde des nouvelles ressources financières disponibles du Groupe serait d'environ 103 millions d'euros. La Société considère que ce montant devrait permettre au Groupe de mettre en œuvre sa politique d'investissements à court et moyen terme au titre d'investissements industriels et textiles et d'acquisitions non-structurantes.

1.6.4 NOTATIONS

Par des communiqués de presse publiés le 23 décembre 2016 suite à l'annonce par la Société des acquisitions d'Indusal et Lavebras, les agences de notation Moody's et Standard & Poor's ont confirmé les notations attribuées à la Société, soit Ba2 (perspective stable) et BB (perspective positive), respectivement.

¹⁸ Sur la base d'un prix d'acquisition de Lavebras de 1 230 millions de réaux brésiliens, net du réinvestissement de DNA Capital, soit environ 340 millions d'euros au taux de référence de 3,6 réaux brésiliens pour 1 euro.

2

Facteurs de risques



Les facteurs de risques décrits au chapitre 2 du Document de Référence restent, à la date de l'Actualisation du Document de référence, exacts, sous réserve des compléments figurant ci-dessous.

Ces risques sont ceux dont la Société estime que la réalisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, ses activités, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs. En outre, d'autres risques, inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée, à la date de l'Actualisation du Document de Référence, comme susceptible d'avoir un effet défavorable sur le Groupe, ses activités, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs, peuvent exister ou survenir.

2.1 RISQUES LIÉS AUX ACQUISITIONS D'INDUSAL ET DE LAVEBRAS

2.1.1 RISQUES LIÉS À LA NON-RÉALISATION DE L'ACQUISITION DE LAVEBRAS

L'acquisition de Lavebras est soumise à la levée de certaines conditions suspensives usuelles pour ce type d'opération et à l'obtention de l'autorisation de l'autorité brésilienne compétente en matière de concurrence, le *Conselho Administrativo de Defesa Econômica* (« CADE »).

Aucune assurance ne peut être donnée quant à la levée de l'ensemble de ces conditions suspensives, et en particulier quant à l'obtention de l'autorisation de CADE ou son obtention dans des conditions favorables pour le Groupe. Si toutes ces conditions suspensives ne sont pas levées, ou sont levées avec retard ou sous réserve d'engagements défavorables pour le Groupe, la réalisation de l'acquisition pourrait ne pas survenir, ou ne pas survenir dans les délais attendus, ou les bénéfices escomptés pourraient être réduits, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur le cours de bourse de l'action Elis et sur la situation financière et les perspectives du Groupe.

2.1.2 RISQUES LIÉS AU FINANCEMENT DES ACQUISITIONS

Les modalités de financement des acquisitions d'Indusal et de Lavebras sont décrites à la section 1.6.3 « Modalités de financement des acquisitions » de l'Actualisation du Document de Référence. La capacité de la Société à refinancer le Contrat de Crédit-Relais dépendra, entre autres, s'agissant de la partie « *bridge to equity* », des conditions de marché. Si ces dernières s'avéraient défavorables, les frais financiers supportés par la Société pourraient s'en trouver accrus au-delà de ce qui avait été initialement anticipé. En particulier, si elle se trouvait dans l'incapacité de réaliser l'augmentation de capital envisagée, la Société pourrait être dans l'obligation de recourir à d'autres instruments financiers pour refinancer le Contrat de Crédit-Relais ce qui pourrait avoir pour conséquence d'augmenter l'endettement global et le ratio de levier dette nette/ EBITDA du Groupe et avoir ainsi un effet défavorable sur la situation financière et les perspectives du Groupe.

2.1.3 RISQUES LIÉS À L'INTÉGRATION D'INDUSAL ET DE LAVEBRAS

L'intégration des activités d'Indusal et de Lavebras pourrait engendrer des coûts d'intégration plus élevés ou des synergies ou autres bénéfices moins importants qu'attendus.

Malgré la solide expérience dont dispose le Groupe dans l'acquisition d'autres entités et la réalisation des bénéfices qui en découlent, le processus d'intégration d'Elis, bien qu'efficace, comporte des incertitudes et des coûts qui lui sont inhérents. Le Groupe pourrait être conduit à supporter des frais importants, des retards ou autres difficultés opérationnelles ou financières dans le cadre de l'intégration d'Indusal et de Lavebras. Les synergies et autres bénéfices attendus des acquisitions (notamment opportunités de croissance, optimisation des coûts, amortissement du *goodwill* fiscal et augmentation du chiffre d'affaires et des profits), notamment celles détaillées dans l'Actualisation du Document de Référence, pourraient ne pas se concrétiser comme prévu si le Groupe n'est pas en mesure de mener à bien l'intégration des systèmes d'information et des processus opérationnels des entreprises acquises, de conserver le personnel clé ou les contrats clients clés des entreprises acquises ou de faire face à la survenance d'évènements, de circonstances, de contentieux ou d'obligations juridiques imprévus liés aux entreprises acquises ou à leur clientèle existante. Le Groupe ne peut garantir que, suite à leur intégration dans le Groupe, les activités d'Indusal et de Lavebras conserveront leur base de clientèle existante, généreront les marges ou les flux de trésorerie anticipés, ou permettront de bénéficier des synergies prévues ou autres avantages escomptés. Bien que le Groupe ait procédé à une analyse détaillée des activités et résultats d'Indusal et de Lavebras, ces évaluations intègrent un certain nombre d'hypothèses et d'estimations concernant les marchés, la rentabilité, la croissance, les taux d'intérêt et la valorisation d'Indusal et de Lavebras. Le Groupe ne peut garantir que les évaluations d'Indusal et Lavebras et les hypothèses et perspectives les concernant se révéleront exactes, l'évolution réelle pouvant être significativement différente des résultats initialement attendus. En particulier, le Groupe ne peut garantir que les données financières estimées pour l'exercice 2016 relatives à Indusal et Lavebras, qui sont issues des informations qui lui ont été communiquées par Indusal et Lavebras, respectivement, dans le cadre des acquisitions, se révéleront identiques aux données réelles auditées.

En outre, l'intégration réussie d'Indusal et Lavebras rendra nécessaire une implication forte des équipes de direction d'Elis en Espagne et au Brésil, ce qui pourrait affecter leur capacité à diriger leurs activités de manière efficace pendant la période d'intégration, et ce même si des équipes dédiées ont été mises en place pour gérer ce processus.

Même si les synergies estimées et les autres bénéfices escomptés des acquisitions sont significatifs, tout échec, retard important ou coûts inattendus dans le processus d'intégration pourraient avoir un impact défavorable sur la capacité du Groupe à réaliser ses objectifs et sur sa situation opérationnelle et financière.

2.1.4 RISQUES LIÉS AUX TRAVAUX DE DUE DILIGENCE

Dans le cadre de l'évaluation des acquisitions d'Indusal et de Lavebras, notamment de la détermination des prix d'acquisition, et afin d'élaborer une stratégie opérationnelle, Elis a réalisé des travaux de *due diligence* afin d'identifier les éléments pertinents relatifs à chacune des entreprises acquises, en particulier d'éventuels problèmes ou passifs importants.

Le Groupe ne peut toutefois garantir que les documents et informations fournis par Indusal et Lavebras dans le cadre de la procédure de *due diligence*, en particulier les données financières estimées pour l'exercice 2016 relatives à Indusal et Lavebras, aient été complets, adaptés ou exacts et, de ce fait, que les travaux de *due diligence* aient permis d'identifier ou évaluer tous les éventuels problèmes, risques ou passifs importants au sein d'Indusal et de Lavebras. En particulier, le Groupe ne peut garantir que les

travaux de *due diligence* aient permis d'identifier ou anticiper tous les risques liés aux contentieux et litiges, passés, présents ou futurs, des sociétés acquises, ou tous les risques liés à d'éventuels manquements par les sociétés acquises, leurs dirigeants ou leurs employés aux lois et réglementations applicables en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent.

Si le Groupe n'avait pu identifier ou évaluer correctement certains risques, il pourrait être exposé à d'importants passifs non divulgués des entreprises acquises et conduit à déprécier ou à sortir de son bilan des actifs, à restructurer ses activités ou à supporter d'autres coûts qui pourraient entraîner des pertes susceptibles de ne pas être couvertes par les engagements d'indemnisation négociés dans le cadre des acquisitions en raison des limites en montant et en durée de ces engagements.

L'ensemble de ces éléments pourrait conduire à une performance opérationnelle plus faible qu'anticipée à l'origine et avoir un effet défavorable sur la capacité du Groupe à réaliser ses objectifs et sur sa situation financière.

2.1.5 RISQUES LIÉS AUX CONTENTIEUX ET LITIGES DES SOCIÉTÉS ACQUISES

Lavebras et certaines de ses filiales sont impliquées, ou pourraient être impliquées, dans certaines procédures judiciaires ou administratives ou enquêtes réglementaires qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la situation financière, les activités, la réputation et les résultats du Groupe après réalisation de l'acquisition de Lavebras. En particulier, les travaux de *due diligence* réalisés par la Société dans le cadre du processus d'acquisition de Lavebras ont permis d'identifier les procédures décrites ci-après impliquant certaines entités du groupe Lavebras. La Société ne peut toutefois garantir que les travaux de *due diligence* réalisés par la Société aient permis d'identifier tous les litiges existants ou éventuels relatifs à Lavebras, ce qui pourrait entraîner des passifs supplémentaires importants pour le Groupe.

Bien qu'aux termes de l'accord conclu le 5 janvier 2017 en vue de l'acquisition de Lavebras, les cédants aient pris l'engagement d'indemniser Atmosfera, en tant qu'acquéreur, de tous passifs encourus par Atmosfera en raison notamment des actions décrites ci-après (sous réserve d'un seuil de déclenchement par passif, d'une franchise, et d'un plafond prévus par l'accord), certains risques auxquels le Groupe pourrait être exposé du fait de son acquisition de Lavebras pourraient ne pas être couverts, ou être insuffisamment couverts, au titre de cette indemnisation. En particulier, l'accord d'acquisition ne prévoit pas d'indemnité en cas de perte de gains futurs résultant des actions décrites ci-après. En outre, le Groupe ne peut garantir que les cédants acceptent toute demande en indemnisation au titre de la garantie consentie aux termes de l'accord d'acquisition, ou qu'ils seront capables de faire face à leurs obligations dans le cadre d'une telle demande, ou encore que le passif total encouru par le Groupe en raison notamment d'une ou plusieurs des actions décrites ci-après n'excèdera pas le plafond d'indemnisation prévu par l'accord d'acquisition.

Procédures relatives à Prolav Servicos Tecnicos Ltda.

Procédure ouverte par le procureur de la République de l'État de Rio de Janeiro

Une procédure est en cours à l'encontre de Prolav Servicos Tecnicos Ltda. ("**Prolav**"), une filiale de Lavebras, ainsi qu'à l'encontre d'autres prestataires de services de blanchisserie industrielle, dont Atmosfera, dans le cadre d'une action civile publique ouverte en 2014 par le procureur de la République de l'État de Rio de Janeiro pour des manquements supposés aux lois brésiliennes relatives aux marchés publics et à la lutte contre la corruption, dont la loi pour la probité de l'administration (n° 8249/1992) et la loi sur les marchés publics (n° 8666/1993). Sont notamment allégués des faits de corruption, manipulation des prix, renouvellement de contrats contre l'intérêt public et de collusion

dans le marché des services de blanchisserie industrielle destinés aux établissements publics de santé dans l'État de Rio de Janeiro entre 2003 et 2011. La Société ne dispose pas à ce jour d'informations lui permettant de déterminer la portée de cette procédure, et notamment la liste des contrats visés. Les sanctions et pénalités encourues par Prolav si celle-ci devait répondre des faits allégués incluent le remboursement des gains réalisés par Prolav au titre des contrats visés, des amendes dont le montant peut s'élever à trois fois le montant de tels gains et l'interdiction de recevoir tout crédit d'impôts, subventions publiques et autres avantages publics. Prolav pourrait également se voir inscrire sur une « liste noire », lui interdisant, pour une période maximale de 10 ans, de participer à tout appel d'offre public ou de conclure tout nouveau contrat avec une entité publique brésilienne. À ce stade de la procédure, la Société considère qu'une éventuelle inscription sur liste noire ou une interdiction de recevoir tout crédit d'impôts, subvention publique et autre avantage public, ne devrait s'appliquer qu'à Prolav et ses filiales, le cas échéant. À ce jour cette procédure est encore en phase préliminaire et, à la connaissance de la Société, aucun calendrier prévisionnel de procédure n'a été établi.

La Société ne dispose pas à ce jour d'informations lui permettant d'évaluer le montant du passif encouru par Prolav au résultat de cette procédure si l'issue devait en être défavorable. A la connaissance de la Société, aucune provision n'a été constituée par Lavebras ou Prolav en lien avec cette procédure.

Procédure administrative ouverte par CADE

En décembre 2008, CADE a ouvert une enquête à l'encontre de plusieurs prestataires de services de blanchisserie industrielle, dont Prolav, relative à des faits supposés d'entente et de collusion dans le marché des services de blanchisserie industrielle destinés aux établissements publics de santé dans l'État de Rio de Janeiro entre 1999 et 2005. En février 2016, CADE a condamné Prolav à une amende d'un montant de 2,5 millions de réaux (environ 700 000 euros). Tout retard de paiement de ces amendes entraîne des intérêts moratoires au taux de référence de la Banque Centrale du Brésil (SELIC), ce qui pourrait entraîner des coûts supplémentaires importants si Lavebras décide de contester la décision de CADE devant les tribunaux et qu'un jugement définitif n'était pas rendu avant plusieurs années. A la connaissance de la Société, Prolav n'a pas, à ce jour, payé l'amende susvisée et a constitué une provision d'un montant d'1,25 million de réaux (environ 350 000 euros). Lavebras (en tant qu'actionnaire de Prolav) a fait appel auprès de CADE de la décision susvisée, appel qui a été rejeté par CADE le 28 juin 2016. A la date de l'Actualisation du Document de Référence, Lavebras a indiqué à la Société que Prolav a l'intention d'intenter une action devant les tribunaux fédéraux afin de voir la décision de CADE annulée ou le montant de l'amende diminué. Outre l'amende imposée par CADE, Prolav pourrait encourir d'autres sanctions à la suite de toute action intentée afin de contester la décision de CADE ou toute autre procédure relative aux faits allégués, et pourrait notamment se voir condamner à indemniser le gouvernement brésilien de toutes pertes subies par celui-ci du fait des ententes et collusion alléguées.

La Société ne dispose pas à ce jour d'informations lui permettant d'évaluer le montant du passif encouru par Prolav au résultat de cette procédure si l'issue de cette procédure devait en être défavorable.

Procédures relatives à NJ Lavanderia Industrial e Hospitalar Ltda

Procédures ouvertes par le procureur de la République du District Fédéral

Une procédure est en cours à l'encontre de NJ Lavanderia Industrial e Hospitalar Ltda (« **NJ Lavanderia** »), une filiale de Lavebras, et du Gouvernement du District Fédéral (le « **GDF** ») dans le cadre d'une action civile publique ouverte en 2014 par le Procureur de la République du District Fédéral relative à la validité d'un contrat public conclu entre NJ Lavanderia et le GDF pour la fourniture par NJ Lavanderia de services de blanchisserie industrielle aux établissements de santé publics du District Fédéral (Brasília). L'action

introduite par le procureur de la République vise à voir le contrat visé annulé et à contraindre le GDF de mettre en œuvre un plan de sauvegarde concernant les services de blanchisserie devant être fournis à quatre hôpitaux publics régionaux situés dans le District Fédéral. À l'issue de l'audience qui s'est tenue en mai 2016 devant le tribunal de première instance, le tribunal a accédé à la requête du GDF de suspension de la procédure pour une période de 60 jours afin de permettre au GDF de présenter un projet de sauvegarde et d'amélioration des services de blanchisserie dans trois des quatre hôpitaux publics visés. Cependant, cette suspension n'a pas donné lieu à une transaction ; une décision sur le fond est désormais attendue au cours du second semestre 2017.

Une autre procédure est également en cours à l'encontre de NJ Lavanderia dans le cadre d'une action civile publique ouverte en 2015 par le procureur de la République du District Fédéral pour manquement supposé à la procédure d'appel d'offres public prévue par la loi brésilienne sur les marchés publics lors de la conclusion du contrat public décrit ci-avant. À ce jour cette procédure est encore en phase préliminaire et, à la connaissance de la Société, aucun calendrier prévisionnel de procédure n'a été établi.

La Société ne dispose pas à ce jour d'informations lui permettant d'évaluer le montant du passif encouru par NJ Lavanderia au résultat de ces procédures si l'issue devait en être défavorable. À la connaissance de la Société, aucune provision n'a été constituée par Lavebras ou NJ Lavanderia en lien avec ces procédures.

Procédure devant la Cour des comptes du District Fédéral

NJ Lavanderia est également partie à une procédure administrative ouverte en août 2016 par le parti politique *Democratas* à l'encontre du Secrétariat à la Santé du gouvernement fédéral brésilien alléguant que NJ Lavanderia a continué de fournir des prestations dans le cadre de deux contrats publics (dont le contrat visé par les procédures ouvertes par le procureur de la République du District Fédéral décrites ci-avant) conclus sous la forme d'accords d'urgence, au-delà de leurs termes respectifs. Les sanctions et pénalités encourues par NJ Lavanderia si celle-ci devait répondre des faits allégués incluent le remboursement des gains dérivés des contrats visés, des amendes et l'inscription sur la liste noire décrite ci-avant. Cette procédure est actuellement en cours d'examen par la Cour des comptes du District Fédéral et, à la connaissance de la Société, aucun calendrier prévisionnel de procédure n'a été établi.

La Société ne dispose pas à ce jour d'informations lui permettant d'évaluer le montant du passif encouru par NJ Lavanderia au résultat de cette procédure si l'issue devait en être défavorable, son impact sur la situation financière, les activités, la réputation et les résultats du Groupe. À la connaissance de la Société, aucune provision n'a été constituée par Lavebras ou NJ Lavanderia en lien avec cette procédure.

2.1.6 RISQUES LIÉS AUX ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS

Les risques liés aux écarts d'acquisition du Groupe décrits à la section 2.1.3 « Risques financiers » du Document de Référence s'appliquent aux acquisitions d'Indusal et Lavebras.

2.2 RISQUES FINANCIERS

2.2.1 RISQUE DE LIQUIDITÉ

L'endettement financier net ajusté du Groupe¹⁹ au 30 juin 2016 s'élève à 1 506,4 millions d'euros. Les contrats de prêt liés à ces dettes comportent des engagements juridiques et financiers habituels dans ce type de transactions et prévoient une exigibilité anticipée en cas de non-respect de ces engagements.

Les engagements financiers prévoient notamment l'obligation pour le Groupe de respecter un ratio de levier inférieur à 4, lequel a été respecté au 30 juin 2016.

La ventilation des passifs financiers par échéance contractuelle au 30 juin 2016 est présentée avec l'endettement financier du Groupe et figure à la note 8.2 des comptes consolidés intermédiaires condensés pour la période de 6 mois close le 30 juin 2016, incluse à la section 4.2.6.8 « Notes explicatives » de l'Actualisation du Document de Référence.

Le 17 janvier 2017, la Société a conclu un Contrat de Crédit Syndiqué Senior pour un montant total en principal de 1 150 millions d'euros, dont les principales caractéristiques sont décrites à la section 1.5 « Contrats importants » de l'Actualisation du Document de Référence.

Le Contrat de Crédit Syndiqué Senior, d'une maturité de 5 ans (à échéance en janvier 2022), a été conclu notamment aux fins de refinancer l'encours au titre du précédent contrat de crédit senior de la Société, qui devait arriver à échéance en février 2020. La maturité de la dette financière a donc été allongée de 23 mois et sa maturité moyenne est ainsi augmentée pour atteindre 4,5 années (contre 3,65 années avec le précédent crédit senior).

Le Contrat de Crédit Syndiqué Senior contient une seule clause restrictive en matière de ratios financiers consolidés : le ratio financier dette nette / EBITDA du Groupe doit être inférieur à 4 jusqu'au 31 décembre 2017 inclus et inférieur à 3,75 au-delà.

La Société a procédé à une revue de ses échéances à venir et considère être en mesure d'y faire face.

2.2.2 RISQUE DE CHANGE

Le risque de change auquel est exposé le Groupe est décrit à la section 2.1.3 « Risques financiers » du Document de Référence et à la note 8.1 des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 inclus au chapitre 6 « États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2015 » du Document de Référence.

En outre, le prix d'acquisition de Lavebras étant stipulé en réal brésilien, le Groupe se trouve exposé à un risque de change lié à la fluctuation de l'euro par rapport au réal brésilien entre le 5 janvier 2017, date de signature de l'accord d'acquisition, et la date de réalisation de cette opération, prévue au cours du premier semestre 2017. Ce risque porte sur le montant du décaissement correspondant à l'acquisition de Lavebras, soit 1 300 millions de réaux (360 millions d'euros). À la date de l'Actualisation du Document de Référence, compte tenu des fluctuations du réal brésilien par rapport à l'euro

¹⁹ Voir définition de la notion d'endettement net ajusté qui figure au paragraphe « Définitions financières » de la section 4.2.3.2 – « Analyse de l'activité du 1^{er} semestre 2016 » de l'Actualisation du Document de Référence.

anticipées par le Groupe pour 2017, le Groupe n'a procédé à aucune couverture de ce risque de change.

2.2.3 RISQUE DE TAUX

Le risque de taux auquel est exposé le Groupe est décrit à la section 2.1.3 « Risques financiers » du Document de Référence.

Afin de gérer le risque de taux lié au Contrat de Crédit Syndiqué Senior, le Groupe a amendé ses contrats de dérivés (*swaps*) existants afin de couvrir une partie du Contrat de Crédit Syndiqué Senior et conclu de nouveaux contrats de dérivés couvrant l'allongement de la maturité à janvier 2022 (contre février 2020 pour le précédent crédit senior de la Société) d'une partie de ce même Contrat de Crédit Syndiqué Senior.

2.3 RISQUES JURIDIQUES, RÉGLEMENTAIRES, FISCAUX ET D'ASSURANCES

Les risques juridiques, réglementaires, fiscaux et d'assurances auxquels le Groupe est exposés sont décrits à la section 2.1.4 du Document de Référence, sous réserve de la mise à jour suivante :

Risques liés aux contentieux et litiges

À la date de l'Actualisation du Document de Référence, dans le cadre de la procédure ouverte par le procureur de la République suite à l'inspection réalisée en février 2014 par la police fédérale brésilienne dans les locaux de la société Maiguá (un fournisseur non significatif d'Atmosfera), Atmosfera a été informée par ses conseils que le procureur de la République a introduit en décembre 2016 une action civile publique visant, entre autres, à contraindre Atmosfera à ne pas recourir à des sous-traitants pour réaliser ses activités principales, en particulier en ce qui concerne la confection des articles textiles utilisés dans le cadre de son activité, et à respecter certaines dispositions de la législation brésilienne en vigueur en matière de droit du travail, d'hygiène et de sécurité en lien avec les constats de la police fédérale au cours de l'inspection visée à la section 2.1.4 du Document de Référence. La requête introduite par le procureur de la République tend également à la condamnation d'Atmosfera au paiement de dommages-intérêts d'un montant de 3 millions de réaux (environ 830 000 euros) au titre du préjudice moral collectif. À ce jour, Atmosfera ne recourt plus à de la sous-traitance portant sur les activités visées. Bien qu'Atmosfera ait été informée de l'introduction de l'action décrite ci-dessus par ses conseils juridiques au résultat d'une veille juridique portant notamment sur les bases de données publiques des tribunaux brésiliens, à la date de l'Actualisation du Document de Référence, Atmosfera n'a pas reçu notification officielle de l'action introduite par le procureur de la République.

3

Gouvernement d'entreprise



Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits au chapitre 4 du Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de l'Actualisation du Document de Référence, exacts sous réserve des mises à jour figurant ci-dessous.

3.1 ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

3.1.1 INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS PERSONNELS SUR LES MEMBRES DU DIRECTOIRE

Les informations et renseignements personnels sur les membres du directoire sont décrits au chapitre 4 du Document de Référence. Ces renseignements sont mis à jour à la date de l'Actualisation du Document de Référence comme suit :

<p>XAVIER MARTIRÉ PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE</p>	<p>Adresse professionnelle : 5, boulevard Louis Loucheur – 92210 Saint-Cloud</p>
<p>Date de naissance : 18 janvier 1971 Nationalité : française Date de la 1^{re} nomination : 21 octobre 2008 (Président de la Société sous son ancienne forme de société par actions simplifiée)</p>	<p>Date de nomination du mandat en cours : 5 septembre 2014 Date d'expiration du mandat en cours : 5 septembre 2018 Nombre d'actions Elis détenues : 85 862 Principale activité : Président du directoire</p>
<p>BIOGRAPHIE : Xavier Martiré a débuté sa carrière à la SNCF en 1997 en tant que chef d'atelier maintenance du Train à Grande Vitesse. Il a ensuite rejoint le groupe Elis en 1999 en tant que Directeur de centre de profits, et a occupé successivement les fonctions de Directeur régional et de Directeur général adjoint en charge des activités en France, avant d'être nommé Président de la Société en 2008. Xavier Martiré est diplômé de l'École polytechnique et de l'École nationale des ponts et chaussées.</p>	
<p>PRINCIPAUX MANDATS ET FONCTIONS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES</p>	
<p>AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU SEIN DU GROUPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Président-directeur général de Elis Services SA - Président-directeur général de M.A.J. SA - Administrateur de Pierrette-TBA SA - Président de Elis Luxembourg SA (Luxembourg) - Administrateur de Elis Manomatic SA (Espagne) - Administrateur de Lavanderia Hotelera Del Mediterraneo (Espagne) - Administrateur de Lavalía Balears Servicios y Renting Textil (Espagne) - Administrateur de Lavalía Sur Servicios y Renting Textil (Espagne) - Administrateur de Elis Italia SpA (Italie) - Administrateur de SPAST SA (Portugal) - Administrateur de Gafides SA (Portugal) - Président du conseil de surveillance (contractuel) de Atmosfera (Brésil) - Administrateur d'Albia SA (Chili) - Administrateur de Servicios Hospitalarios SA (Chili) - Administrateur de Wäscherei Mariano AG (Suisse) 	<p>MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE :</p> <p>Néant</p> <p>MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Président de Quasarélis SAS - Président de Novalis SAS - Administrateur de Blanchatel SA (Suisse) - Administrateur de Wäscherei Papritz AG (Suisse) - Administrateur de Grosswäscherei Domeisen AG (Suisse)

LOUIS GUYOT MEMBRE DU DIRECTOIRE	Adresse professionnelle : 5, boulevard Louis Loucheur – 92210 Saint-Cloud
Date de naissance : 23 mai 1972 Nationalité : française Date de 1 ^{re} nomination : 5 septembre 2014 Nombre d'actions Elis détenues : 30 396	Date de nomination du mandat en cours : 5 septembre 2014 Date d'expiration du mandat en cours : 5 septembre 2018 Principale activité : membre du directoire et Directeur administratif et financier
<p>BIOGRAPHIE : Louis Guyot a rejoint le Groupe en 2013. Louis Guyot a débuté sa carrière en 1998 à la direction du trésor en tant qu'adjoint au chef du bureau financement du logement et des collectivités locales. Il a ensuite été Directeur administratif, financier et informatique de Medica France (2001-2004), Directeur développement et stratégie de la Compagnie des Alpes (2004-2007), et Directeur finance et opérations de la direction du développement de Dalkia (2007-2010), puis Directeur général finances et international de Korian (2010-2013). Louis Guyot est diplômé de l'École polytechnique, de l'École nationale des ponts et chaussées et du Collège des ingénieurs.</p>	
<p align="center">PRINCIPAUX MANDATS ET FONCTIONS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES</p>	
<p>AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU SEIN DU GROUPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Président de Pro Services Environnement SAS - Président de Pro Services Environnement SAS - Administrateur de Elis Services SA - Administrateur de Pierrette-TBA SA - Président de Hygiène Contrôle Ile de France SAS - Gérant de Blanchisserie Professionnelle d'Aquitaine SARL - Président de BMF SAS - Président de conseil d'administration de Hades SA (Belgique) - Administrateur de Elis Manomatic SA (Espagne) - Administrateur de Elis Italia SpA (Italie) - Administrateur de Elis Luxembourg SA (Luxembourg) - Administrateur de SPAST SA (Portugal) - Administrateur de Gafides SA (Portugal) - Administrateur de InoTex Bern AG (Suisse) - Administrateur d'Albia SA (Chili) - Administrateur de Servicios Hospitalarios (Chili) 	<p>MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE : Néant</p> <p>MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Membre du directoire et Directeur général de Korian SA* - Administrateur de Segesta SpA (Italie) - Représentant permanent de Korian SA au conseil d'administration de Holding Austruy Burel - Représentant permanent de Korian SA au conseil d'administration de La Bastide de la Tourne - Représentant permanent de Korian SA au conseil d'administration de Le Brevent - Représentant permanent de Korian SA au conseil d'administration de CFR Siouville - Gérant de Compagnie Foncière Vermeille SARL - Gérant de Bonaparte SARL - Gérant de Le Belvedere Dune SARL
<p>(*) Société cotée.</p>	

MATTHIEU LECHARNY MEMBRE DU DIRECTOIRE	Adresse professionnelle : 5, boulevard Louis Loucheur – 92210 Saint-Cloud
Date de naissance : 26 décembre 1969 Nationalité : française Date de 1 ^{re} nomination : 5 septembre 2014 Nombre d'actions Elis détenues : 12 416	Date de nomination du mandat en cours : 5 septembre 2014 Date d'expiration du mandat en cours : 5 septembre 2018 Principale activité : membre du directoire et Directeur général adjoint
<p>BIOGRAPHIE : Matthieu Lecharny a rejoint le groupe Elis en 2009, il est Directeur général adjoint responsable des opérations de deux régions en France, du Portugal, de l'Espagne, d'Andorre, du Brésil et du Chili, ainsi que du développement du service Prévention 3D et des acquisitions. Matthieu Lecharny a débuté sa carrière chez Procter & Gamble dans les ventes. Il a ensuite rejoint Unilever et y a occupé, de 1996 à 2009, différentes responsabilités seniors</p>	

au sein du marketing, en France et à l'international. Il a notamment été *Brand Director Oral Care* pour l'Europe de 2001 à 2003, Directeur marketing France Personal Care de 2003 à 2005. Avant de rejoindre le Groupe, il était Directeur marketing monde de la marque Cif. Matthieu Lecharny est diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP Europe).

PRINCIPAUX MANDATS ET FONCTIONS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU SEIN DU GROUPE :

- Membre du conseil de surveillance (contractuel) de Atmosfera (Brésil)
- Administrateur d'Albia SA (Chili)
- Administrateur de Servicios Hospitalarios SA (Chili)
- Administrateur de Elis Manomatic SA (Espagne)
- Administrateur de Lavanderia Hotelera Del Mediterraneo SA (Espagne)
- Administrateur de Lavalía Balears Servicios y Renting Textil SA (Espagne)
- Administrateur de Lavalía Sur Servicios y Renting Textil SA (Espagne)
- Administrateur de SPAST SA (Portugal) (en cours de nomination)
- Administrateur de Servicios Hospitalarios (Chili)

MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE :

Néant

MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES :

- Président administrateur unique du GIE Eurocall Partners
- *Chairman* de Kennedy Hygiène Products Limited (Royaume-Uni)
- *Chairman* de Kennedy Exports Limited (Royaume-Uni)
- *Gérant de Le Jacquard Français SARL (démission le 27/10/2016)*

3.1.2 LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Informations et renseignements concernant les membres du conseil de surveillance

Les informations et renseignements personnels sur les membres du conseil de surveillance sont décrits au chapitre 4 du Document de Référence. Ces renseignements sont mis à jour à la date de l'Actualisation du Document de Référence comme suit :

Au cours de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 27 mai 2016, les actionnaires ont approuvé la recommandation du conseil de surveillance de renouveler les mandats de membres du conseil de surveillance de Messieurs Michel Datchary et Marc Frappier pour une période de quatre années et la ratification de la nomination de Monsieur Maxime de Bentzmann en qualité de nouveau membre du conseil de surveillance pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur. Le conseil de surveillance a par ailleurs renouvelé Messieurs Michel Datchary et Marc Frappier dans leurs fonctions respectives au sein du comité des nominations et des rémunérations.

Le 1^{er} juin 2016, le conseil de surveillance a coopté Madame Magali Chesse en qualité de nouveau membre du conseil de surveillance en remplacement de Madame Virginie Morgon, démissionnaire. À cette même date, Monsieur Philippe Audouin a fait part de sa décision de démissionner de ses fonctions au sein du comité d'audit sans incidence sur son mandat de membre du conseil de surveillance. Madame Magali Chesse a été désignée par le conseil de surveillance pour lui succéder au comité d'audit.

Les informations ci-après présentent les renseignements personnels concernant Madame Magali Chesse et les principaux mandats et fonctions exercés par celle-ci à la date de l'Actualisation du Document de Référence.

MAGALI CHESSE MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	Adresse professionnelle : 16/18 Boulevard de Vaugirard - 75724 PARIS cedex 15
Date de naissance : 19 septembre 1974 Nationalité : française Date de 1 ^{re} nomination : 1 ^{er} juin 2016 Nombre d'actions Elis détenues : 500 Membre d'un comité : membre du comité d'audit	Date de nomination du mandat en cours : 1 ^{er} juin 2016 Date d'expiration du mandat en cours : assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 Principale activité : Responsable des stratégies d'investissements Actions chez Crédit Agricole Assurances
<p>BIOGRAPHIE : Mme Magali Chesse est Responsable des Stratégies d'investissements Actions chez Crédit Agricole Assurances depuis 2010.</p> <p>Mme Chesse a commencé sa carrière en Private Equity en 1999 (capital-risque / capital développement). Elle était Directeur d'investissement chez Crédit Agricole Private Equity avant de rejoindre Predica en charge du pilotage et du suivi des classes d'actifs Actions, Private Equity et Infrastructures. Mme Chesse est diplômée en économie et gestion (Universités de Strasbourg et Paris Dauphine) et de la Société Française des Analystes Financiers.</p>	
<p align="center">PRINCIPAUX MANDATS ET FONCTIONS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES</p>	
<p>AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU SEIN DU GROUPE : Néant</p> <p>MANDATS ET FONCTIONS AYANT PRIS FIN AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de SA Predica Infrastructure - Administrateur de SA Ramsay Santé* - Administrateur de SA Mezzanis Fund SA 	<p>MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS EN DEHORS DU GROUPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Membre du conseil de surveillance de SAS Infra-park - Membre du conseil de surveillance de SAS Infra Foch Topco, - Membre du conseil de surveillance de SAS Arcapark (Groupe Indigo) - Administrateur de SA FREY - Administrateur de SA Ramsay Générale de Santé - Représentant permanent : SCA Effi Invest I (PREDICA membre du Conseil de surveillance) SCA Effi Invest II (PREDICA membre du Conseil de surveillance) PREDICA, censeur au Conseil d'Administration de Siparex Associés, SA - PREDICA, censeur au Conseil de Surveillance de la SAS Tivana France Holdings (Groupe TDF), - Administrateur : SPA 2i AEROPORTI
<p>(*) Société cotée.</p>	

3.2 RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES DES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Voir la section 4.2.4.4 « Rémunération des membres du directoire de l'Actualisation du Document de Référence concernant les attributions d'actions de performance aux membres du directoire d'Elis.

3.3 ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION EN CAPITAL

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a procédé à l'attribution gratuite de 1 041 311 actions de performance, étant précisé que :

- l'attribution gratuite d'actions de performance mise en œuvre le 15 juin 2016 par le directoire a porté sur 986 845 actions effectivement distribuées, le nombre d'actions décrit dans le rapport financier semestriel inclus au paragraphe 4.2.4.4 de l'Actualisation du Document de Référence ayant été réajusté afin de tenir compte de la non-acceptation des droits par certains bénéficiaires en raison de leur départ du Groupe ; et
- au cours du mois de décembre 2016, le directoire a procédé à une attribution gratuite complémentaire de 54 466 actions de performance de deux catégories (A et B) au profit de 43 collaborateurs et a arrêté les termes du règlement de plan y afférent. Il est précisé que les actions de performance ne seront acquises qu'à l'issue d'une période de 2 ans à compter de leur attribution. L'acquisition des actions de performance est subordonnée à des conditions de présence et de performance. Les conditions de performance ont été définies en référence, en ce qui concerne les actions de catégorie A, à trois critères liés au chiffre d'affaires consolidé du Groupe et à l'EBIT consolidé ainsi qu'à la performance relative du cours de l'action de la Société par rapport à l'indice SBF 120, et, en ce qui concerne les actions de catégorie B, en référence à deux critères liés au chiffre d'affaires consolidé du Groupe et à l'EBIT consolidé. La détermination du nombre définitif d'actions acquises à l'issue de la période d'acquisition sera appréciée sur une période de performance de deux exercices pour l'ensemble des bénéficiaires de l'attribution décidée en décembre 2016.

4

Informations financières et comptables



Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits au chapitre 6 du Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de l'Actualisation du Document de Référence, exacts sous réserve des mises à jour figurant ci-dessous.

4.1 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

4.1.1 DONNÉES FINANCIÈRES ESTIMÉES NON AUDITÉES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

Les données financières estimées du Groupe relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2016 et présentées ci-après ont été élaborées selon un processus comptable similaire à celui habituellement retenu pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe pour les 11 premiers mois de l'exercice et selon un processus budgétaire pour le mois de décembre 2016.

Ces données estimées ont été examinées par le directoire de la Société du 17 janvier 2017 et n'ont pas fait l'objet d'un audit de la part des commissaires aux comptes de la Société. Le rapport des commissaires aux comptes de la Société sur les estimations de bénéfice (EBITDA) figure à la section 4.1.2 « Rapport des commissaires aux comptes sur les estimations de bénéfice » de l'Actualisation du Document de Référence.

Les comptes consolidés établis selon les normes IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, qui feront l'objet d'un rapport d'audit des commissaires aux comptes de la Société, seront communiqués le 15 mars 2017 selon le calendrier prévisionnel de la Société.

Les principes comptables retenus pour la préparation des données financières estimées sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2016 et disponibles sur le site : ec.europa.eu/finance/accounting/index_fr.htm.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 à l'exception de l'adoption des normes et amendements suivants applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 :

- amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « Exemption de consolidation applicable aux entités d'investissement »,
- amendements à IAS 27 « Méthode de la mise en équivalence dans les comptes individuels »,
- amendements à IAS 1 « Initiative Informations à fournir »,
- améliorations des IFRS 2012-2014,
- amendement à IAS 16 et IAS 38 « Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables »,
- amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des coentreprises »,
- amendements à IAS 19R « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel », et
- améliorations des IFRS 2010-2012.

Ces nouvelles normes et amendements n'ont pas d'impact sur les données financières estimées du Groupe relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2016. Par ailleurs, le

Groupe n'a pas anticipé de normes, amendements ou interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 31 décembre 2016.

L'ensemble des données chiffrées présentées à la section 4.1.1 « Données financières estimées non auditées pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 » de l'Actualisation du Document de Référence concernant l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont des données financières estimées.

Le Groupe estime que son chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice 2016 devrait s'élever à environ 1 510 millions d'euros, en augmentation de 6,7% par rapport à l'exercice précédent, dont environ 2,5% de croissance organique. Au quatrième trimestre, l'activité hôtelière à Paris est restée en demi-teinte malgré une légère amélioration fin décembre ; en revanche l'Europe du Sud et le Brésil ont poursuivi leur très bonne dynamique.

L'EBITDA estimé pour l'exercice 2016 est d'environ 465 millions d'euros, en augmentation de 4.2% par rapport à l'EBITDA de l'exercice précédent qui s'élevait à 446,1 millions d'euros. Le taux de marge d'EBITDA en France devrait être en baisse d'environ 45 points de base.

4.1.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ESTIMATIONS DE BÉNÉFICE

Monsieur le Président du Directoire,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les estimations de bénéfice (EBITDA) de la société Elis SA relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2016 incluses dans la partie 4.1.1 de l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 janvier 2017.

Ces estimations ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations ESMA relatives aux estimations de bénéfice.

Il nous appartient sur la base de nos travaux d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.2 du règlement (CE) N° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement de ces estimations.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont comporté une appréciation des procédures mises en place par la direction pour l'établissement des estimations ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles qui devraient être suivies pour l'établissement des comptes définitifs de l'exercice clos le 31 décembre 2016. Elles ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les estimations sont adéquatement établies sur la base indiquée.

Nous rappelons que, s'agissant d'estimations susceptibles d'être révisées à la lumière notamment des éléments découverts ou survenus postérieurement à l'émission du présent rapport, les comptes définitifs pourraient différer des estimations présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la confirmation effective de ces estimations.

A notre avis :

- les estimations ont été adéquatement établies sur la base indiquée,
- la base comptable utilisée aux fins de ces estimations est conforme aux méthodes comptables qui devraient être suivies par la société Elis SA pour l'établissement de ses comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Ce rapport est émis aux seules fins du dépôt de l'actualisation du document de référence auprès de l'AMF et, le cas échéant, de l'admission aux négociations sur un marché réglementé, et /ou d'une offre au public, d'actions ou de titres de créance de valeur nominale unitaire inférieure à 100 000 € de la société Elis SA en France et dans les autres pays de l'Union Européenne dans lesquels un prospectus, comprenant l'actualisation du document de référence, visé par l'AMF, serait notifié et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Fait à Neuilly Sur Seine et à Courbevoie, le 18 janvier 2017

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Bruno TESNIERE

Mazars

Isabelle MASSA

4.1.3 PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2017

Le Groupe anticipe pour 2017, dans chacun de ses marchés, des dynamiques similaires à celles de 2016. La croissance organique 2017 du chiffre d'affaires de chaque zone géographique devrait donc être sensiblement du même ordre qu'en 2016.

Avec l'impact des acquisitions finalisées en 2016, la croissance totale du chiffre d'affaires du Groupe devrait s'établir au-delà de 10% en 2017 (hors contribution de Lavebras).

La date de consolidation de Lavebras dépendra de la date de réalisation de l'acquisition, qui sera déterminée en fonction de la date d'obtention de l'autorisation de l'autorité de la concurrence brésilienne.

Par ailleurs, le Groupe vise en 2017 de maintenir son taux de marge d'EBITDA en France et d'améliorer son taux de marge sur les autres géographies.

4.2 RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2016

4.2.1 ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

La responsabilité du présent document est assurée par Xavier Martiré, Président du directoire.

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de

l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité joint au présent rapport, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice ouvert le 1er janvier 2016, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Puteaux, le 29 juillet 2016

Le Président du directoire,

Xavier Martiré

4.2.2 PRESENTATION DU GROUPE

4.2.2.1 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ ET CHIFFRES CLÉS DU 1ER SEMESTRE 2016

Elis est un groupe multi-services, leader de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien être en Europe et en Amérique latine. Avec plus de 21 000 collaborateurs répartis dans 13 pays, Elis a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires consolidé de 1 415m€ et un EBITDA consolidé de 446m€. Bénéficiant de plus d'un siècle d'expertise, Elis livre aujourd'hui plus de 240 000 clients de toutes tailles dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, de la santé, de l'industrie, du commerce et des services, grâce à son réseau de plus de 300 centres de production et de distribution et 13 salles blanches, ce qui lui garantit une proximité inégalée avec ses clients.

• CHIFFRES CLÉS DU 1^{ER} SEMESTRE 2016

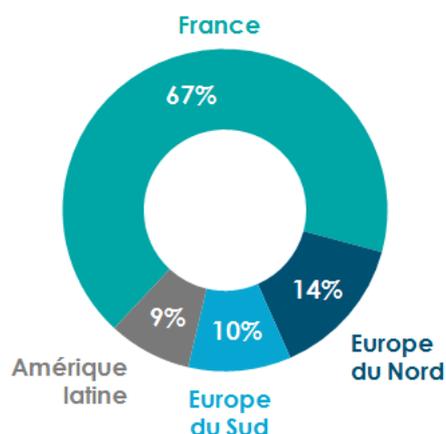
(millions EUR)	S1 2016	S1 2015	Variation
Chiffre d'affaires	730,2	682,4	+7,0%
EBITDA	216,1	204,6	+5,6%
% du CA	29,6%	30,0%	
EBIT	92,5	87,7	+5,5%
% du CA	12,7%	12,9%	
Résultat net courant *	38,9	15,7	x2,5
Free cash-flow courant **	6,7	(22,9)	n/a
Dette nette ajustée fin de période ***	1 506,4	1 440,7	
Dette nette ajustée fin de période / EBITDA ***	3,2x	3,1x	

* Après élimination de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions et des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015 (nets de l'effet impôt).

**Après élimination des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015 (nets de l'effet impôt).

*** EBITDA des douze derniers mois, proforma de l'effet année pleine des acquisitions. La base de comparaison est au 31 décembre 2015.

- **RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU 1^{ER} SEMESTRE 2016 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE**



- **DÉTAIL DE L'ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

(millions EUR)

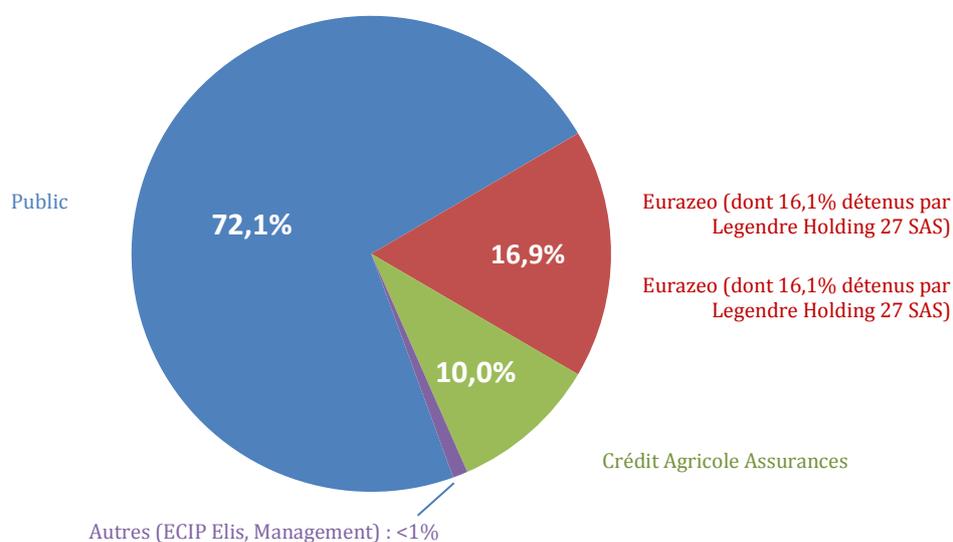
	2016			2015			Var.		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Commerce & Services	84,8	85,8	170,6	83,1	85,5	168,6	+2,1%	+0,4%	+1,2%
Hôtellerie – Restauration	66,9	82,9	149,7	62,2	83,3	145,5	+7,4%	-0,5%	+2,9%
Industrie	47,1	46,9	94,1	46,7	47,2	94,0	+0,9%	-0,6%	+0,1%
Santé	41,3	41,2	82,5	39,4	39,9	79,3	+4,8%	+3,3%	+4,0%
France*	234,0	250,7	484,7	228,2	250,5	478,6	+2,6%	+0,1%	+1,3%
Europe du Nord	50,3	52,2	102,5	38,2	46,1	84,2	+31,7%	+13,3%	+21,6%
Europe du Sud	33,5	40,3	73,8	28,9	37,1	66,0	+16,0%	+8,7%	+11,9%
Europe**	83,8	92,5	176,3	67,0	83,2	150,2	+25,0%	+11,3%	+17,4%
Amérique latine	28,1	31,7	59,8	22,3	22,8	45,1	+26,1%	+38,9%	+32,6%
Entités manufacturières	4,7	4,8	9,5	4,5	3,9	8,5	+4,2%	+20,9%	+12,0%
TOTAL	350,6	379,7	730,2	322,0	360,4	682,4	+8,9%	+5,4%	+7,0%

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après Autres, dont Réductions sur ventes

** Europe hors France

- **RÉPARTITION DU CAPITAL D'ELIS AU 30 JUIN 2016**



4.2.2.2 FACTEURS DE RISQUES ET TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2016 sont ceux détaillés au chapitre 2 du Document de Référence 2015, section 2.1 « Facteurs de risques » figurant en pages 42 à 60 dudit document de référence.

Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans les notes 5.2 et 12 des comptes consolidés intermédiaires condensés figurant en pages 39 et 47 du présent rapport financier semestriel 2016.

4.2.3 RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE

4.2.3.1 ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS DU 1ER SEMESTRE 2016

Acquisitions

Le 7 janvier 2016, Elis a annoncé la finalisation de deux opérations en Allemagne et au Brésil. En Allemagne, le Groupe a fait l'acquisition de deux blanchisseries servant principalement des clients de l'Hôtellerie et de la Santé dans le Nord du pays. Cette opération permet à Elis de renforcer notamment sa présence dans la région stratégique de Hambourg, deuxième ville la plus peuplée d'Allemagne. Elis, qui compte poursuivre son développement industriel et commercial en Allemagne, dispose désormais de 11 blanchisseries dans le pays.

Au Brésil, le Groupe a fait l'acquisition d'une blanchisserie près de Sao Paulo, qui sert exclusivement des clients Santé haut de gamme, et dont la marque Martins & Lococo jouit d'une excellente réputation. Cette acquisition permet à Elis d'étendre ses opérations dans la région du pays qui affiche le PIB par habitant le plus élevé.

Le 20 juin 2016, Elis a annoncé l'acquisition de On My Way, start-up suisse offrant des solutions pressing innovantes aux particuliers (www.on-my-way.ch).

On My Way propose aux particuliers un service de nettoyage, en récupérant leur linge dans des points de collecte placés sur leurs trajets quotidiens (stations-service, supermarchés) ainsi qu'au sein de leurs entreprises. Cette activité constitue le prolongement naturel des services du Groupe, dont le savoir-faire industriel est incontestable et qui bénéficie d'une proximité inégalée avec ses clients grâce à son réseau de plus de 300 centres de production dans le monde.

Évolution de la Gouvernance

Le 27 mai 2016 s'est tenue l'assemblée générale mixte d'Elis au cours de laquelle la cooptation de Monsieur Maxime de Bentzmann en qualité de membre du conseil de surveillance en remplacement d'Eric Schaefer démissionnaire, décidée par le conseil de surveillance du 9 mars 2016 a été ratifiée. L'assemblée générale a, par ailleurs, procédé au renouvellement, pour une durée de quatre années, des mandats de deux membres du conseil de surveillance : Monsieur Michel Datchary et Marc Frappier lesquels ont par ailleurs été renouvelés dans leurs fonctions respectives au sein du comité des nominations et des rémunérations.

Le 1er juin 2016, le conseil de surveillance d'Elis a coopté Madame Magali Chesse en qualité de nouveau membre du conseil de surveillance en remplacement de Virginie Morgon, démissionnaire. Cette nomination fait suite à la cession par Eurazeo au profit de Crédit Agricole Assurances via sa filiale Predica, de 11 400 617 actions.

4.2.3.2 ANALYSE DE L'ACTIVITÉ DU 1ER SEMESTRE 2016

- Une croissance de chiffre d'affaires et une marge d'EBITDA conformes aux attentes malgré l'environnement difficile en France et au Brésil
 - ◇ Chiffre d'affaires : 730,2m€ (+7,0% dont +3,1% de croissance organique)
 - ◇ EBITDA : 216,1m€ (29,6% du chiffre d'affaires)
 - ◇ Légère diminution de la marge d'EBITDA en France (-27pb), en ligne avec nos attentes

- ◇ Progression de +71pb de la marge d'EBITDA en Europe (hors France) et de +176pb en Amérique latine
- Poursuite de la croissance externe
 - ◇ Deux acquisitions significatives réalisées au premier semestre en Allemagne et au Brésil
 - ◇ Une autre acquisition significative finalisée en juillet en Suisse
 - ◇ Intégration réussie de la filiale chilienne
- Confirmation des perspectives 2016
 - ◇ Chiffre d'affaires : 1,5Md€ avec +3% de croissance organique et +4% de croissance externe
 - ◇ Taux de marge : -30pb en France, augmentation en Europe et en Amérique latine

(millions EUR)	S1 2016	S1 2015	Variation
Chiffre d'affaires	730,2	682,4	+7,0%
EBITDA	216,1	204,6	+5,6%
EBIT	92,5	87,7	+5,5%
Résultat net	23,1	(80,6)	n/a
Résultat net courant*	38,9	15,7	+148,5%
Free cash-flow courant**	6,7	(22,9)	n/a
Endettement financier net ajusté (fin de période)***	1 506,4	1 440,7	

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après élimination de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions et des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015 (nets de l'effet impôt)

** Après élimination des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015

*** La base de comparaison est au 31 décembre 2015

Puteaux, le 26 juillet 2016 – Leader multi-services de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine, Elis publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2016.

Les comptes ont été arrêtés par le Directoire et examinés par le Conseil de Surveillance le 25 juillet 2016. Ils ont par ailleurs fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2016, **Xavier Martiré, Président du directoire d'Elis**, a déclaré :

« Nous sommes heureux d'annoncer aujourd'hui des résultats semestriels en ligne avec les objectifs annuels. En dépit d'un environnement qui reste morose, particulièrement en France et au Brésil, la croissance organique du Groupe ressort à +3,1% et la marge d'EBITDA est en ligne avec nos attentes.

En France, la croissance organique est de +1,3% au premier semestre. Dans un marché déjà impacté par les attentats de novembre 2015, les nombreuses manifestations et grèves du deuxième trimestre ont pénalisé davantage notre activité, surtout en Hôtellerie-Restaurant. Le marché français reste donc difficile, mais les initiatives que nous avons prises permettent de contenir la baisse de marge à moins de 30 points de base, en ligne avec nos attentes annuelles.

En Europe, les acquisitions et la croissance organique de près de 6% ont soutenu le renforcement de nos parts de marchés. La marge d'EBITDA s'est améliorée de 70 points de base, grâce notamment aux synergies réalisées.

En Amérique latine, en dépit d'un contexte difficile au Brésil, notre dynamique commerciale nous a permis d'atteindre plus de 10% de croissance organique, confirmant le fort potentiel du marché. De plus, les transferts de savoir-faire ont entraîné une amélioration de la marge d'EBITDA de 180 points de base dans la région.

Depuis le début de l'année, le Groupe a poursuivi sa stratégie en consolidant ses plateformes géographiques en Europe et en Amérique latine, avec des acquisitions en Suisse et au Brésil. Ces acquisitions contribueront à accélérer le développement du Groupe.

Les résultats du premier semestre nous permettent de confirmer nos objectifs annuels : nous attendons un chiffre d'affaires de 1,5Md€ porté par 3% de croissance organique et 4% de croissance externe. Concernant les marges, l'année devrait être en ligne avec le premier semestre ; nous tablons sur un repli de l'ordre de 30 points de base en France mais viserons une nouvelle amélioration de la rentabilité en Europe et en Amérique latine.»

Chiffre d'affaires

• CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES (DONNÉES PUBLIÉES)

(millions EUR)	2016			2015			Var.		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Commerce & Services	84,8	85,8	170,6	83,1	85,5	168,6	+2,1%	+0,4%	+1,2%
Hôtellerie – Restauration	66,9	82,9	149,7	62,2	83,3	145,5	+7,4%	-0,5%	+2,9%
Industrie	47,1	46,9	94,1	46,7	47,2	94,0	+0,9%	-0,6%	+0,1%
Santé	41,3	41,2	82,5	39,4	39,9	79,3	+4,8%	+3,3%	+4,0%
France*	234,0	250,7	484,7	228,2	250,5	478,6	+2,6%	+0,1%	+1,3%
Europe du Nord	50,3	52,2	102,5	38,2	46,1	84,2	+31,7%	+13,3%	+21,6%
Europe du Sud	33,5	40,3	73,8	28,9	37,1	66,0	+16,0%	+8,7%	+11,9%
Europe**	83,8	92,5	176,3	67,0	83,2	150,2	+25,0%	+11,3%	+17,4%
Amérique latine	28,1	31,7	59,8	22,3	22,8	45,1	+26,1%	+38,9%	+32,6%
Entités manufacturières	4,7	4,8	9,5	4,5	3,9	8,5	+4,2%	+20,9%	+12,0%
TOTAL	350,6	379,7	730,2	322,0	360,4	682,4	+8,9%	+5,4%	+7,0%

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après Autres, dont Réductions sur ventes

**Europe hors France

• CROISSANCE ORGANIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

(millions EUR)	Croissance organique T1	Croissance organique T2	Croissance organique S1
Commerce & Services	+2,1%	+0,4%	+1,2%
Hôtellerie – Restauration	+7,4%	-0,5%	+2,9%
Industrie	+0,9%	-0,6%	+0,1%
Santé	+4,8%	+3,3%	+4,0%
France*	+2,6%	+0,1%	+1,3%
Europe du Nord	+2,6%	+2,6%	+2,6%
Europe du Sud	+11,0%	+8,7%	+9,7%
Europe**	+6,2%	+5,3%	+5,7%
Amérique latine	+13,9%	+10,0%	+11,9%
Entités manufacturières	+5,6%	+25,4%	+14,8%
TOTAL	+4,1%	+2,2%	+3,1%

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après Autres, dont Réductions sur ventes

Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires du Groupe est en hausse de 7,0% à 730,2m€. La croissance organique (+3,1%) et l'impact des acquisitions réalisées (+5,6%) ont partiellement été compensés par un effet de change négatif (-1,7%).

France

Au premier semestre 2016, la croissance du chiffre d'affaires de +1,3% en France est intégralement organique. Les effets de calendrier très favorables et non récurrents du premier trimestre (semaine de Pâques en mars alors qu'elle était en avril en 2015 et impact d'une journée supplémentaire en février du fait de l'année bissextile) entraînent un ralentissement mécanique de la croissance au deuxième trimestre (+0,1% contre +2,6% au premier trimestre). De plus :

- Le chiffre d'affaires des Commerce & Services augmente de 1,2%. Le contexte économique reste difficile et la croissance reste limitée malgré une bonne dynamique commerciale dans les services au premier trimestre.
- Le chiffre d'affaires en Hôtellerie–Restauration est en croissance de 2,9%. En plus des éléments mentionnés précédemment, le deuxième trimestre est impacté négativement par une mauvaise météo, ainsi que par les diverses grèves et manifestations qui ont eu lieu dans le pays. Le déploiement des grands contrats hôteliers se déroule néanmoins de manière conforme aux attentes.
- Le chiffre d'affaires dans l'Industrie est à l'équilibre. L'activité est restée globalement faible chez nos clients et le contexte difficile a pesé au deuxième trimestre.
- Le chiffre d'affaires dans la Santé augmente de 4,0%, porté par le déploiement des grands contrats en court et en long séjour.

Europe (hors France)

Au premier semestre, la croissance du chiffre d'affaires en Europe du Nord (+21,6%) est fortement tirée par les acquisitions réalisées en avril 2015, juillet 2015 et janvier 2016. La croissance organique est de +2,6%, la Suisse et l'Allemagne, nos principaux marchés de la zone, étant bien orientés.

Le chiffre d'affaires en Europe du Sud poursuit sa dynamique de croissance (+11,9%) dans un contexte économique favorable, avec une croissance organique proche de 10%. Cette performance est à nouveau tirée par l'Espagne ; la croissance intrinsèque du marché et notre très bonne dynamique commerciale dans tous les secteurs confirment le fort potentiel du pays, dans lequel nous continuons de gagner des parts de marché.

Amérique latine

La croissance du chiffre d'affaires en Amérique latine est de 32,6%, en grande partie tirée par les acquisitions au Brésil de juillet 2015 et janvier 2016, ainsi que par l'acquisition d'Albia, au Chili (consolidé depuis le 1^{er} octobre 2015). La croissance organique est de 11,9% au premier semestre et provient uniquement du Brésil. Ceci est le résultat de 3 effets principaux : (i) des augmentations de prix, (ii) une forte activité des hôpitaux, laboratoires et cabinets médicaux en raison des épidémies qui ont marqué l'été brésilien au premier trimestre et (iii) le gain de quelques nouveaux contrats avec des grands comptes qui adoptent pour la première fois notre modèle de location-entretien. Dans un contexte difficile au Brésil, cette bonne performance organique confirme le fort potentiel du marché. Par ailleurs, la dépréciation du real brésilien a fortement pesé au premier semestre (impact de -22,4% sur la croissance en Amérique latine). L'effet devise devrait néanmoins s'inverser au deuxième semestre.

EBITDA

(millions EUR)

	S1 2016	S1 2015	Variation
France	163,3	162,7	+0,4%
En % du chiffre d'affaires	33,7%	33,9%	-27pb
Europe*	40,7	33,6	+21,2%
En % du chiffre d'affaires	23,1%	22,3%	+71pb
Amérique latine	12,5	8,6	+44,8%
En % du chiffre d'affaires	20,8%	19,1%	+176pb
Entités manufacturières	1,7	1,4	+21,0%
En % du chiffre d'affaires	12,1%	10,1%	+196pb
Holdings	(2,1)	(1,6)	n/a
TOTAL	216,1	204,6	+5,6%
En % du chiffre d'affaires	29,6%	30,0%	-39pb

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Europe hors France

Au premier semestre 2016, l'EBITDA du Groupe est en augmentation de 5,6% à 216,1m€. La marge d'EBITDA est en baisse de 39pb, en lien, d'une part, avec la baisse de la marge d'EBITDA en France (-27pb) et, d'autre part, avec l'effet mix négatif : l'Europe et l'Amérique latine, zones aux marges plus faibles, affichent un taux de croissance du chiffre d'affaires supérieur à celui de la France. En France, l'EBITDA en pourcentage du chiffre d'affaires est, comme attendu, en baisse de près de 30pb, principalement en raison de conditions de marchés qui restent difficiles, bien que partiellement compensées par les initiatives d'amélioration de la productivité que nous avons mises en place.

En Europe (hors France), la consolidation des positions et le transfert des savoir-faire continuent de porter leurs fruits, avec une marge d'EBITDA en augmentation de 71 pb.

En Amérique latine, le transfert des savoir-faire et le succès de l'intégration de la filiale chilienne permettent d'améliorer la marge d'EBITDA de 176pb.

De l'EBITDA au Résultat net

(millions EUR)

	S1 2016	S1 2015
EBITDA	216,1	204,6
En % du chiffre d'affaires	29,6%	30,0%
Dotations aux amortissements	(123,6)	(116,9)
EBIT	92,5	87,7
En % du chiffre d'affaires	12,7%	12,9%
Frais bancaires	(0,7)	(0,8)
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(22,0)	(21,8)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(2,5)	(4,8)
Résultat opérationnel	67,3	60,4
En % du chiffre d'affaires	9,2%	8,8%
Résultat financier	(27,0)	(42,5)
Frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement	-	(123,3)

	Résultat avant impôts	40,2	(105,4)
Charge d'impôt		(17,1)	24,8
	Résultat net publié	23,1	(80,6)
	Résultat net courant*	38,9	15,7

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après élimination de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions et des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015.

EBIT

En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBIT est en baisse de 19 points de base au premier semestre. La baisse de la marge d'EBITDA est partiellement compensée par des dotations aux amortissements (en pourcentage du chiffre d'affaires) moins élevées qu'au premier semestre 2015, traduisant une plus grande discipline dans les achats de linge.

Résultat opérationnel

Le Résultat opérationnel est en hausse en valeur ainsi qu'en pourcentage du chiffre d'affaires.

Les dotations aux amortissements des incorporels relèvent pour l'essentiel d'actifs reconnus en 2007, dont l'amortissement s'achèvera en octobre 2018.

Résultat financier

Le Résultat financier est en nette amélioration. Pour mémoire, la nouvelle structure de dette a été mise en place en février puis avril 2015. Le résultat financier n'était donc pas normatif au premier semestre 2015, mais il l'est au premier semestre 2016.

Résultat net

Le Résultat net ressort à 23,1m€. Au premier semestre 2015, il comprenait 123,3 m€ de frais non récurrents liés à l'introduction en bourse et aux différentes opérations de refinancement.

Résultat net courant

Après élimination des dotations aux amortissements des incorporels (nets de l'effet impôt), le Résultat net courant du premier semestre 2016 ressort à 38,9m€, en forte augmentation par rapport au premier semestre 2015.

Autres éléments financiers

Investissements

Au premier semestre 2016, les investissements nets du Groupe ressortent à 133,9m€ (18,3% du chiffre d'affaires), contre 141,1m€ (20,7% du chiffre d'affaires) sur la même période l'année dernière. Pour mémoire, le premier semestre 2015 avait été impacté par les achats de linge et les investissements industriels nécessaires à absorber les volumes liés aux grands contrats signés fin 2014.

Free cash-flow courant

Le Free cash-flow courant ressort à 6,7m€, contre -22,9m€ au premier semestre 2015. Cette amélioration est due à la hausse des flux opérationnels et à la baisse des intérêts payés. Pour mémoire, la saisonnalité de l'activité est telle que la quasi-totalité du Free cash-flow courant est générée au deuxième semestre.

Endettement financier net ajusté

L'endettement financier net ajusté du Groupe au 30 juin 2016 est de 1 506,4m€ soit 3,2x l'EBITDA des douze derniers mois (proforma des acquisitions réalisées).

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, l'endettement financier net est impacté par les acquisitions réalisées en début d'année et par la distribution aux actionnaires de 39,9m€ au titre de l'exercice 2015.

Distribution au titre de l'exercice 2015

L'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 27 mai 2016 a approuvé la distribution de 0,35€ par action au titre de l'exercice 2015. Cette distribution a été effectuée le 7 juin 2016 pour un montant total de 39,9m€. En 2015, la distribution a été effectuée le 2 juillet 2015.

Définitions financières

- La croissance organique du chiffre d'affaires du Groupe est calculée en excluant (i) les effets des changements de périmètre de consolidation des « acquisitions importantes » et des « cessions importantes » réalisées pendant chacune des périodes comparées ainsi que (ii) l'effet de la variation des taux de change.
- L'EBITDA est défini comme l'EBIT, avant dotations aux amortissements net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat.
- La marge d'EBITDA est définie comme l'EBITDA divisé par le chiffre d'affaires.
- L'EBIT est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des relations clientèle, pertes de valeur sur écarts d'acquisition, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions).
- Le Free cash-flow courant est défini comme l'EBITDA moins ses éléments non-cash et diminué de la variation de besoin en fonds de roulement opérationnel, des achats de linge, des investissements industriels (nets des cessions), de l'impôt payé et des intérêts financiers payés.
- La notion d'endettement net ajusté utilisée par le Groupe est constituée de la somme des dettes financières non courantes, des dettes financières courantes et de la trésorerie et équivalents de trésorerie ajustée des frais d'émission d'emprunts capitalisés restants à amortir selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et du compte courant bloqué de participation.

4.2.3.3 ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À L'ARRÊTÉ DES COMPTES SEMESTRIELS

Aucun évènement n'est survenu postérieurement à l'arrêté des comptes semestriels.

4.2.4 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Le 27 mai 2016, l'assemblée générale mixte des actionnaires a réuni un quorum de 74,01 % représentant 242 actionnaires et un total de 84 317 482 actions représentant 104 493 082 droits de vote. Cette assemblée générale a approuvé l'ensemble des résolutions figurant à l'ordre du jour.

Comme indiqué ci-avant au paragraphe 4.2.3.1, au cours de cette assemblée générale, les actionnaires ont notamment approuvé la recommandation du conseil de

surveillance de renouveler les mandats de membres du conseil de surveillance de Messieurs Michel Datchary et Marc Frappier pour une période de quatre années et, la ratification de la nomination de Monsieur Maxime de Bentzmann en qualité de nouveau membre du conseil de surveillance pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur. Le conseil de surveillance a par ailleurs renouvelé Messieurs Michel Datchary et Marc Frappier dans leurs fonctions respectives au sein du comité des nominations et des rémunérations.

Le 1^{er} juin 2016, le conseil de surveillance a coopté Madame Magali Chesse en qualité de nouveau membre du conseil de surveillance en remplacement de Madame Virginie Morgon, démissionnaire. A cette même date, Monsieur Philippe Audouin a fait part de sa décision de démissionner de ses fonctions au sein du comité d'audit sans incidence sur son mandat de membre du conseil de surveillance. Madame Magali Chesse a été désignée par le conseil de surveillance pour lui succéder au comité d'audit.

4.2.4.1 COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE AU 30 JUIN 2016

Au 30 juin 2016, le conseil de surveillance d'Elis se compose de neuf membres, dont trois femmes, et cinq membres indépendants, soit 56 % des membres du conseil de surveillance :

Nom ou dénomination sociale	Qualité	Expiration du mandat
Thierry Morin	Président du conseil de surveillance	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2018
Marc Frappier	Vice-Président du conseil de surveillance	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2019
Michel Datchary	Membre du conseil de surveillance	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2019
Magali Chesse	Membre du conseil de surveillance	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2018
Philippe Delleur	Membre du conseil de surveillance	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2018
Florence Noblot	Membre du conseil de surveillance	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2016
Agnès Pannier-Runacher	Membre du conseil de surveillance	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2017
Philippe Audouin	Membre du conseil de surveillance	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2016
Maxime de Bentzmann	Membre du conseil de surveillance	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2017

■ Membre indépendant.

4.2.4.2 COMPOSITION DES COMITÉS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE AU 30 JUIN 2016

Au 30 juin 2016, la composition des comités du conseil de surveillance est la suivante :

- le comité d'audit est composé des trois membres suivants (dont deux membres indépendants) pour la durée coïncidant avec celle de leur mandat respectif au sein du conseil de surveillance :
 - ◇ Agnès-Pannier-Runacher, Présidente du comité d'audit,
 - ◇ Thierry Morin, membre du comité d'audit,
 - ◇ Magali Chesse, membre du comité d'audit ;
- le comité des nominations et des rémunérations est composé des trois membres suivants, (dont deux membres indépendants) nommés pour une durée coïncidant avec celle de leur mandat respectif de membre du conseil de surveillance :
 - ◇ Michel Datchary, Président du comité des nominations et des rémunérations,
 - ◇ Florence Noblot, membre du comité des nominations et des rémunérations,
 - ◇ Marc Frappier, membre du comité des nominations et des rémunérations.

4.2.4.3 COMPOSITION DU DIRECTOIRE AU 30 JUIN 2016

Au 30 juin 2016, le directoire est composé des trois membres suivants :

Nom	Qualité	Expiration du mandat
Xavier Martiré	Président du directoire	5 septembre 2018
Louis Guyot	Membre du directoire	5 septembre 2018
Matthieu Lechary	Membre du directoire	5 septembre 2018

4.2.4.4 RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU DIRECTOIRE

Conformément à l'autorisation de l'assemblée générale du 27 mai 2016 consentie aux termes de sa 22^e résolution et du conseil de surveillance, sur avis du comité des nominations et des rémunérations, un nouveau plan d'attribution d'actions de performance a été mis en place au cours du premier semestre 2016. Il bénéficie des nouvelles dispositions de la loi Macron du 6 août 2015.

Ainsi, le 15 juin 2016, dans le cadre de ce nouveau plan, Xavier Martiré, Président du Directoire s'est vu attribuer 207 520 actions de performance au titre de ses fonctions de Président du Directoire, et les deux autres membres du directoire, Louis Guyot et Matthieu Lechary se sont vus attribuer chacun 35 071 actions de performance au titre de leurs fonctions respectives de Directeur Administratif et Financier et de Directeur Général Adjoint en charge des opérations. Cette attribution s'est inscrite dans le cadre d'un plan d'ensemble bénéficiant à plus de 200 cadres dirigeants et supérieurs du Groupe, pour un total de 998 636 actions (représentant 0,875 % du capital social de la Société à la date de la décision d'attribution, dont 0,243 % pour les membres du directoire).

Les actions de performance attribuées en 2016 sont de deux catégories (A et B).

L'acquisition de ces actions de performance pour chaque catégorie par les membres du comité de direction (en ce compris les membres du directoire) ne sera définitive qu'à l'issue d'une période d'acquisition de trois ans suivant la date d'attribution. Cette acquisition est soumise à une condition de présence et à des conditions de

performance, ces dernières étant définies en référence à trois critères quantitatifs liés au chiffre d'affaires consolidé, à l'EBIT consolidé et à la performance relative du cours de l'action de la Société par rapport à l'indice SBF 120 en ce qui concerne les Actions de Performance de catégorie A, et en référence à deux critères liés au chiffre d'affaires et à l'EBIT en ce qui concerne les actions de catégorie B.

La détermination du nombre définitif d'actions acquises à l'issue de la période d'acquisition sera appréciée au terme d'une période de performance de deux exercices (i.e. au terme de l'exercice 2017) pour 67 % des actions de performance de chaque catégorie attribuées, et au terme d'une période de performance de trois exercices (i.e. au terme de l'exercice 2018) pour 33 % des actions de performance attribuées de chaque catégorie.

Le nombre d'actions définitivement acquises sera fonction du nombre d'objectifs atteints, étant précisé que pour chaque catégorie d'actions de performance, l'atteinte des critères de performance est binaire de sorte que si le critère n'est pas atteint, la fraction des droits attachée à l'objectif concerné n'est pas due et les actions afférentes ne sont pas acquises.

Sur cette base, les bénéficiaires acquerront 20 % des actions de performance de catégorie A attribuées si un critère est atteint, 50 % des actions de performance de catégorie A attribuées si 2 critères sont atteints et 100 % des actions de performance de catégorie A attribuées si les 3 critères sont atteints. S'agissant des actions de performance de catégorie B, leur acquisition requiert l'atteinte d'au moins un objectif, étant précisé que la réalisation d'un seul des objectifs donne droit à l'acquisition de 50 % des actions attribuées.

Il n'y a pas de période de conservation dans le cadre de ce plan, mais chaque membre du directoire est soumis à une obligation de conservation jusqu'à la cessation de ses fonctions.

4.2.5 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2016

Période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016

Elis SA 33, rue Voltaire - 92800 Puteaux

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ELIS, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly Sur Seine et à Courbevoie, le 26 juillet 2016

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Bruno TESNIERE

Mazars

Isabelle MASSA

4.2.6 COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSÉS AU 30 JUIN 2016

4.2.6.1 ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

En milliers d'euros	Notes	S1-2016	S1-2015
<i>(non audité)</i>			
Produits de l'activité ordinaire	3.1	730 233	682 396
Coût du linge, des appareils et des autres consommables		(121 083)	(114 700)
Coûts de traitement		(276 906)	(255 210)
Coûts de distribution		(116 482)	(110 830)
Marge brute		215 762	201 656
Frais de Vente, Généraux et Administratifs		(123 919)	(114 752)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle	3.2	91 843	86 904
Dotation aux amortissements des relations clientèle	4.1	(22 017)	(21 769)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition		0	0
Autres produits et charges opérationnels	4.2	(2 550)	(25 970)
Résultat opérationnel		67 275	39 165
Résultat financier	8.1	(27 003)	(144 556)
Résultat avant impôt		40 272	(105 391)
Charge d'impôt	9	(17 145)	24 751
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		0	0
Résultat net		23 127	(80 640)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère		23 119	(80 638)
- participations ne donnant pas le contrôle		8	(2)
Résultat par action :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	0,20 €	-0,82 €
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	0,20 €	-0,82 €

4.2.6.2 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

En milliers d'euros	Notes	S1-2016	S1-2015
Résultat net		23 127	(80 640)
Gains (pertes) résultant de l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture		(5 399)	961
Reclassement de la réserve de couverture en compte de résultat		402	5 887
Total variation de la réserve de couverture		(4 997)	6 848
Effets d'impôts		1 716	(2 358)
Réserves de conversion		28 642	3 945
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		25 361	8 435
Reconnaissance des pertes et gains actuariels en capitaux propres		(3 740)	0
Effets d'impôt		1 288	0
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		(2 452)	0
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		22 909	8 435
RESULTAT GLOBAL TOTAL		46 037	(72 205)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère		46 027	(72 107)
- participations ne donnant pas le contrôle		10	(98)

4.2.6.3 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE INTERMÉDIAIRE ACTIF

En milliers d'euros	Notes	30/06/2016	31/12/2015
		net	net
<i>(non audité)</i>			
Ecarts d'acquisition	6.1	1 616 759	1 586 889
Immobilisations incorporelles		354 681	370 965
Immobilisations corporelles		800 876	775 214
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		0	0
Actifs disponibles à la vente		180	146
Autres actifs non courants		4 811	6 270
Actifs d'impôt différé		14 131	12 444
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		2 791 437	2 751 927
Stocks		55 779	52 464
Clients et autres débiteurs		395 957	358 339
Actifs d'impôt exigibles		3 280	4 099
Autres actifs		14 868	12 780
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.3	136 302	56 594
Actifs détenus en vue de la vente	2.4	8 364	0
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		614 550	484 276
TOTAL ACTIF		3 405 987	3 236 203

4.2.6.4 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE INTERMÉDIAIRE - PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	30/06/2016	31/12/2015
<i>(non audité)</i>			
Capital émis	10.1	1 140 062	1 140 062
Primes liées au capital		280 874	320 777
Autres réserves		724	724
Résultats accumulés non distribués		(341 753)	(361 531)
Autres composantes des capitaux propres		(21 712)	(45 610)
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE		1 058 195	1 054 420
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE		603	(338)
CAPITAUX PROPRES		1 058 798	1 054 083
Provisions	7.1	23 514	23 820
Passifs liés aux avantages au personnel		62 642	58 259
Emprunts et dettes financières	8.2	1 267 226	1 267 386
Passifs d'impôt différés		187 322	181 770
Autres passifs non courants		44 088	39 810
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		1 584 792	1 571 045
Provisions - part à moins d'un an	7.1	5 576	5 766
Dettes d'impôt exigible		1 190	1 787
Fournisseurs et autres créditeurs		128 768	135 034
Autres passifs		244 853	232 546
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	8.2	379 408	235 942
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	2.4	2 603	0
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		762 398	611 076
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		3 405 987	3 236 203

4.2.6.5 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Note	S1-2016	S1-2015
<i>(non audité)</i>			
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ			
RESULTAT NET CONSOLIDÉ		23 127	(80 640)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	4.1	144 060	137 613
Quote part de subvention virée au compte de résultat	4.1	(58)	(59)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition		0	0
Paiements en actions		654	345
Ajustement de l'actualisation de provisions et avantages au personnel	8.1	502	466
Plus et moins-values de cession		903	274
QP de résultats liée aux sociétés mises en équivalence		0	0
Autres		(817)	(1 141)
Dividendes (titres non consolidés)		(12)	(12)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS COUT DE L' ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT		168 359	56 846
Coût de l'endettement financier net	8.1	26 787	75 206
Charge d'impôt		17 145	(24 751)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COUT DE L' ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT		212 292	107 301
Impôts versés		(7 120)	(11 563)
Variation des stocks		(2 636)	1 090
Variation des clients et autres débiteurs		(31 383)	(17 565)
Variation des autres actifs		(2 702)	1 239
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs		(7 339)	(14 126)
Variation des autres passifs		7 856	3 037
Variation des autres postes		(103)	(37)
Avantages au personnel		204	289
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ		169 070	69 665
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX INVESTISSEMENTS			
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		(4 879)	(3 143)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles		0	0
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		(129 239)	(138 334)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		185	386
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	2.1	(32 122)	(52 377)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		1 000	1 000
Variation des prêts et avances consentis		461	300
Dividendes reçus des participations associées		12	12
Subventions d'investissement		54	11
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(164 528)	(192 145)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital		457	689 418
Actions propres		449	(1 002)
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- versés aux actionnaires de la société mère		(39 871)	0
- versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	0
Variation de l'endettement (1)		136 210	(472 059)
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts		866 865	2 088 639
- Remboursement d'emprunts		(730 655)	(2 560 698)
Intérêts financiers nets versés		(22 790)	(52 466)
Autres flux liés aux opérations de financement		(331)	1 231
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		74 125	165 122
VARIATION DE TRÉSORERIE		78 666	42 642
Trésorerie à l'ouverture		55 697	58 523
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie		1 123	309
TREASORERIE À LA CLOTURE		135 486	101 475
	8.3		

(1) Variation nette des lignes de crédit

4.2.6.7 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES AU 30 JUIN 2015

En milliers d'euros (non audité)	Capital émis au capital	Primes liées	Autres réserves	Résultats accumulés non distribués	Réserves de couverture	Réserves de conversion	Réserves sur paiements en actions	Réserves sur actions propres	Ecart actuariels	Impôt différé	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2014	497 610	175 853	7 224	(302 305)	(13 238)	574	0	0	(3 273)	5 832	368 277	(125)	368 152
Augmentations de capital	658 805	181 801									840 606		840 606
Réductions de capital	(16 354)	(3 463)		(1 410)							(21 227)		(21 227)
Distributions aux actionnaires		(33 402)	(6 500)	21							(39 881)		(39 881)
Incidence des variations de périmètre										0	0		0
Autres variations				(8)			345	(1 002)			(665)		(665)
Résultat net de la période				(80 638)							(80 638)	(2)	(80 640)
Gains (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres					6 848	4 042			0	(2 358)	8 532	(97)	8 436
Résultat global total				(80 638)	6 848	4 042	0	0	0	(2 358)	(72 106)	(98)	(72 204)
Solde au 30 juin 2015	1 140 062	320 789	724	(384 334)	(6 390)	4 610	345	(1 002)	(3 273)	3 475	1 075 004	(224)	1 074 780
													(2 235)

4.2.6.8 NOTES EXPLICATIVES

Le groupe Elis est un leader de la location et de l'entretien de textiles et des services d'hygiène en Europe continentale et en Amérique latine. Elis est une société de droit français, cotée sur le marché Euronext à Paris, dont le siège social est situé au 33, rue Voltaire, 92800 Puteaux, France.

Les présents comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le directoire le 25 juillet 2016 et ont fait l'objet d'un examen par le comité d'audit du 22 juillet 2016 et par le conseil de surveillance d'Elis le 25 juillet 2016. Ils ont par ailleurs fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

- NOTE 1 Méthodes et principes comptables
- NOTE 2 Faits marquants et modification du périmètre de consolidation
- NOTE 3 Information sectorielle
- NOTE 4 Autres données opérationnelles
- NOTE 5 Charges et avantages du personnel
- NOTE 6 Immobilisations incorporelles et corporelles
- NOTE 7 Provisions et passifs éventuels
- NOTE 8 Financement et instruments financiers
- NOTE 9 Impôts sur les résultats
- NOTE 10 Capitaux propres et résultat par action
- NOTE 11 Engagements hors bilan
- NOTE 12 Informations relatives aux parties liées
- NOTE 13 Événements postérieurs à la date de clôture

NOTE 1 MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1 BASE DE PRÉPARATION

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Elis comprennent les comptes d'Elis et de ses filiales.

Le groupe Elis (ou le Groupe) désigne la société Elis (ou la Société), société mère du groupe Elis et les sociétés qu'elle contrôle et qui sont consolidées.

Ces comptes sont établis selon le principe de continuité d'exploitation, et selon la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à la juste valeur. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

1.2 RÉFÉRENTIEL APPLIQUÉ

Les comptes consolidés intermédiaires condensés d'Elis pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas l'intégralité de l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Ils ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Committee* (« IFRIC »), à présent appelé *IFRS Interpretation Committee* ou émises par l'organisme qui l'a précédé le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 30 juin 2016, le Groupe n'a pas anticipé les normes, amendements ou interprétations dont l'application n'est pas obligatoire.

Les comptes présentent :

- l'état du résultat et l'état du résultat global consolidé ;
- l'état de la situation financière consolidée ;
- le tableau des flux de trésorerie ;
- le tableau de variation des capitaux propres ;
- les notes explicatives.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2015 et avec les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2015.

1.3 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DÉTERMINANTS

La préparation des comptes intermédiaires requiert du management de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ces futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Pour la préparation des présents comptes consolidés intermédiaires condensés, les jugements exercés par le management dans l'application des principes comptables du Groupe et les principales estimations sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2015, à l'exception de :

- l'estimation réalisée pour la comptabilisation de la charge intermédiaire d'impôt ;
- la CVAE et la participation qui sont provisionnées à 50 % de la charge annuelle estimée ;
- les engagements de retraite n'ont pas fait l'objet de nouvelles évaluations actuarielles dans le cadre des comptes consolidés intermédiaires condensés. La charge de retraite pour la période représente 50 % de la charge estimée pour 2016 sur la base des données retenues au 31 décembre 2015, extrapolée des variations significatives des hypothèses (taux d'actualisation en France). Au cas particulier de la Suisse, le taux d'actualisation des provisions pour indemnités de fin de carrière a diminué de l'ordre de 50 points de base par rapport au 31 décembre 2015. Une telle baisse entraînerait une augmentation des engagements de l'ordre de 6,5 millions d'euros en contrepartie des capitaux propres consolidés. Les actifs de couverture des engagements de retraite de la Suisse n'ont par ailleurs pas fait l'objet d'une réévaluation au 30 juin 2016. L'incidence de ces variations n'a pas été constatée dans les comptes consolidés condensés au 30 juin 2016.

1.4 PRODUITS PERÇUS DE FAÇON SAISONNIÈRE

Les produits des activités ordinaires, le résultat opérationnel avant autres produits et charges et tous les indicateurs opérationnels sont peu sujets aux fluctuations saisonnières, à l'exception de l'activité touristique et des congés d'été qui impactent l'activité de certains centres. De plus, l'impact de la saisonnalité varie selon les pays dans lesquels le Groupe réalise ses opérations. Par conséquent, les résultats intermédiaires pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016 ne reflètent pas forcément ce que seront les résultats attendus pour la totalité de l'année 2016.

1.5 CHANGEMENTS COMPTABLES ET RETRAITEMENTS DES INFORMATIONS FINANCIÈRES DES EXERCICES ANTÉRIEURS

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, les normes, amendements et améliorations publiés par l'IASB dont l'application est obligatoire au 1^{er} janvier 2016 n'ayant pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2016.

Par ailleurs, la norme IFRS3 impose de retraiter rétrospectivement les périodes antérieurement publiées dans les cas de regroupements d'entreprises (comptabilisation du montant définitif de la juste valeur des actifs acquis ainsi que des passifs et passifs éventuels assumés lorsque cette juste valeur avait été déterminée de manière provisoire à la clôture précédente).

En lien avec les acquisitions réalisées dans les 12 derniers mois, le montant de l'écart d'acquisition figurant dans les comptes consolidés intermédiaires condensés a été alloué à hauteur de 2 452 milliers d'euros par rapport au montant présenté dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015 publiés dans le document de référence.

Les tableaux suivants présentent les effets de cette affectation par rapport au bilan au 31 décembre 2015 arrêté en mars 2016.

En milliers d'euros	31/12/2015 publié	IFRS 3	31/12/2015 retraité
<i>(non audité)</i>			
Ecarts d'acquisition	1 589 340	-2 452	1 586 889
Immobilisations incorporelles	368 778	2 188	370 965
Immobilisations corporelles	774 923	290	775 214
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0	0	0
Actifs disponibles à la vente	146	0	146
Autres actifs non courants	6 270	0	6 270
Actifs d'impôt différé	12 118	326	12 444
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	2 751 575	352	2 751 927
Stocks	52 547	-83	52 464
Clients et autres débiteurs	358 341	-2	358 339
Actifs d'impôt exigibles	4 099	0	4 099
Autres actifs	12 780	0	12 780
Trésorerie et équivalents de trésorerie	56 594		56 594
Actifs détenus en vue de la vente	0	0	0
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	484 361	-85	484 276
TOTAL ACTIF	3 235 936	267	3 236 203

En milliers d'euros	31/12/2015 publié	IFRS 3	31/12/2015 retraité
<i>(non audité)</i>			
Capital émis	1 140 062	0	1 140 062
Primes liées au capital	320 777	0	320 777
Autres réserves	724	0	724
Résultats accumulés non distribués	(361 142)	(389)	(361 531)
Autres composantes des capitaux propres	(45 616)	6	(45 610)
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	1 054 804	(383)	1 054 420
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	(338)	0	(338)
CAPITAUX PROPRES	1 054 466	(383)	1 054 083
Provisions	22 918	902	23 820
Passifs liés aux avantages au personnel	58 259	0	58 259
Emprunts et dettes financières	1 267 386	0	1 267 386
Passifs d'impôt différés	182 131	(360)	181 770
Autres passifs non courants	39 639	171	39 810
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	1 570 332	712	1 571 045
Provisions - part à moins d'un an	5 766	0	5 766
Dettes d'impôt exigible	1 848	(60)	1 787
Fournisseurs et autres créditeurs	135 059	(25)	135 034
Autres passifs	232 546	0	232 546
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	235 919	23	235 942
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	0	0	0
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	611 138	(62)	611 076
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	3 235 936	267	3 236 203

NOTE 2 FAITS MARQUANTS ET MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 ACQUISITIONS RÉALISÉES AU 1^{ER} SEMESTRE 2016

Le Groupe a procédé aux investissements suivants au cours de la période :

En Allemagne :

Le 7 janvier 2016, le Groupe a fait l'acquisition de deux blanchisseries à Wismar et à Stralsund, employant 340 personnes. Cette première acquisition de l'année 2016 vient renforcer l'implantation industrielle d'Elis en Allemagne, qui compte désormais 11 centres de production.

Réalisant ensemble environ 14 millions d'euros de chiffre d'affaires, l'usine de Wismar sert autant de clients de l'hôtellerie-restauration que de la santé, tandis que celle de Stralsund, située sur le littoral de la mer Baltique, a une majorité de clients hôteliers.

Au Brésil :

Le Groupe a fait l'acquisition le 15 juin 2016 de la société Uniforme Lavanderia e Locação Eireli opérant une blanchisserie à Camaçari servant principalement l'industrie dans la région de Bahia (chiffre d'affaires de 0,6 million d'euros en 2015) et employant environ 26 salariés.

En Espagne :

Elis Manomatic a procédé le 2 juin 2016 à l'acquisition des actifs de la société Servicios Hosteleros Textil Rent, en liquidation, opérant une blanchisserie à Almansa (Albacete) servant principalement l'hôtellerie-restauration dans la région de Valence, Alicante et Murcia (chiffre d'affaires de 1,5 million d'euros en 2015) et employant environ 40 salariés.

En France :

Le 1^{er} avril 2016, le Groupe a acquis la société BMF, basée à Yerres (91). Avec un effectif de 16 collaborateurs, BMF a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires total de 1,1 million d'euros sur le marché de la désinsectisation, la dératisation et la désinfection.

En Suisse :

Le 9 juin 2016, le Groupe a fait l'acquisition de On My Way, start-up suisse offrant des solutions pressing innovantes aux particuliers (www.on-my-way.ch). On My Way propose aux particuliers un service de nettoyage, en récupérant leur linge dans des points de collecte placés sur leurs trajets quotidiens (stations-service, supermarchés) ainsi qu'au sein de leurs entreprises. Cette activité constitue le prolongement naturel des services du Groupe.

• PRINCIPALES DONNÉES SUR CES TRANSACTIONS

Les actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Juste valeur reconnue à la date d'acquisition	dont France	dont Allemagne	dont Espagne	dont Suisse	dont Brésil
Bilan						
Immobilisations incorporelles	385	0	361	0	24	0
Immobilisations corporelles	19 329	938	12 828	5 245	14	304
Actifs disponibles à la vente	47	0	47	0	0	0
Autres actifs non courants	0	0	0	0	0	0
Actifs d'impôt différé	0	0	0	0	0	0
Stocks	96	2	76	0	18	0
Clients et autres débiteurs	1 440	320	1 043	0	30	47
Actifs d'impôt exigibles	54	0	54	0	0	0
Autres actifs	164	7	114	0	11	32
Actifs financiers de gestion de trésorerie	0	0	0	0	0	0
Trésorerie et équivalents	1 252	364	898	0	(10)	0
Provisions	(67)	(67)	0	0	0	0
Passifs liés aux avantages au personnel	(27)	0	(27)	0	0	0
Emprunts et dettes financières	(3 057)	(6)	(2 923)	0	(128)	0
Passifs d'impôt différés	(566)	0	(566)	0	0	0
Autres passifs non courants	0	0	0	0	0	0
Provisions - part à moins d'un an	(4)	0	(4)	0	0	0
Passifs liés aux avantages au personnel - à moins d'un an	0	0	0	0	0	0
Dettes d'impôt exigible	1	25	(24)	0	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	(824)	(42)	(718)	0	(13)	(52)
Autres passifs	(3 852)	(163)	(3 173)	(100)	(21)	(396)
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	(104)	0	0	0	(103)	(1)
Total des actifs et passifs identifiés à la juste valeur	14 265	1 378	7 986	5 145	-177	-66
Participations ne donnant pas le contrôle à la juste valeur	(1 820)	0	0	0	(1 820)	0
Ecart d'acquisition	12 753	533	8 326	0	3 361	533
Prix d'acquisition	25 199	1 911	16 312	5 145	1 365	467

Flux de trésorerie liés aux acquisitions

(en milliers d'euros)	30/06/2016	dont France	dont Allemagne	dont Espagne	dont Suisse	dont Brésil
Trésorerie nette acquise avec les filiales	1 251	364	898	0	(10)	0
Montant versé	(33 373)	(2 453)	(16 919)	(4 148)	(4 004)	(5 849)
Flux net de trésorerie	(32 122)	(2 089)	(16 021)	(4 148)	(4 014)	(5 849)

Au 30 juin 2016, compte tenu des récentes acquisitions, la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprises acquises au cours des 12 derniers mois est inachevée et les montants ci-dessus ne sont donc déterminés qu'à titre provisoire.

Depuis leur acquisition, les sociétés acquises ont contribué pour 7,9 millions d'euros au chiffre d'affaires et pour 0,4 million d'euros au résultat opérationnel (avant amortissement des relations clientèle).

Écarts d'acquisition résiduels

Les écarts d'acquisition résiduels correspondent à des éléments non identifiables comme la valeur des personnels du Groupe ainsi que les synergies futures attendues de l'acquisition.

2.2 RACHATS DE PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

En février 2016, le Groupe a acquis, par règlement en trésorerie, la totalité des intérêts minoritaires du sous-groupe InoTex. L'impact de ce rachat est présenté sur la ligne « incidence des variations de périmètre » du tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2016.

2.3 MODIFICATIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les modifications du périmètre intervenues au cours du 1^{er} semestre 2016 sont les suivantes :

Dénomination	Siège social	Activité principale	% d'intérêts 2016	% d'intérêts 2015
France				
BMF	Yerres	Services textiles & hygiène	100	-
Allemagne				
Wismarer Wäscherei GmbH	Wismar	Services textiles & hygiène	100	-
KlinTex GmbH	Waren/Müritz	Autre activité	100	-
Textilpflege Stralsund GmbH & Co. KG	Stralsund	Services textiles & hygiène	100	-
Textilpflege Stralsund Verwaltungs GmbH	Stralsund	Autre activité	100	-
Brésil				
AJS Industria e Comercio de Confecções Ltda	Eusébio	Autre activité	Liquidation	100
Uniforme Lavanderia e Locação Eireli EPP	Camaçari	Services textiles & hygiène	100	-
Espagne				
Elis Indusal UTE	Parets del Vallès (Barcelone)	Services textiles & hygiène	90	-
Suisse				
Blanchisserie des Epinettes, Acacias S.A.	Nyon	Autre activité	Fusion	100
Hedena S.A.	Nyon	Autre activité	Fusion	100
InoTex Bern AG	Berne	Services textiles & hygiène	100	84
Lavopital S.A.	Plan-les-Ouates	Sans activité	Fusion	100
Lavotel Textilleasing GmbH	Rüdtligen-Alchenflüh	Services textiles & hygiène	Fusion	100
On my Way	Lausanne	Services textiles & hygiène	50	-
Picsou Management AG	Muri Bei Bern	Autre activité	100	51
SiRo Holding AG	Muri Bei Bern	Autre activité	100	51
Wäscheria Textil Service AG	Ilanz	Services textiles & hygiène	100	84
Wäscheria Textil Service Bad Ragaz AG	Bad Ragaz	Services textiles & hygiène	100	84
WashTex Holding AG	Berne	Autre activité	100	84

2.4 ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Au 30 juin 2016, les actifs détenus en vue de la vente moins les passifs liés se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	30/06/2016
Actifs non courants	
Ecart d'acquisition	0
Immobilisations incorporelles	0
Immobilisations corporelles	8 364
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0
Actifs courants	
Stocks	0
Clients et autres débiteurs	0
Autres actifs	0
Trésorerie et équivalents	0
Actifs destinés à être cédés	8 364
Passifs non courants	
Provisions	687
Passifs liés aux avantages au personnel	0
Passifs d'impôt différés	1 916
Passifs courants	
Fournisseurs et autres créditeurs	0
Autres passifs	0
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	2 603

Le Groupe a notamment reclassé, en actifs détenus en vue de la vente, les actifs du site de Puteaux sur lequel le siège du Groupe et un ancien centre de production sont situés. En effet, la société M.A.J. a signé, en date du 15 juillet 2015, la promesse de vente de ce site avec un groupement de promoteurs immobiliers, pour un montant maximum de 54 millions d'euros. La vente ne deviendra définitive qu'après la levée de différentes conditions suspensives, dont notamment l'obtention du permis de construire du programme de logements. Cette promesse de vente expirera le 30 mars 2017.

2.5 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE LIÉS AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe a réalisé début juillet 2016 deux acquisitions en Suisse :

- Hygienis SA, spécialisée sur le marché de la dératisation, la désinfection et la désinsectisation (Prévention 3D). Hygienis a réalisé un chiffre d'affaires de 2,2 millions de francs suisses en 2015 et emploie 12 personnes ;
- Wäscherei Mariano, une blanchisserie proche de Zurich servant principalement des clients du secteur de la restauration. La société emploie 45 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 7 millions de francs suisses. Cette opération permet à Elis de renforcer sa couverture dans le canton de Zürich, premier marché hôtelier du pays. Le Groupe dispose désormais de 18 sites de productions sur ce territoire ce qui constitue un réseau inégalé pour traiter les clients historiques de l'hôtellerie et de la santé, mais aussi de l'industrie avec l'offre de vêtements professionnels.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

La définition des secteurs et les règles d'évaluation du résultat des secteurs au 30 juin 2016 sont homogènes avec celles retenues pour l'établissement des comptes annuels.

3.1 PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE

(en millions d'euros)	S1-2016	France	Europe	Amérique latine	Entités manufacturières	Eliminations & holdings	Total
Clients externes		484,7	176,3	59,8	9,5		730,2
Inter-secteur		0,6	0,3	(0,0)	4,7	(5,7)	0,0
Produits de l'activité ordinaire du secteur		485,3	176,6	59,8	14,2	(5,7)	730,2

(en millions d'euros)	S1-2015	France	Europe	Amérique latine (Brésil)	Entités manufacturières	Eliminations & holdings	Total
Clients externes		478,6	150,2	45,1	8,5		682,4
Inter-secteur		0,9	0,2	(0,0)	5,5	(6,6)	0,0
Produits de l'activité ordinaire du secteur		479,5	150,4	45,1	14,0	(6,6)	682,4

3.2 RÉSULTAT

(en millions d'euros)	S1-2016	France	Europe	Amérique latine	Entités manufacturières	Eliminations & holdings	Total
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle		83,1	7,3	2,6	1,0	(2,2)	91,8
<i>Frais financiers divers</i>		0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,7
EBIT		83,3	7,4	2,8	1,1	(2,1)	92,5
<i>Dotations aux amortissements net de la quote part de subvention virée au compte de résultat</i>		80,0	33,3	9,7	0,6	0,0	123,6
EBITDA		163,3	40,7	12,5	1,7	(2,1)	216,1
		33,7%	23,1%	20,8%	12,1%		29,6%

(en millions d'euros)	S1-2015	France	Europe	Amérique latine (Brésil)	Entités manufacturières	Eliminations & holdings	Total
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle		83,8	4,1	(0,1)	0,7	(1,7)	86,9
<i>Frais financiers divers</i>		0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,8
EBIT		84,2	4,3	0,2	0,8	(1,6)	87,7
<i>Dotations aux amortissements net de la quote part de subvention virée au compte de résultat</i>		78,5	29,3	8,4	0,7	0,0	116,9
EBITDA		162,7	33,6	8,6	1,4	(1,6)	204,6
		33,9%	22,3%	19,1%	10,1%		30,0%

Indicateurs non définis par les normes IFRS

L'EBIT est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des relations clientèle, pertes de valeur sur écarts d'acquisition, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions).

L'EBITDA est défini comme l'EBIT, avant dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat.

3.3 INFORMATIONS PAR RAPPORT AUX PAYS ET SEGMENTS DE CLIENTÈLE

(en millions d'euros)	S1-2016	S1-2015
<i>Hôtellerie-Restoration</i>	149,7	145,5
<i>Industrie</i>	94,1	94,0
<i>Commerce & Services</i>	170,6	168,6
<i>Santé</i>	82,5	79,3
<i>Divers</i>	- 12,2	- 8,8
France	484,7	478,6
<i>Allemagne</i>	36,6	25,7
<i>Belgique & Luxembourg</i>	14,7	15,0
<i>République tchèque</i>	0,9	0,9
<i>Suisse</i>	50,3	42,6
<i>Europe du Nord</i>	102,5	84,2
<i>Espagne & Andorre</i>	40,0	33,7
<i>Italie</i>	13,6	13,4
<i>Portugal</i>	20,3	18,8
<i>Europe du Sud</i>	73,8	66,0
Europe	176,3	150,2
<i>Brésil</i>	50,2	45,1
<i>Chili</i>	9,6	-
Amérique latine	59,8	45,1
Entités manufacturières	9,5	8,5
Produits de l'activité ordinaire	730,2	682,4

NOTE 4 AUTRES DONNÉES OPÉRATIONNELLES

4.1 AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET AUTRES CHARGES PAR NATURE

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015
Dotations aux amortissements		
- incluses dans le "Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des relations clientèle"		
Immobilisations incorporelles et corporelles	(34 692)	(32 041)
Articles textiles et tapis	(80 649)	(76 590)
Autres articles en location-entretien	(8 325)	(8 339)
Quote part de subvention virée au compte de résultat	58	59
- figurant en "autres produits et charges opérationnels"	0	0
- dotations aux amortissements des relations clientèle	(22 017)	(21 769)
Total des dotations aux amortissements nettes de la quote part de subvention virée au compte de résultat	(145 625)	(138 681)
Dotations ou reprises de provisions		
- incluses dans le "Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des relations clientèle"	1 398	859
- figurant en "autres produits et charges opérationnels"	226	268
Total des dotations ou reprises de provisions	1 624	1 126
Charges de location simple	(17 563)	(16 883)

4.2 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015
Frais d'acquisitions	(681)	(1 367)
Ajustement de la dette relative aux engagements de rachat de minoritaires	0	1 141
Charges de restructuration	(1 104)	(1 291)
Coûts non capitalisables relatifs au changement de systèmes informatiques	(183)	(1 198)
Litiges	(387)	0
Charges liées aux cessions de sites	(95)	(353)
Frais d'introduction en bourse & rémunérations exceptionnelles liées	0	(21 210)
Charges liées aux actions gratuites accordées après l'introduction en bourse	(654)	(979)
Ecart d'acquisition négatif	817	0
Divers	(263)	(713)
Autres produits et charges opérationnels	(2 550)	(25 970)

NOTE 5 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

5.1 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

En application d'IFRS 2, Elis a estimé la juste valeur des services reçus dans le cadre des plans d'actions gratuites en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués, mesurée en utilisant la méthode de Monte-Carlo, celle-ci étant conditionnée par l'évolution du cours de l'action, et pondérée par l'estimation raisonnable d'atteinte des critères d'attribution des actions. La charge, enregistrée avec une contrepartie en capitaux propres, est répartie sur la durée d'acquisition des droits courant à partir de la date du directoire ayant décidé du plan et est comptabilisée en résultat opérationnel.

Le détail des plans d'attribution gratuite d'actions de performance mis en place en 2015 figure dans le document de référence 2015 incluant le rapport financier annuel à la page 197. Au 30 juin 2016, le nombre de droits restant à acquérir dans le cadre de ces plans est de 495 678 actions de performance en ce qui concerne le plan mis en place le 7 avril 2015, et 42 693 actions de performance en ce qui concerne le plan mis en place le 21 décembre 2015.

Au cours du mois de juin 2016, un nouveau plan d'attribution gratuite d'actions de performance a été mis en place. Ce plan porte sur 998 636 actions de performance de deux catégories (A et B) et a bénéficié à un peu plus de 200 cadres dirigeants et supérieurs du Groupe (en ce compris les membres du directoire).

Il est précisé que l'acquisition de ces actions ne sera définitive qu'à l'issue d'une période d'acquisition de 2 ans, à l'exception des membres du comité de direction (en ce compris les membres du directoire), pour lesquels les actions ne seront acquises qu'à l'issue d'une période d'acquisition de 3 ans. L'acquisition des actions est soumise à des conditions de présence et de performance. Les conditions de performance ont été définies en référence à trois critères liés au chiffre d'affaires consolidé, à l'EBIT consolidé et à la performance relative du cours de l'action de la Société par rapport à l'indice SBF 120 en ce qui concerne les actions de catégorie A, et en référence à deux critères liés au chiffre d'affaires consolidé et à l'EBIT consolidé en ce qui concerne les actions de catégorie B.

La détermination du nombre définitif d'actions acquises à l'issue de la période d'acquisition sera appréciée sur une période de performance de deux exercices pour l'ensemble des bénéficiaires à l'exception des membres du comité de direction (en ce compris les membres du directoire) pour lesquels la performance sera mesurée sur deux exercices (2016 et 2017) pour 67 % des actions de performance attribuées et sur une période de trois exercices (2016, 2017 et 2018) pour 33 % des actions de performance attribuées.

5.2 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS (PARTIES LIÉES)

Les dirigeants sont les membres du Comité de Direction qui compte huit membres et le Président du Directoire au 30 juin 2016. Les rémunérations cumulées (payées ou payables) des principaux dirigeants sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015
Avantages du personnel	3 330	8 169
Avantages postérieurs à l'emploi	18	29
Indemnités de fin de contrat de travail	-	74
Paiement fondé sur des actions	251	726

NOTE 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

6.1 ÉCARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	30/06/2016
Valeur brute	1 654 576
Cumul des pertes de valeur	(67 687)
Valeur nette comptable à l'ouverture	1 586 889
Acquisitions	12 753
Cessions	0
Différences de conversion	15 984
Autres variations	39
Variations sur montant brut	28 776
Pertes de valeur	0
Différences de conversion	1 094
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	0
Variations pertes de valeur	1 094
Valeur nette comptable à la clôture	1 616 759
Valeur brute	1 683 352
Cumul des pertes de valeur	(66 593)

6.2 TESTS DE PERTE DE VALEUR AU 30 JUIN 2016

Conformément à IAS 36, le Groupe apprécie s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur utilisant à la fois des sources d'informations internes et externes.

Les sources d'information externes sont essentiellement constituées par la revue du coût moyen pondéré du capital (WACC).

Les sources d'information internes sont basées sur les *reportings* : une baisse significative de chiffre d'affaires et/ou de profitabilité ou l'incapacité à atteindre le budget sont des indicateurs de perte de valeur.

Étant donné le contexte économique, le Groupe revoit régulièrement la performance de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) afin de décider s'il y a lieu de conduire un test de perte de valeur. Après avoir revu à la fois les sources d'information internes et externes, le management a conclu à l'absence de perte de valeur au 30 juin 2016.

NOTE 7 PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

7.1 PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Mise en conformité	Litiges	Autres	Total
Au 31 décembre 2015	16 161	9 072	4 353	29 586
Augmentations / Dotations de l'exercice		750	318	1 068
Variations de périmètre			71	71
Reductions / Reprises de provisions consommées	-519	-2 109	-59	-2 687
Reclassements / Ecart de conversion	-365	840	578	1 053
Au 30 juin 2016	15 277	8 553	5 260	29 090
Part à moins d'un an		4 055	1 522	5 576
Part à plus d'un an	15 277	4 498	3 738	23 514
France	10 537	3 434	1 019	14 990
Europe	2 799	374	186	3 360
Amérique latine	1 940	4 746	4 055	10 741
Entités manufacturières				

7.2 PASSIFS ÉVENTUELS

Le groupe Elis a des passifs éventuels se rapportant à des litiges ou actions en justice survenant dans le cadre habituel de ses activités, notamment :

- au Brésil :

Procédure relative à des faits supposés de corruption

Suite à une action publique engagée contre plusieurs fournisseurs de services de blanchisserie industrielle dont Atmosfera, et relative à des faits supposés de corruption dans le cadre de marchés dans l'Etat de Rio de Janeiro, Atmosfera a déposé un dossier de défense préliminaire en décembre 2014. Le Procureur a rejeté les arguments avancés par Atmosfera et a décidé la poursuite de l'action publique.

Au 30 juin 2016, Atmosfera reste dans l'attente d'informations supplémentaires et n'est donc pas en mesure d'évaluer le passif éventuel encouru et l'actif compensatoire à recevoir dans le cadre de la garantie de passif. Les anciens propriétaires du groupe Atmosfera, auxquels la procédure a été notifiée à titre conservatoire le 26 novembre 2014 au titre de la convention de garantie en date du 20 décembre 2013 relative à l'acquisition du groupe Atmosfera, ont contesté la demande d'indemnisation formulée par Atmosfera.

Procédures pour conditions de travail dégradantes

- ◇ Procédure ouverte par le Procureur de la République

A l'issue d'une audience tenue le 20 avril 2015, aucun accord n'a été conclu entre le Procureur de la République et Atmosfera dans le cadre d'une procédure de conciliation qui aurait impliqué l'adoption par Atmosfera d'une série de mesures. Le dossier de défense d'Atmosfera est en cours d'analyse par le Procureur qui pourrait tenter une action publique afin de contraindre Atmosfera au paiement de dommages-intérêts à caractère punitif. Une provision a été enregistrée à ce titre.

- ◇ Procédure ouverte par Atmosfera devant le tribunal des Prud'hommes contre le Ministère brésilien du Travail et de l'Emploi

Atmosfera a déposé un recours visant à contester la décision du Ministère du travail, laquelle prévoyait notamment l'inscription d'Atmosfera sur la liste noire des sociétés condamnées pour ce type de pratiques.

S'agissant de la décision au fond que doit rendre le Tribunal des Prud'hommes, une prochaine audience devrait avoir lieu courant 2016. La décision devrait être rendue dans les semaines qui suivent l'audience, à moins que le juge n'accepte la production d'éléments de preuve, y compris l'audition de témoins, auquel cas il pourrait s'écouler plusieurs mois avant qu'une décision ne soit rendue.

Dans l'attente, le Ministère brésilien du Travail et de l'Emploi a tenté de contester l'injonction préliminaire qui avait été rendue par le Président de la Cour Suprême du Brésil, au travers d'un décret-loi visant à autoriser la publication de la liste noire lequel est paru le 16 mai dernier rendant la publication d'une liste noire de nouveau possible. Toutefois, précédemment, Atmosfera, qui avait saisi le Tribunal des Prud'hommes d'une demande visant à obtenir la suspension provisoire de son inscription sur liste noire dans l'attente du prononcé d'une décision au fond, a obtenu gain de cause le 7 avril 2015.

- en France :

Le Groupe a été informé d'une enquête en cours des autorités de concurrence françaises, notamment à la suite d'une plainte relative à certaines pratiques tarifaires du Groupe déposée par un gîte, client du Groupe, auprès de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) des Pays de Loire. Le Groupe ne peut exclure que cette enquête soit étendue à d'autres pratiques que les seules pratiques tarifaires.

Aucune provision n'a été reconnue au 30 juin 2016 compte tenu de la difficulté d'évaluer à ce stade si ce risque se concrétisera et ses éventuelles conséquences, notamment financières, pour le Groupe.

NOTE 8 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 RÉSULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015
Charges financières sur emprunts et comptes courants de participation	(26 560)	(69 657)
Total coût de l'endettement financier brut	(26 560)	(69 657)
Produits et charges résultant de la négociation de dérivés	(281)	(5 887)
Autres produits financiers	54	338
Total coût de l'endettement financier net	(26 787)	(75 206)
Différences positives de change	198	344
Différences négatives de change	(153)	(427)
Ajustement de l'actualisation de provisions et avantages au personnel	(502)	(466)
Autres	241	(68 801)
Total autres produits et charges financiers	(216)	(69 350)
Résultat financier	(27 003)	(144 556)

Les évolutions constatées proviennent principalement :

- du refinancement à des conditions plus favorables, qui a suivi l'introduction en bourse en avril 2015. Le coût de l'endettement financier brut incluait notamment en 2015 une charge d'amortissement accéléré des frais d'émission d'emprunts de 24,9 millions d'euros ;
- des charges résultant de la négociation de dérivés relatives à la réduction le 11 mai 2015 du nominal des *swaps* de couverture de taux de 650 à 450 millions d'euros (notamment versement d'une soulte d'un montant de 8,4 millions d'euros) ;
- des pertes liées à l'extinction anticipée du montant en principal et des intérêts dus au titre des *Senior Secured Notes* et des *Senior Subordinated Notes* à échéance 2018 et au titre d'environ 40 % du prêt de Legendre Holding 27 (*PIK Proceeds Loan*). Elles figuraient en 2015 pour un montant de 68,9 millions d'euros dans la ligne « autres » du tableau ci-dessus.

8.2 ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

Au 30 juin 2016, la dette consolidée se détaille principalement comme suit :

en milliers d'euros	30/06/2016	Taux fixe	Taux variable		Échéances des dettes
			couvert	non couvert	
Obligations High Yield 3%	804 067	804 067			2022
Crédit Senior EURIBOR + 2,125%	582 676		452 076	130 600	2020
Billets de trésorerie	234 900	234 900			inf. à 12 mois
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(25 062)	(8 645)	(12 737)	(3 680)	
Compte courant bloqué de participation	28 965	28 965			
Crédit baux	8 187	8 187			
Divers	12 086	9 583	955	1 548	
Découverts bancaires	816			816	
Emprunts et dettes financières	1 646 634	1 077 056	440 294	129 284	

- Contrat de Crédit Senior

Dans le cadre de la ligne de crédit revolving (*Swingline* et *Revolving Facility*), le Groupe a procédé à 4 tirages d'un montant cumulé de 280 millions d'euros sur des durées inférieures ou égales à un mois (respectivement 55, 95, 60 et 70 millions d'euros) et des remboursements d'un montant cumulé en principal de 200 millions d'euros au cours du premier semestre 2016 (le dernier tirage de 70 millions d'euros sera remboursé fin juillet).

Le Groupe dispose au 30 juin 2016 d'une ligne de crédit non utilisée pour un montant d'environ 270 millions d'euros dont 35,1 millions d'euros disponibles.

- Billets de trésorerie

L'encours du programme de Billets de trésorerie au 30 juin 2016 s'élève à 234,9 millions d'euros contre un encours de 169,5 millions d'euros au 31 décembre 2015, en hausse de 65,4 millions d'euros.

8.3 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et équivalent de trésorerie contient :

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Comptes à vue	128 603	21 891
Dépôt à terme et valeurs mobilières de placement	7 699	34 703
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	136 302	56 594
Trésorerie classée en actifs détenus en vue de la vente	0	0
Découverts bancaires	(816)	(897)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, net	135 486	55 697

Au Brésil, où il peut exister des restrictions sur le contrôle des changes, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 7,9 millions d'euros au 30 juin 2016 (4,0 millions d'euros au 31 décembre 2015).

En France, la trésorerie mobilisée dans le cadre du contrat de liquidité mis en place par Elis s'élève à 1,2 millions d'euros au 30 juin 2016 (0,8 millions d'euros au 31 décembre 2015).

8.4 ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Emprunt obligataire	800 000	800 000
Financement structuré	580 000	500 000
Billets de trésorerie	234 900	169 500
Dettes de crédit bail	8 187	8 646
Autres emprunts et découverts bancaires	12 902	12 561
Compte-courant bloqué de participation des salariés	28 965	33 864
Emprunts	864 953	724 571
Intérêts courus	6 743	6 619
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(25 062)	(27 862)
Emprunts et dettes financières	1 646 634	1 503 328
Dont part des dettes financières à moins d'un an	379 408	235 942
Dont part des dettes financières à plus d'un an	1 267 226	1 267 386
Trésorerie et équivalents de trésorerie (actifs)	136 302	56 594
Solde Endettement net	1 510 333	1 446 734
Répartition par devises des emprunts et dettes financières		
EUR	1 641 538	1 497 847
GBP		
CHF	3 704	4 151
CZK		
BRL	1 392	1 330
CLP	3 169	4 325
Réconciliation avec la dette nette ajustée		
Solde Endettement net	1 510 333	1 446 734
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	25 062	27 862
Compte-courant bloqué de participation des salariés	(28 965)	(33 864)
Dettes nette ajustée	1 506 429	1 440 732

8.5 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

En milliers d'euros	30/06/2016		Ventilation par catégorie d'instrument financier				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs disponibles à la vente (non courants)	180	180		180			
Autres actifs non courants	4 811	4 811			4 811		0
Clients et autres débiteurs	395 957	395 957			395 957		
Autres actifs courants	14 868	14 868			13 642		1 226
Trésorerie et équivalents de trésorerie	136 302	136 302	136 302				
Actifs financiers	552 117	552 117	136 302	180	414 410	0	1 226
Emprunts et dettes financières	1 267 226	1 272 576				1 267 226	
Autres passifs non courants	44 088	44 088			20 374		23 714
Fournisseurs et autres créditeurs	128 768	128 768			128 768		
Autres passifs	244 853	244 853			244 853		0
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	379 408	385 133				379 408	
Passifs financiers	2 064 343	2 075 418	0	0	393 995	1 646 634	23 714

En milliers d'euros	31/12/2015		Ventilation par catégorie d'instrument financier				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs disponibles à la vente (non courants)	146	146		146			
Autres actifs non courants	6 270	6 270			6 270		0
Clients et autres débiteurs	358 339	358 339			358 339		
Autres actifs courants	12 780	12 780			10 727		2 053
Trésorerie et équivalents de trésorerie	56 594	56 594	56 594				
Actifs financiers	434 128	434 128	56 594	146	375 335	0	2 053
Emprunts et dettes financières	1 947 291	1 992 484				1 947 291	
Autres passifs non courants	39 810	39 810			20 550		19 260
Fournisseurs et autres créditeurs	135 034	135 034			135 034		
Autres passifs	232 546	232 546			232 546		0
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	235 942	241 584				235 942	
Passifs financiers	1 910 718	1 924 561	0	0	388 130	1 503 328	19 260

Le tableau ci-après précise le niveau auquel chaque juste-valeur est classée dans la hiérarchie de juste valeur :

En milliers d'euros	30/06/2016		Hiérarchie de juste valeur		
	Juste valeur		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dérivés actifs courants (change à terme USD/EUR)	1 226			1 226	
Actifs mesurés à la juste valeur	1 226	0	1 226	0	0
Dérivés passifs non courants (swaps de taux)	23 714			23 714	
Passifs mesurés à la juste valeur	23 714	0	23 714	0	0
Obligations High Yield 3%	790 080		790 080		
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	790 080	790 080	0	0	0

En milliers d'euros	31/12/2015		Hiérarchie de juste valeur		
	Juste valeur		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dérivés actifs courants (change à terme USD/EUR)	2 053			2 053	
Actifs mesurés à la juste valeur	2 053	0	2 053	0	0
Dérivés passifs non courants (swaps de taux)	19 260			19 260	
Passifs mesurés à la juste valeur	19 260	0	19 260	0	0
Obligations High Yield 3%	780 800		780 800		
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	780 800	780 800	0	0	0

NOTE 9 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Le Groupe comptabilise la charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour la totalité de la période annuelle. Ce taux est calculé sur une base par pays.

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

10.1 ÉVOLUTION DU CAPITAL

Nombre d'actions au 31 décembre 2015	114 006 167
Nombre d'actions au 30 juin 2016	114 006 167
Nombre d'actions autorisées	114 006 167
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	114 006 167
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	-
Valeur nominale de l'action	10,00
Actions de l'entité détenue par elle-même	129 158
Actions réservées pour une émission dans le cadre d'option et de contrat de vente	-

10.2 DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS PAYÉS ET PROPOSÉS

L'Assemblée Générale du 27 mai 2016 a décidé la distribution d'un montant de 0,35 euro par action, soit une distribution d'un montant total de 39 871 milliers d'euros (contre une distribution de 39 881 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent, versée le 2 juillet 2015).

10.3 RÉSULTATS PAR ACTION

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période figure ci-dessous.

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère	23 119	-80 638
Nombre moyen pondéré d'actions	113 896 758	98 926 168
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat par action dilué	114 145 451	98 926 168

NOTE 11 ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Cession et nantissement de créances à titre de garantie		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles		
Avais, cautions et garanties données	10 442	24 229
Garanties de passif	2 150	2 150
Autres engagements donnés		
Contrats de location simple		
- Paiements minimaux en vertu de contrats de location simple non résiliables (à moins d'un an)	25 923	23 761
- Paiements minimaux en vertu de contrats de location simple non résiliables (entre 1 et 5 ans)	75 008	67 281
- Paiements minimaux en vertu de contrats de location simple non résiliables (à plus de 5 ans)	122 080	121 002
Engagement reçus		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles		
Avais, cautions et garanties reçues	12 254	9 694
Garanties de passif	116 589	103 393
Autres engagements reçus		

NOTE 12 INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015	30/06/2016	31/12/2015
	Charges	Charges	Dettes envers les parties liées	Dettes envers les parties liées
Entité qui a une influence notable sur le Groupe				
Legendre Holding 27 (intérêts)	-	(2 482)	-	-
Legendre Holding 27 (pénalités PIK proceed note)	-	(8 678)	-	-

Au premier semestre 2015, dans le cadre de la convention d'engagement entre Elis, Eurazeo et les banques chargées du placement dans le cadre de l'introduction en Bourse de la Société, Elis et Eurazeo avaient respectivement supporté un montant de 11,9 millions d'euros et de 2,6 millions euros.

NOTE 13 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

A la date de présentation des comptes consolidés intermédiaires condensés, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 30 juin 2016 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière du groupe Elis à l'exception des événements indiqués à la note 2.5 des comptes consolidés intermédiaires condensés.

4.2.7 INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

4.2.7.1 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Au 30 juin 2016, le capital social de la Société s'élève à 1 140 061 670 euros. Il est composé de 114 006 167 actions de nominal de 10 euros.

Toutes les actions ont un droit de vote à l'exception des 129 158 actions auto-détenues par la Société en date du 30 juin 2016.

4.2.7.2 RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET ACTIONNARIAT

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour sur le site Internet du Groupe à l'adresse <http://www.corporate-elis.com>.

Il est rappelé qu'en application des stipulations de l'article 9 des statuts de la Société, depuis le 3 avril 2016, les actions détenues au nominatif pendant une durée continue de deux ans bénéficient d'un droit de vote double. Au 30 juin 2016, 9 263 389 actions bénéficiaient d'un droit de vote double.

Sur la base des déclarations légales établissant une participation supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote, et des déclarations des personnes liées au Groupe, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante au 30 juin 2016 :

Actionnaires	31 décembre 2015			30 juin 2016					
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote théoriques	% du capital et des droits de vote exerçables	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote exerçables
Legendre Holding 27 SAS	43 853 538	38,46	38,52	18 351 303	27 109 817	27 109 817	16,1	21,97	21,99
Eurazeo SA ^(a)	3 467 774	3,04	3,05	906 864	1 330 179	1 330 179	0,8	1,08	1,08
Sous-total	47 321 312	41,50	41,57	19 258 167	28 439 996	28 439 996	16,9	23,05	23,07
ECIP Elis SARL ^(a)	592 849	0,52	0,52	154 952	309 904	309 904	0,14	0,25	0,25
Predica	-	-	-	11 400 617	11 400 617	11 400 617	10	9,24	9,25
Franklin Resources, Inc	4 615 992	4,05	4,05	6 505 788	6 505 788	6 505 788	5,71	5,27	5,28
Deutsche Bank AG	-	-	-	10 805 746	10 805 746	10 805 746	9,47	8,76	8,77
Ameriprise Financial, Inc.	5 752 999	5,05	5,05	5 752 999	5 752 999	5 752 999	5,04	4,66	4,67
Dirigeants et salariés	375 377	0,33	0,33	58 116	113 882	113 882	0,05	0,09	0,09
Actions auto-détenues	148 147	0,13	0	129 158	129 158	0	0,11	0,10	0
Public	55 199 491	48,42	48,48	59 940 624	59 940 624	59 940 624	52,58	48,58	48,62
TOTAL	114 006 167	100	113 858 020	114 006 167	123 398 714	123 269 556	100	100	100

(a) Actionnaires ayant déclaré être liés par un pacte d'actionnaires (voir ci-après, paragraphe 4.2.7.7 et la section 8.5.10 du Document de référence 2015).

Depuis le début de l'exercice, Eurazeo a réduit sa participation dans le capital de la Société d'environ 25 % par suite de la réalisation des opérations suivantes :

- la cession le 14 avril 2016, par l'intermédiaire de sa filiale Legendre Holding 27, de 17 100 925 actions de la Société, représentant 15 % du capital et 12,74 % des droits de vote d'Elis dans le cadre d'un placement par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres réservé aux investisseurs institutionnels. Ce placement a notamment permis d'accroître la liquidité des actions Elis, grâce à une augmentation significative du flottant ;
- la cession le 30 mai 2016 au profit du Crédit Agricole Assurances (via sa filiale Predica) de 11 400 617 actions de la Société représentant 10 % du capital social et 9,24 % des droits de vote de la Société. Dans le cadre de cette opération, et en application des stipulations du pacte non-concertant liant la société Ecip Elis à Eurazeo visé ci-après au paragraphe 6.7 du présent rapport et à la section 8.5.10 du document de référence 2015, Ecip Elis a cédé 437 897 actions au profit du Crédit Agricole Assurances et détient au 30 juin 2016 0,14 % du capital et 0,25 % des droits de vote de la Société.

À l'issue des opérations précitées, Eurazeo reste l'un des principaux actionnaires de la Société et détient, directement et indirectement, par l'intermédiaire de sa filiale Legendre Holding 27, 19 257 667 actions représentant 28 439 496 droits de vote, soit respectivement 16,9% du capital social et 23,05% des droits de vote théoriques au 30 juin 2016. Il est à ce titre rappelé qu'Eurazeo et Legendre Holding 27 ont acquis, en application des stipulations de l'article 9 des statuts de la Société des droits de vote double et qu'elles ont en outre bénéficié d'une dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique en application des dispositions des articles 234-8 et 234-9,10° du règlement général de l'AMF (avis AMF 2016C0886).

4.2.7.3 FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les déclarations suivantes de franchissement de seuil ont été faites auprès de l'AMF :

- par courrier daté du 14 juin 2016, Franklin Ressources Inc. a déclaré avoir franchi à la hausse, le 1^{er} juin 2016, le seuil de 5 % de droits de vote en raison d'une diminution du nombre total de droits de vote au 1^{er} juin 2016 et détenir à cette date, 6 505 788 actions Elis représentant 5,7065 % du capital social et 5,27 % des droits de vote de la Société ;
- par courrier en date du 3 juin 2016, la société Crédit Agricole SA a déclaré avoir franchi à la hausse, indirectement par l'intermédiaire de la société Predica (société contrôlée par Crédit Agricole Assurances, elle-même contrôlée par Crédit Agricole SA) le 30 mai 2016, les seuils de 5 et 10 % du capital social et le seuil de 5 % des droits de vote de la société Elis, par suite de l'acquisition à cette date de 11 400 617 actions de la Société hors marché et détenir indirectement 11 400 617 actions Elis à cette date représentant autant de droits de vote ;
- par courrier en date du 3 juin 2016, Predica Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole a déclaré avoir franchi à la hausse le 30 mai 2016, les seuils de 5 et 10 % du capital social et le seuil de 5 % des droits de vote de la société Elis, par suite de l'acquisition à cette date de 11 600 617 actions de la Société hors marché et détenir directement 11 400 617 actions Elis à cette date représentant autant de droits de vote ;
- par courrier du 2 juin 2016, Eurazeo a déclaré avoir franchi à la baisse, directement et indirectement, par l'intermédiaire de sa filiale Legendre Holding 27, le 30 mai 2016, les seuils de 25 % et 20% du capital et les seuils de 1/3, 30% et 25% des droits de vote de la société Elis, par suite d'une cession de bloc hors marché et détenir, directement et indirectement, à l'issue de cette cession 19 257 667 actions et 28 439 496 droits de vote à cette date, soit respectivement, 16,89% du capital et 23,05 des droits de vote (à raison de 906 364 actions

détenues par Eurazeo représentant 0,80% du capital et 1,08% des droits de vote, et 18 351 303 actions détenues par Legendre Holding 27 représentant 16,10% du capital social et 21,97% des droits de vote) ;

- par courrier du 6 mai 2016, la société Deutsche Bank AG, a déclaré avoir franchi à la baisse le 4 mai 2016, le seuil de 10% du capital et des droits de vote de la société Elis, et détenir 10 805 746 actions et droits de vote Elis à cette date, représentant 9,48% du capital social et 8,05 % des droits de vote ;
- par courrier en date du 20 avril 2016, la société Deutsche Bank AG a déclaré avoir franchi à la hausse le 15 avril 2016, les seuils de 5 % et 10 % du capital et des droits de vote de la société Elis, et détenir 13 730 950 actions et droits de vote Elis à cette date, représentant 12,04 % du capital social et 10,23 % des droits de vote ;
- par courrier du 19 avril 2016, Eurazeo a déclaré avoir franchi à la baisse, directement et indirectement, par l'intermédiaire de sa filiale Legendre Holding 27, le 14 avril 2016, les seuils de 1/3 et 30% du capital de la Société par suite de la cession par Legendre Holding 27 de 17 100 925 actions Elis représentant 15% du capital et 12,74% des droits de vote d'Elis dans le cadre d'un placement par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres réservé aux investisseurs institutionnels, et détenir, directement et indirectement, 30 220 387 actions (soit 26,51% du capital) et 49 765 861 droits de vote (soit 37,08% des droits de vote). À cette occasion, Legendre Holding 27 a déclaré avoir franchi individuellement à la baisse les seuils de 1/3, 30% et 25% du capital d'Elis ainsi que le seuil de 1/3 des droits de vote de la Société et détenir 26 752 613 actions et 43 313 362 droits de vote, soit respectivement 23,47% du capital et 32,27% des droits de vote.
- Par courrier du 19 avril 2016, la société Franklin Ressources, Inc. a déclaré avoir franchi à la baisse le 12 avril 2016, le seuil de 5% des droits de vote et détenir 6 505 788 actions de la Société à cette date, représentant autant de droits de vote, soit 5,71% du capital social et 4,85% des droits de vote.
- Par courrier reçu le 27 janvier 2016, Franklin Ressources, Inc. a déclaré avoir franchi à la hausse le 22 janvier 2016, le seuil de 5 % du capital social et des droits de vote et détenir 5 843 514 actions de la Société à cette date, représentant autant de droits de vote, soit 5,13 % du capital social et des droits de vote.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient au 30 juin 2016 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital social et des droits de vote de la Société.

4.2.7.4 OPÉRATIONS EFFECTUÉES PAR ELIS SUR SES PROPRES ACTIONS

Le 27 mai 2016, l'assemblée générale des actionnaires statuant en la forme ordinaire a renouvelé, pour une durée de 18 mois, l'autorisation consentie à la Société par l'assemblée générale mixte du 24 juin 2015 d'opérer sur ses propres titres. Le descriptif du programme de rachat peut être consulté sur le site Internet du Groupe : <http://www.corporate-elis.com>.

Le seul usage fait du programme de rachat d'actions pendant ce premier semestre 2016 a été dans le cadre du contrat de liquidité opéré par Kepler Cheuvreux. Le bilan semestriel du contrat de liquidité est disponible sur le site internet du groupe Elis : <http://www.corporate-elis.com>

4.2.7.5 CAPITAL AUTORISÉ NON ÉMIS

Afin de permettre à la Société de faire appel au marché et si nécessaire pour la poursuite du développement du Groupe, l'assemblée générale du 27 mai 2016 a renouvelé les délégations

financières consenties au directoire, et l'a par ailleurs autorisé à attribuer gratuitement des actions au profit de salariés et dirigeants du Groupe. L'ensemble des autorisations et délégations autorisées au bénéfice du directoire en vigueur au 30 juin 2016 pouvant conduire à l'émission de titres donnant accès au capital sont les suivantes :

Nature des délégations et autorisations consenties au directoire par l'assemblée générale	Montant maximal autorisé (en euros)	Date de l'autorisation	Échéance	Durée de l'autorisation	Utilisation en 2016
Augmentation de capital par émission d'actions et/ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital social					
Augmentation du capital social par émission d'actions et/ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement ou à terme à des actions de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	500 millions ⁽¹⁾	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Augmentation du capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, ou autres	130 millions	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Augmentation du capital social par émission d'actions et/ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement ou à terme à des actions de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public comportant une composante d'échange	114 millions ⁽²⁾⁽³⁾	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Augmentation du capital social par émission d'actions et/ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement ou à terme à des actions de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier	5 % du capital de la Société existant à la date de l'opération par période de 12 mois ⁽³⁾⁽⁴⁾	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Autorisation , en cas d'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, sans droit préférentiel de souscription de fixer le prix d'émission	10 % du capital de la Société tel qu'existant à la date de l'opération par périodes de 12 mois	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Augmentation de capital par l'émission d'actions et/ou valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme, au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société	10 % du capital social de la Société existant au moment de l'émission	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Augmentation du nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires	15 % de l'émission initiale	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Programme de rachat d'actions					
Rachat d'actions	10% du montant du capital social Prix d'achat maximum par action : 30 euros Montant maximal des acquisitions : 350 millions	27 mai 2016	27 novembre 2017	18 mois	Utilisation hors contrat de liquidité : Néant Au 30 juin 2016, 129 158 actions figuraient au contrat de liquidité ⁽⁵⁾
Réduction du capital social par annulation des	10 % du montant	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-

actions auto-détenues

du capital social
par périodes de 24
mois

Opérations réservées aux salariés et dirigeants mandataires sociaux					
Attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre , au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe	2.5% du nombre total des actions de la Société au moment de l'attribution (0.55% pour les dirigeants-mandataires sociaux)	27 mai 2016	27 juillet 2019	38 mois	15 juin 2016
Augmentation du capital par l'émission d'actions, et/ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société réservée aux salariés adhérents de plans d'épargne d'entreprise	20 millions	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	

(1) Plafond global maximum des augmentations de capital avec maintien et suppression du droit préférentiel de souscription susceptibles d'être réalisées en vertu des 13^e à 18^e résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2016

(2) Plafond global applicable aux augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel susceptibles d'être réalisées en vertu des 14^e, 15^e et 17^e résolutions de l'assemblée générale mixte du 27 mai 2016

(3) Imputation sur le plafond global de 500 millions d'euros fixé à la 20^e résolution, de l'assemblée générale du 27 mai 2016

(4) Imputation sur le plafond de 114 millions d'euros fixé à la 14^e résolution de l'assemblée générale du 27 mai 2016

(5) Voir détails dans le rapport du directoire figurant à la section 8.4.1 du document de référence 2015

Conformément aux autorisations précitées, 998 636 actions de performance ont été consenties par le directoire en date du 15 juin 2016.

4.2.7.6 ACTIONS POTENTIELLES

Au 30 juin 2016, il n'existe aucun instrument dilutif en circulation.

4.2.7.7 PACTE D'ACTIONNAIRES ET ACCORDS

Par courriers en date des 25 mars 2015 et 27 mars 2015, conformément aux dispositions de l'article L.233-11 du Code de commerce, Eurazeo et Ecip Elis ont notifié à la Société pour dépôt auprès de l'AMF la conclusion d'un pacte d'actionnaires (le « **Pacte** ») au titre de leur participation au capital de la Société ayant pour objet de définir les modalités de leur investissement dans le capital de la Société. Le Pacte prévoit une clause de désinvestissement aux termes de laquelle chacune des parties au Pacte s'engage, en cas de cession de tout ou partie de leurs actions Elis, à céder lesdites actions de façon concomitante et selon les mêmes modalités juridiques et financières. En cas de cession partielle, le nombre d'actions Elis cédé respectivement par les parties sera déterminé au prorata de leurs participations respectives dans le capital d'Elis. Nonobstant ce qui précède, le Pacte prévoit que les actionnaires d'Ecip Elis pourront céder ou apporter la participation détenue par Ecip Elis dans Elis au profit de leurs actionnaires respectifs alors même qu'Eurazeo continuerait à conserver sa participation dans Elis.

Le Pacte est entré en vigueur le 23 mars 2015 et demeurera en vigueur aussi longtemps que les sociétés Eurazeo et Ecip Elis détiendront des actions de la Société, étant précisé que chacune des parties pourra résilier le pacte par notification écrite moyennant le respect d'un préavis de trois mois avant la date de prise d'effet de la résiliation.

Le Pacte a été transmis à l'AMF les 25 mars et 27 mars 2015, et a fait l'objet d'un avis publié par cette dernière le 30 mars 2015 (215C0370 du 30 mars 2015 sur le site de l'AMF). Les parties au Pacte ont déclaré que le Pacte n'est pas constitutif entre elles d'un concert au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce.

Le 30 mai 2016, Eurazeo, Legendre Holding 27 et Predica ont conclu pour une durée de 5 ans renouvelable par tacite reconduction un accord relatif au gouvernement d'entreprise de la

Société visant notamment à convenir de certains engagements concernant la composition du conseil de surveillance d'Elis compte tenu de leurs participations respectives au sein de la Société. Ainsi, Eurazéo, Legendre Holding 27 et Predica se sont engagés (i) à ce que les membres du conseil de surveillance désignés sur leur proposition votent en faveur du maintien d'une majorité de membres indépendants au sein du conseil de surveillance de la Société et (ii) à exercer leurs droits de vote lors des assemblées générales en faveur du maintien d'une majorité de membres indépendants au sein du conseil de surveillance de la Société (sauf modification significative de l'actionnariat d'Elis). En outre, pour autant que Predica détienne au moins 5% du capital d'Elis, Eurazéo et Legendre Holding 27 se sont engagés (i) à ce que les membres du conseil de surveillance désignés sur leur proposition votent en faveur de toute résolution destinée à permettre à Predica de disposer d'un membre au sein du conseil de surveillance de la Société et (ii) à exercer leurs droits de vote lors des assemblées générales en faveur d'une telle résolution.

Eurazéo et Legendre Holding 27 se sont également engagés à faire en sorte que dans un délai de 6 mois à compter de la date à laquelle leur détention directe ou indirecte est devenue inférieure à :

15% des droits de vote d'Elis, ils ne disposent plus que de deux représentants au sein du conseil de surveillance de la Société ; et

10% des droits de vote d'Elis, ils ne disposent plus que d'un seul représentant au sein du conseil de surveillance de la Société.

Les parties ont déclaré que cet accord relatif au gouvernement d'entreprise n'était pas constitutif entre elles d'un concert au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre accord susceptible d'avoir une incidence significative en cas d'offre publique sur le capital de la Société.

4.3. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES - PROCÉDURES JUDICIAIRES

À la suite d'un accident survenu sur le site de la blanchisserie Carcassonne en mars 2012 ayant entraîné le décès d'un employé d'un fournisseur de produits lessiviels du Groupe se trouvant sur le site, la société M.A.J., filiale de la Société, a été citée à comparaître devant le tribunal correctionnel de Carcassonne pour avoir par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par les dispositions légales et réglementaires, involontairement causé la mort d'une personne. La peine d'amende maximale encourue par la société M.A.J. est de 225 000 euros, cette amende pouvant être assortie de peines complémentaires telles que l'affichage de la décision ou la diffusion de celle-ci par voie de presse écrite. L'audience est prévue en mai 2017.

5

Informations sur la Société et son capital



Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits au chapitre 8 du Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de l'Actualisation du Document de Référence, exacts sous réserve des mises à jour et compléments ci-dessous.

5.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIÉTÉ

Les renseignements concernant la Société sont décrits à la section 8.1 du Document de Référence, sous réserve des mises à jour suivantes :

Depuis le 28 novembre 2016, le siège social de la Société est situé au 5 boulevard Louis Loucheur à Saint-Cloud (92210).

Les documents juridiques relatifs à la Société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à l'assemblée générale par le directoire et le conseil de surveillance, et plus généralement tous les documents devant être adressés ou mis à la disposition des actionnaires et visés aux articles L. 225-115, L. 225-116 et L. 225-117 du Code de commerce peuvent être consultés au siège social de la Société, 5 boulevard Louis Loucheur à Saint-Cloud (92210) (téléphone : + 33 (0)1 75 49 94 00).

5.2 STATUTS

Les renseignements concernant les statuts de la Société sont décrits à la section 8.2 du Document de Référence, sous réserve de la mise à jour suivante :

Les statuts de la Société ont été modifiés le 28 novembre 2016 suite au changement d'adresse du siège social de la Société, situé depuis cette date au 5 boulevard Louis Loucheur à Saint-Cloud (92210).

5.3 INFORMATIONS RELATIVES AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

5.3.1 AUTO-CONTRÔLE, AUTO-DÉTENTION ET ACQUISITION PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

À la date de l'Actualisation du Document de Référence, la Société détient 119 000 actions propres, représentant 0,1% du capital de la Société, intégralement détenues dans le cadre du contrat de liquidité. Ces actions sont dépourvues de droit de vote.

5.3.2 INFORMATIONS RELATIVES À LA DILUTION POTENTIELLE DU CAPITAL SOCIAL

Les actions de performance étant susceptibles d'être couvertes par des actions nouvelles, à la date de l'Actualisation du Document de Référence, le nombre d'actions sous-jacentes aux attributions gratuites d'actions en cours d'acquisition non couvertes par le stock d'actions auto-détenues représente 1 549 469 actions, soit un effet potentiellement dilutif global représentant environ 1,35 % du capital social.

5.4 INFORMATIONS RELATIVES À L'ACTIONNARIAT

5.4.1 RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour et disponible sur le site internet du Groupe à l'adresse <http://www.corporate-elis.com>. Sur la base des déclarations légales établissant une participation supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote en fin d'exercice en application des dispositions de l'article L. 233-7 du Code de commerce, ainsi que sur la base des déclarations des dirigeants et personnes liées au Groupe, la répartition du capital au 31 décembre 2016 était telle que présentée dans le tableau ci-dessous.

Conformément à l'article 223-11 du règlement général de l'AMF, les droits de vote théoriques présentés dans le tableau ci-dessous prennent en compte l'ensemble des droits de vote attachés aux actions en circulation, y compris les actions privées de droit de vote au titre de l'auto-détention.

Ce nombre de droits de vote théoriques diffèrent donc du nombre de droits de vote effectivement exerçables en assemblée générale.

31 décembre 2016

Actionnaires	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote exerçables
Legendre Holding 27 SAS ^(a)	18 351 303	27 109 817	27 109 817	16,1	21,97	21,99
Eurazeo SA ^(a)	906 864	1 330 179	1 330 179	0,8	1,08	1,08
Sous-total	19 258 167	28 439 996	28 439 996	16,9	23,05	23,07
Crédit Agricole Assurances ^(a)	11 400 617	11 400 617	11 400 617	10	9,24	9,25
ECIP Elis SARL ^(a)	154 952	309 904	309 904	0,14	0,25	0,25
Dirigeants et salariés	58 116	113 882	113 882	0,05	0,09	0,09
Actions auto-détenues	119 000	119 000	0	0,10	0,10	0
Public	83 015 315	83 015 315	83 015 315	72,81	67,27	67,34
<i>Dont</i>						
• Franklin Resources, Inc	5 895 968	5 895 968	5 895 968	5,17	4,78	4,78
• Ameriprise Financial, Inc	5 752 999	5 752 999	5 752 999	5,04	4,66	4,67
TOTAL	114 006 167	123 398 714	123 279 714	100	100	100

(a) Actionnaires ayant déclaré être liés par un pacte d'actionnaires (voir paragraphe 4.2.7.7 de l'Actualisation du Document de Référence et la section 8.5.10 du Document de référence 2015).

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détenait au 31 décembre 2016 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital et des droits de vote de la Société.

5.4.2 DROIT DE VOTE DOUBLE

Au 31 décembre 2016, 9 392 547 actions bénéficiaient d'un droit de vote double conformément à l'article 9 des statuts de la Société dont les stipulations sont décrites à la section 8.2.4 « Droits des actionnaires » du Document de Référence.

5.4.3 OPÉRATIONS RÉALISÉES SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ PAR LES DIRIGEANTS ET LES PERSONNES ASSIMILÉES

Le tableau ci-dessous présente les opérations réalisées, depuis le 13 avril 2016, date d'enregistrement du Document de Référence, par les dirigeants et les personnes assimilées qui ont fait l'objet d'une déclaration auprès de l'AMF conformément aux articles 223-22-A et suivants du règlement général de l'AMF :

Date de l'opération	Déclarant	Nature de l'opération	Nombre d'actions	Prix unitaire (en euros)	Montant de l'opération (en euros)
18 mai 2016	Michel Datchary	Acquisition	1000	16,295	16295
10 juin 2016	Xavier Martiré	Acquisition	2350	16,50	38795,68
22 juin 2016	Magali Chesse	Acquisition	500	16,59	8295

A la date de l'Actualisation du Document de Référence, aucun autre dirigeant et mandataire social n'a déclaré avoir effectué d'opérations sur les titres de la Société depuis le 13 avril 2016.

5.4.4 FRANCHISSEMENT DE SEUILS LÉGAUX DEPUIS LE 30 JUIN 2016

Depuis le 30 juin 2016, les déclarations suivantes de franchissement de seuil ont été faites auprès de l'AMF :

- par courrier reçu le 16 septembre 2016 (avis AMF n°216C2078), Franklin Resources, Inc. agissant pour son compte et celui de ses affiliés a déclaré avoir franchi à la baisse le 13 septembre 2016 le seuil de 5% des droits de vote de la Société et détenir 5 895 968 actions représentant autant de droits de vote, soit 5,17% du capital et 4,78% des droits de vote ;
- par courrier reçu le 11 août 2016 (avis AMF n°216C1860), la société Deutsche Bank AG a déclaré avoir franchi à la baisse le 5 août 2016 le seuil de 5% du capital de la Société et détenir 5 499 171 actions Elis représentant autant de droits de vote, soit 4,82% du capital social et 4,45% des droits de vote ; et
- par courrier reçu le 22 juillet 2016 (avis AMF n°216C1716), la société Deutsche Bank AG a déclaré avoir franchi à la baisse le 19 juillet 2016 le seuil de 5% des droits de vote de la Société et détenir 6 101 000 actions Elis représentant autant de droits de vote, soit 5,35% du capital social et 4,94% des droits de vote.

5.4.5 ÉVÈNEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE (ARTICLE L. 225-100-3 DU CODE DE COMMERCE)

Les informations sur les évènements susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sont décrites à la section 8.5.10 du Document de Référence, sous réserve de la mise à jour suivante :

Accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société

Aux termes du Contrat de Crédit-Relais décrit à la section 1.5.1 « Contrat de Crédit-Relais » de l'Actualisation du Document de Référence et du Contrat de Crédit Syndiqué Senior décrit à la section 1.5.2 « Contrat de Crédit Syndiqué Senior », il est prévu qu'en cas de changement de contrôle de la Société, chaque prêteur peut demander, selon certaines modalités, le remboursement anticipé de l'ensemble des montants prêtés par lui à la Société (en ce compris notamment les intérêts courus).

5.5 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

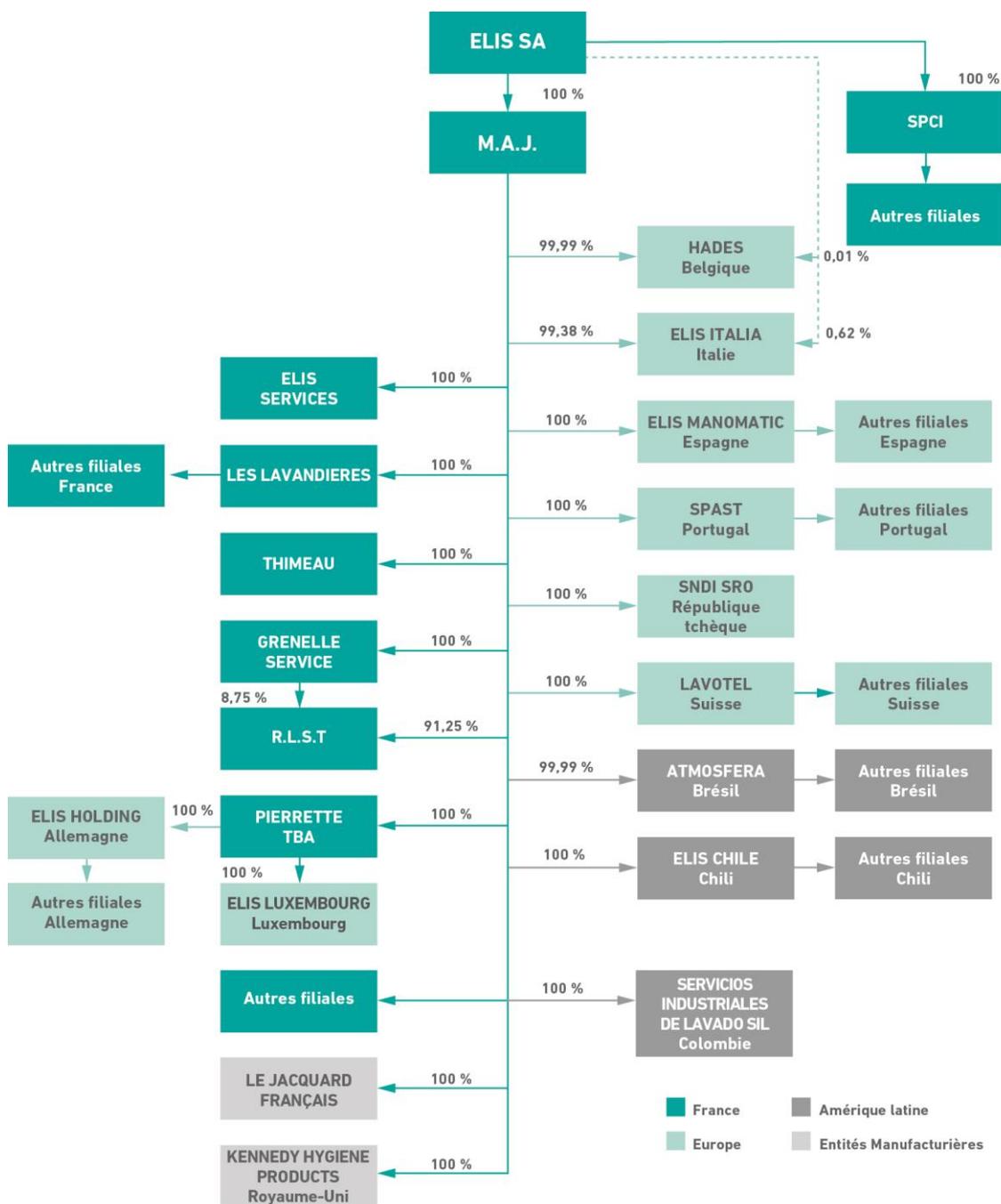
La Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au cours des exercices clos les 31 décembre 2013, 2014 et 2015.

En revanche, la Société a effectué une distribution exceptionnelle d'une somme prélevée sur le compte de prime d'émission, d'un montant unitaire de 0,35 euro par action, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, et une distribution exceptionnelle d'une somme prélevée sur les comptes prime et réserves, d'un montant unitaire de 0,35 euro par action, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

La Société déterminera le montant d'éventuelles distributions au cours de l'exercice 2017 en prenant en considération divers facteurs, dont notamment les conditions générales de l'activité de la Société et en particulier ses objectifs stratégiques, sa situation financière, les opportunités qu'elle souhaite saisir et les dispositions légalement applicables.

5.6 ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ

L'organigramme simplifié figurant ci-dessous présente l'organisation juridique du Groupe au 1^{er} janvier 2017 :



* Les pourcentages indiqués correspondent à la part du capital et des droits de vote de la filiale concernée détenue par la société-mère.

5.7 LISTE DES PRINCIPALES FILIALES

Elis est la société faîtière du groupe Elis et la société tête de l'intégration fiscale française mise en place depuis le 1er mars 2008. Les principales filiales directes ou indirectes de la Société sont décrites ci-après. Aucune des filiales du Groupe n'est cotée.

- **M.A.J.** est une société anonyme de droit français au capital de 142 515 408 euros, dont le siège social est situé au 31 Chemin latéral au Chemin de fer à Pantin (93500) et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 775 733 835. La Société détient 100 % du capital social et des droits de vote de M.A.J. L'activité principale de M.A.J. est la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements hygiène et bien-être.
- **Elis Services** est une société anonyme de droit français au capital de 16 000 075 euros, dont le siège social est situé au 5, boulevard Louis Loucheur à Saint Cloud (92210) et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 693 001 091. M.A.J. détient 100 % du capital et des droits de vote d'Elis Services. L'activité principale de Elis Services est la prestation de services supports auprès des différentes sociétés du Groupe ; elle officie également en tant que centrale d'achat du Groupe (opérations d'achat-revente).
- **Les Lavandières** est une société par actions simplifiée de droit français au capital de 448 544 euros, dont le siège social est situé dans la Zone Industrielle les Carrières à Avrillé (49240) et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Angers sous le numéro 062 201 009. M.A.J. détient 100 % du capital et des droits de vote de Les Lavandières. L'activité principale de Les Lavandières est la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements hygiène et bien-être.
- **Lavotel** est une société anonyme de droit suisse au capital de 5 000 000 de francs suisse, dont le siège social est situé au 35, chemin de la Vuarpillière à Nyon (Suisse) et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés du canton de Vaud (Suisse) sous le numéro CHE-106 858 105. M.A.J. détient 100 % du capital et des droits de vote de Lavotel. L'activité principale de Lavotel est la location-entretien de linge plat et vêtements de travail.
- **Grenelle Service** est une société par actions simplifiée de droit français au capital de 15 900 000 euros, dont le siège social est situé au 10, route des Champs-Fourgons Port de Gennevilliers à Gennevilliers (92230) et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 341 203 875. M.A.J. détient 100 % du capital et des droits de vote de Grenelle Service. L'activité principale de Grenelle Service est la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements hygiène et bien-être.
- **Régionale de location et services textiles (R.L.S.T.)** est une société par actions simplifiée de droit français au capital de 243 208 euros, dont le siège social est situé au 7, rue Alfred-Mongy à Marcq-en-Baroeul (59700) et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lille Métropole sous le numéro 885 581 033. M.A.J. et Grenelle Service détiennent respectivement 91,25 % et 8,75 % du capital et des droits de vote de R.L.S.T. L'activité principale de R.L.S.T. est la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements hygiène et bien-être.
- **Pierrette – T.B.A.** est une société anonyme de droit français au capital de 278 768 euros, dont le siège social est situé dans la Zone d'Activités Commerciales des Savlons à Malzéville (54220) et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de

Nancy sous le numéro 306 042 268. M.A.J. détient 100 % du capital et des droits de vote de Pierrette – T.B.A. L'activité principale de Pierrette – T.B.A. est la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements hygiène et bien-être.

- **Thimeau** est une société par actions simplifiée de droit français au capital de 160 000 euros, dont le siège social est situé 13, rue Isaac Newton - 77100 MEAUX et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Meaux sous le numéro 383 277 233. M.A.J. détient 100 % du capital et des droits de vote de la société Thimeau. L'activité principale de la société Thimeau est notamment la location-entretien d'articles textiles pour l'hôtellerie/restauration haut de gamme et l'entretien-nettoyage des vêtements et costumes de Disneyland Paris.
- **Elis Manomatic SA** est une société anonyme de droit espagnol au capital de 72 232 490 euros, dont le siège social est situé Calle Diesel 5-7, P.I. Sector Autopista – Parets del Valles (Barcelona) (Code Postal 08150, Espagne) et qui est immatriculée au Registre du Commerce de Barcelone sous le numéro Hoja B 39922, Tomo 37909, Folio 122. M.A.J. détient 100,00 % du capital et des droits de vote d'Elis Manomatic SA. L'activité principale de Elis Manomatic SA est la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements hygiène et bien-être. Elis Manomatic SA est la tête de groupe des filiales espagnoles.
- **Sociedade Portuguesa de Aluguer e Serviço de Texteis SA** est une société anonyme de droit portugais au capital de 1 400 000 euros, dont le siège social est situé Avenida Nações Unidas, 81 - Porto Alto – SAMORA CORREIA (Code Postal 2135-503, Portugal) et qui est immatriculée au Registre de Commerce de Benavente sous le numéro 301 - Contribuinte n° 502 095 857. M.A.J. détient 100,00 % du capital et des droits de vote de Sociedade Portuguesa de Aluguer e Serviço de Texteis SA. L'activité principale de Sociedade Portuguesa de Aluguer e Serviço de Texteis SA est la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements hygiène et bien-être. Sociedade Portuguesa de Aluguer e Serviço de Texteis SA est la tête de groupe des filiales portugaises.
- **Atmosfera Gestão e Higienização de Têxteis SA** est une société anonyme de droit brésilien au capital de 640 108 359,15 réaux brésiliens, dont le siège social est situé Av. Antonieta Piva Barranqueiros, S/N, Chácara Aeroporto – Jundiaí, SP (Code Postal 13.212-009, Brésil) et qui est immatriculée au Registre de Commerce de la République Fédérative du Brésil sous le numéro 00.886.257/0001-92. M.A.J. et S.P.C.I. (une société détenue à 100 % par la Société) détiennent respectivement 99,99 % et 0,01 % du capital et des droits de vote de AtmosferaGestão e Higienização de Têxteis SA. L'activité principale de AtmosferaGestão e Higienização de Têxteis SA est la location-entretien de linge plat et de vêtements de travail. AtmosferaGestão e Higienização de Têxteis SA est la tête de groupe des filiales brésiliennes.

6

Informations complémentaires



6.1 PERSONNES RESPONSABLES

6.1.1 IDENTITÉ DE LA PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE CONTENANT LE RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Xavier Martiré, Président du directoire de la Société.

6.1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation du document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation du document de référence.

Le 18 janvier 2017

Xavier Martiré,

Président du directoire

6.2 RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

6.2.1 COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

PricewaterhouseCoopers Audit

Représenté par Bruno Tesnière

Membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles

63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

Nommé en 2007 à la constitution de la Société aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire, PricewaterhouseCoopers Audit a été renouvelé dans ses fonctions lors de l'assemblée générale du 26 juin 2013 pour une durée de six exercices sociaux, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice social qui sera clos le 31 décembre 2018.

Mazars

Représenté par Isabelle Massa

Membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles

61, rue Henri Regnault
Tour Exaltis
92400 Courbevoie

Nommé le 29 juin 2011 aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire de la Société, Mazars a été renouvelé dans ses fonctions lors de l'assemblée générale du 26 juin 2013 pour une durée de six exercices sociaux, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice social qui sera clos le 31 décembre 2018.

6.2.2 COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

Anik Chaumartin

Membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles

63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

Nommée le 26 juin 2013 aux fonctions de commissaire aux comptes suppléant pour une durée de six exercices sociaux et venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2018.

CBA

Membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles

61, rue Henri Regnault
Tour Exaltis
92400 Courbevoie

Nommé le 29 juin 2011 aux fonctions de commissaire aux comptes suppléant de la Société, CBA a été renouvelé dans ses fonctions lors de l'assemblée générale du 26 juin 2013 pour une durée de six exercices sociaux, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice social qui sera clos le 31 décembre 2018.

6.3 CONTACTS ET INFORMATIONS FINANCIÈRES DISPONIBLES

Contact relations investisseurs

Nicolas Buron

Directeur des relations investisseurs

5, boulevard Louis Loucheur - 92210 Saint-Cloud
Téléphone : +33 1 75 49 93 93
Télécopie : + 33 1 75 49 98 01
investors@elis.com
www.corporate-elis.com

Table de concordance

TABLE DE CONCORDANCE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

La présente table de concordance reprend les principales rubriques prévues par le règlement (CE) numéro 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 (le « règlement ») et renvoie aux pages du Document de Référence et de l'Actualisation du Document de Référence où sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques.

Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 – Annexe I		Document de Référence		Actualisation du Document de Référence	
N°	Rubriques figurant dans l'Annexe 1 du règlement	Chapitre/ sections	Page(s) du Document de Référence	Chapitre/ sections	Page(s) de l'Actualisa tion du Document de référence
1.	Personnes responsables				
1.1.	Indication des personnes responsables	9.1.1	308	6.1.1	117
1.2.	Déclaration des personnes responsables	9.1.2	308	6.1.2	117
2.	Contrôleurs légaux des comptes				
2.1.	Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes	9.2	309	6.2	117-118
2.2.	Information concernant les modifications apportées aux contrôleurs légaux des comptes au cours de la période	9.2	309		
3.	Informations financières sélectionnées				
3.1.	Informations financières historiques	Elis en Bref, 5.2, 5.11	6 151, 163		N/A
3.2.	Informations financières intermédiaires	N/A		4.2.3.2	59-65
4.	Facteurs de risques	2.1	42	2 4.2.2.2	38-45 58
5.	Informations concernant l'émetteur				
5.1.	Histoire et évolution de la Société	1.1	18		
5.1.1	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	8.1	286	Remarques générales	6
5.1.2	Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	8.1	286	Remarques générales	6
5.1.3	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	8.1	286	N/A	
5.1.4	Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant ses activités, son pays d'origine, adresse et numéro de téléphone de son siège	8.1	286	N/A	
5.1.5	Événements importants dans le développement des activités de l'émetteur	Elis en Bref, 5.1	4-5 150	1.2 1.6 4.2.3.1	11-19 23-37 58-59
5.2.	Investissements				

Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 – Annexe I		Document de Référence		Actualisation du Document de Référence	
N°	Rubriques figurant dans l'Annexe 1 du règlement	Chapitre/ sections	Page(s) du Document de Référence	Chapitre/ sections	Page(s) de l'Actualisa tion du Document de référence
5.2.1	Principaux investissements réalisés	1.11.1	36	1.4 1.6 4.2.3.1	21 23-37 58-59
5.2.2	Principaux investissements en cours	1.11.1	36	1.4 1.6	21 23-37
5.2.3	Principaux investissements que compte réaliser l'émetteur dans l'avenir	1.11.2	37	N/A	
6.	Aperçu des activités				
6.1.	Principales activités				
6.1.1	Nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités	1.3	20	1.1.1	9
6.1.2	Nouveaux produits ou services développés	1.5.2	24	1.1.2	9-10
6.2.	Principaux marchés	1.4	22	N/A	
6.3.	Événements exceptionnels	N/A		1.6	23-37
6.4.	Dépendance vis-à-vis des brevets, licences, contrats et procédés de fabrication	2.1	45	N/A	
6.5.	Éléments fondateurs des déclarations concernant la position concurrentielle	1.6	28	1.1.2	9-10
7.	Organigramme				
7.1.	Description sommaire du Groupe (Organigramme)	8.9	303	5.6	113
7.2.	Liste des filiales importantes	8.10	304	5.7	114-115
8.	Propriétés immobilières, usines et équipements				
8.1.	Immobilisations corporelles importantes	1.10	35	1.3	19-20
8.2.	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	2.2.1	60	N/A	
9.	Examen de la situation financière et du résultat				
9.1.	Situation financière	5.2	151	4.2.3.2	59-65
9.2.	Résultat d'exploitation	5.2.2 5.2.3	151 154	4.2.3.2	60, 63-64
9.2.1	Facteurs importants, influant sur le revenu d'exploitation de l'émetteur	5.1	151	4.2.3.1	59
9.2.2	Explication des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	5.1.2	150	4.2.3.1	59
9.2.3	Stratégie ou facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	2.1	42	1.2 1.6 4.1.3 4.2.3.1	11-19 23-37 55 59
10.	Trésorerie et capitaux				
10.1.	Capitaux de l'émetteur	6.1 – Note 10	221	4.2.6.8 – Note 10	98

Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 – Annexe I		Document de Référence		Actualisation du Document de Référence	
N°	Rubriques figurant dans l'Annexe 1 du règlement	Chapitre/ sections	Page(s) du Document de Référence	Chapitre/ sections	Page(s) de l'Actualisa tion du Document de référence
		6.3 – Note 5.1	240		
10.2.	Source et montant des flux de trésorerie	5.2.4	156	4.2.3.2 4.2.6.5	64 74
10.3.	Conditions d'emprunt et structure de financement	5.2.4 6.1 – Note 8.3	156 212	1.5 1.6.3 4.2.6.8 – Note 8.2	21-23 36-37 93-94
10.4.	Restrictions à l'utilisation des capitaux	6.1 – Note 8.4	213	4.2.6.8 – Note 8.3	94
10.5.	Sources de financement nécessaires honorer les engagements	6.1 – Note 8.3	212	4.2.6.8 – Note 8.2	93-94
11.	Recherche et développement, brevets et licences	1.12 2.1	38 42	N/A	
12.	Information sur les tendances				
12.1.	Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice	5.4	160	4.1.3	55
12.2.	Tendances connues, incertitudes ou demandes ou engagements ou événements raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur	5.4	160	4.1.3	55
13.	Prévisions ou estimations du bénéfice				
13.1.	Déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur a fondé sa prévision ou son estimation	N/A		4.1.1	53-54
13.2.	Rapport élaboré par les contrôleurs légaux	N/A		4.1.2	54-55
13.3.	Élaboration de la prévision ou de l'estimation	N/A		4.1.1	53-54
13.4.	Déclaration sur la validité d'une prévision précédemment incluse dans un prospectus	N/A		N/A	
14.	Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale				
14.1.	Composition – déclarations	4.1.1 4.1.2 4.1.4	96 101 109	3.1 4.2.4.1 4.2.4.3	47-50 66 67
14.2.	Conflits d'intérêts	4.1.5	109	N/A	
15.	Rémunération et avantages				
15.1.	Rémunérations et avantages en nature	4.5 6.1 – Note 5.5	134 198	3.2 4.2.6.8 – Note 5	50 89
15.2.	Retraites et autres avantages	4.5 6.1 – Note 5.5	134 198	4.2.6.8 – Note 5	89
16.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction				
16.1.	Mandats des Membres du conseil de surveillance et de direction	4.1.1 4.1.2	96 101	4.2.4.1 4.2.4.3	66 67
16.2.	Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction	4.1.7	110	N/A	

Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 – Annexe I		Document de Référence		Actualisation du Document de Référence	
N°	Rubriques figurant dans l'Annexe 1 du règlement	Chapitre/ sections	Page(s) du Document de Référence	Chapitre/ sections	Page(s) de l'Actualisa tion du Document de référence
16.3.	Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations	4.3.1	116	4.2.4.2	67
16.4.	Déclaration relative au gouvernement d'entreprise	4.3.1	116	N/A	
17.	Salariés				
17.1.	Nombre de salariés	Elis en Bref	5	N/A	
17.2.	Participations dans le capital de l'émetteur et stock-options	8.5.1 8.5.7 8.5.8	295 298 298	4.2.7.2 5.4.1	102-103 110
17.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	8.5.7	298	N/A	
18.	Principaux actionnaires				
18.1.	Identification des principaux actionnaires	8.5.1	295	4.2.7.2 5.4.1	102-103 110
18.2.	Existence de droits de vote différents	8.2.4 8.5.2	287 295	4.2.7.2 5.4.2	102-103 111
18.3.	Contrôle de l'émetteur	8.5.3	296	N/A	
18.4.	Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	8.5.10	299	N/A	
19.	Opérations avec des apparentés	6.3 – Note 4.6 4.1.6	238 110	4.2.6.8 – Note 5.2 4.2.6.8 – Note 12	89 100
20.	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur				
20.1.	Informations financières historiques	Elis en Bref 5.11	6 163	N/A	
20.2.	Informations financières pro forma	N/A		N/A	
20.3.	États financiers	6.1 6.3	166 228	4.2.6	70-101
120.4.	Vérifications des informations financières historiques annuelles				
20.4.1	Déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	9.1.2	308	N/A	
20.4.2	Indication des autres informations vérifiées par les contrôleurs légaux	RFA 2014 – III Document de base – 20 1.1	229	N/A	
20.4.3	Indication de la source et de l'absence de vérification des informations financières figurant dans le document d'enregistrement qui ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur	N/A		N/A	
20.5.	Date des dernières informations financières	31/12/2015		30/06/2016	
20.6.	Informations financières intermédiaires et autres	N/A			
20.6.1	Informations financières semestrielles ou trimestrielles	N/A		4.2	55-107

Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 – Annexe I		Document de Référence		Actualisation du Document de Référence	
N°	Rubriques figurant dans l'Annexe 1 du règlement	Chapitre/ sections	Page(s) du Document de Référence	Chapitre/ sections	Page(s) de l'Actualisa tion du Document de référence
20.6.2	Informations financières intermédiaires	N/A		N/A	
20.7.	Politique de distribution des dividendes	5.4, 8.6	160, 300	5.5	112
20.7.1	Montant des dividendes	8.6.2 6.1 – Note 10.2	300 221	4.2.3.2 4.2.6.8 – Note 10.2 5.5	65 98 112
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	6.1 – Note 7.2	206	2.1.5 2.3 4.2.6.8 – Note 7.2 4.3	41-43 45 91-92 107
20.9.	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	N/A		N/A	
21.	Informations complémentaires				
21.1.	Capital social				
21.1.1	Montant du capital souscrit	8.3.2	290	4.2.7.1	102
21.1.2	Actions non représentatives du capital	8.3.5	292	4.2.7.5	105-106
21.1.3	Actions détenues par l'émetteur lui-même	8.3.4	291	5.3.1	109
21.1.4	Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de Souscription	8.3.5	292	4.2.7.5	105-106
21.1.5	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché (e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	N/A		1.6.3 5.3.2	36-37 109
21.1.6	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	N/A		N/A	
21.1.7	Historique du capital social	8.3.3	290	N/A	
21.2.	Acte constitutif et statuts				
21.2.1	Description de l'objet social de l'émetteur	8.2.1	287	N/A	
21.2.2	Résumé de toute disposition contenue dans l'acte constitutif, les statuts, de l'émetteur concernant les membres de ses organes d'administration, de direction et de surveillance	8.2.2 4.1	287 96	N/A	
21.2.3	Description des droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions	8.2.4	287	N/A	
21.2.4	Description des actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	8.2.4	287	N/A	
21.2.5	Description des conditions régissant la manière dont les assemblées générales annuelles et extraordinaires sont convoquées	8.2.5	288	N/A	
21.2.6	Description de toute disposition qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de l'émetteur	8.5.10	299	4.2.7.7	106-107
21.2.7	Indication de toute disposition fixant le seuil au-dessus duquel	8.5.6	297	4.2.7.3	103-104

Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004 – Annexe I		Document de Référence		Actualisation du Document de Référence	
N°	Rubriques figurant dans l'Annexe 1 du règlement	Chapitre/ sections	Page(s) du Document de Référence	Chapitre/ sections	Page(s) de l'Actualisa tion du Document de référence
	toute participation doit être divulguée				
21.2.8	Description des conditions régissant les modifications du capital lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	N/A		N/A	
22.	Contrats importants	1.13	39	1.5	21-23
23.	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts				
23.1	Déclaration ou rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert	N/A		N/A	
23.2	Informations provenant d'une tierce partie	N/A		N/A	
24.	Documents accessibles au public	9.4	312	N/A	
25.	Informations sur les participations	8.10 6.1 – Note 11	304 223	4.2.6.8 – Note 12 5.7	100 114-115